

BURKINA FASO

Ministère de la justice

Direction générale des études et des statistiques sectorielles



ANNUAIRE STATISTIQUE 2019



Edition Juillet 2020

Avant-propos



La crédibilité de la justice est un baromètre qui permet de mesurer le niveau de démocratisation d'un pays. Fort de ce constat, le défi de l'amélioration du fonctionnement des institutions judiciaires se présente comme une priorité majeure pour tous les États. Au Burkina Faso, cette volonté a été exprimée depuis l'adoption du pacte national pour le renouveau de la justice. Ainsi, depuis 2016, un certain nombre de réformes législatives et institutionnelles ont été entreprises pour améliorer le traitement des affaires dans les juridictions. Cela s'inscrit dans la mise en œuvre de la politique sectorielle « justice et droits humains » dont la vision à l'horizon 2027 est : « *le Burkina Faso dispose d'une justice crédible, accessible à tous et respectueuse des règles d'un État de droit qui garantit aux femmes et aux hommes l'effectivité de leurs droits, pour une Nation pacifique et solidaire* ».

Cette vision s'inscrit dans l'axe 1 du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020 intitulé « Réformer les institutions et moderniser l'administration » avec pour objectif stratégique de promouvoir la bonne gouvernance politique et administrative à travers le renforcement de l'indépendance et l'efficacité de la justice, l'amélioration de l'accès de tous les citoyens à la justice et la restauration de l'autorité de l'État.

Pour ce faire, les juridictions et établissements pénitentiaires mènent des actions qui contribuent à l'atteinte des objectifs fixés par cet axe. C'est pour rendre compte à la population de ces actions que le Ministère de la justice élabore chaque année l'annuaire et le tableau de bord statistiques.

L'annuaire statistique fait le bilan des activités menées par les juridictions et les établissements pénitentiaires et fournit certaines données de l'administration centrale (Chancellerie). Il comporte les indicateurs clés qui permettent de faire une appréciation qualitative et quantitative des activités des juridictions et établissements pénitentiaires du Burkina Faso. En cela, il constitue un outil d'information et d'aide à la décision.

Le présent document comporte cinq (5) parties, à savoir la présentation du Ministère, les moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, la situation des établissements pénitentiaires et les statistiques sur les mineurs en conflit avec la loi admis dans les centres de réinsertion sociale. Il renferme les données des dix (10) dernières années, à savoir celles de 2010 à 2019. Les résultats obtenus, présentés d'année en année, permettent d'apprécier le niveau d'évolution du travail des juridictions et des établissements pénitentiaires.

C'est pourquoi, je réitère mon appel à l'endroit de tous les acteurs judiciaires et pénitentiaires pour plus d'abnégation et de rigueur dans le travail, condition sine qua non pour le renforcement de la démocratie, de l'État de droit et de la bonne gouvernance.

Le présent annuaire statistique est élaboré pour répondre aux besoins d'information des acteurs de la justice, des citoyens et des partenaires techniques et financiers. Par conséquent, je vous exhorte tous à une réelle appropriation de ce document et à apporter toutes critiques constructives pour l'amélioration des éditions à venir.

Je ne saurais clore mon propos sans remercier tous les partenaires de la Justice et tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation du présent annuaire statistique. Mes remerciements s'adressent particulièrement à l'UNICEF pour son appui financier constant.


Bessolé René BAGORO
Officier de l'Ordre de l'Étalon



Table des matières

Avant-propos	5
Table des matières	6
Abréviations	7
Démarche méthodologique	9
I Organisation du Ministère de la justice	10
I.1 Présentation des structures centrales	11
II Moyens de la justice	21
II.1 Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	22
II.2 Budget	27
II.3 Personnel	31
III Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	55
III.1 Cour de cassation	56
III.2 Cours d'appel	59
III.3 Tribunaux de grande instance	65
III.3.1 Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance	65
III.3.1.1 Activités des chambres civiles et commerciales	65
III.3.2 Activités pénales des tribunaux de grande instance	77
III.3.2.1 Activités des parquets des tribunaux de grande instance	77
III.3.2.2 Activités civiles des parquets	91
III.3.2.3 Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	96
III.3.2.4 Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	107
III.3.2.5 Activités des greffes des tribunaux de grande instance	122
III.1 Tribunaux de commerce	128
III.2 Tribunaux d'instance	134
III.3 Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants	138
III.4 Tribunaux du travail	143
IV Activités des juridictions de l'ordre administratif	147
IV.1 Cour des comptes	148
IV.2 Conseil d'État	151
IV.3 Tribunaux administratifs	155
V Établissements pénitentiaires	163
V.1 Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées	164
V.2 Caractéristiques des prévenus	169
V.3 Caractéristiques des mis en examen	176
V.4 Caractéristiques des condamnés	183
V.5 Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi des services sociaux des MAC	191
V.6 Activités des centres de réinsertion sociale	194
Les chiffres clés de la justice (2/2)	199
Liste des tableaux	200

Abréviations

BE	Bureau d'Études
CA	Cour d'Appel
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Cour des Comptes
CCass	Cour de Cassation
CE	Conseil d'État
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CONHADA	Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
CPAB	Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo
DAAS	Direction des Affaires Administratives et Sociales
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DACC	Direction des Affaires Civiles et Commerciales
DAF	Direction de l'Administration et des Finances
DAJAV	Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes
DAPS	Direction des Affaires Pénales et du Sceau
DCPM	Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
DCPP	Direction de la Coordination des Projets et Programmes
DDII	Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation
DDSO	Direction de la Détention, de la Sécurité et des Opérations
DFP	Direction de la Formulation des Politiques
DGAP	Direction Générale de l'Administration Pénitentiaires
DGESS	Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
DGJCCAS	Direction Générale de la Justice Civile, Commerciale, Administrative et Sociale
DGJPS	Direction Générale de la Justice Pénale et du Sceau
DGREF	Direction des Greffes
DJJ	Direction de la Justice Juvenile
DLCJ	Direction de la Législation et de la Coopération Judiciaire
DMB	Direction du Matériel et du Budget
DMP	Direction des Marchés Publics
DPCP	Direction de la Planification et de la Coopération Pénitentiaire
DP	Direction du Personnel de l'Administration Pénitentiaire
DPPFP	Direction de la Production Pénitentiaire et de la Formation Professionnelle
DPPO	Direction de la Prospective et de la Planification Opérationnelle
DRAP	Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSAS	Direction de la Santé et de l'Action Sociale
DSEC	Direction du Suivi, de l'Évaluation et de la Capitalisation
DSI	Direction des Services Informatiques
DSS	Direction des Statistiques Sectorielles
ENGSP	École Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
EP	Établissement Pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance Judiciaire
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ITS	Inspection Technique des Services
JE	Juge des Enfants
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MACO	Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
ND	Non disponible (information non disponible à la source)

OMD	Ordre de Mise à Disposition
OSC	Organisation de la Société Civile
PHS	Prison de Haute Sécurité
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SCC	Service Central du Courrier
TA	Tribunal Administratif
TAr	Tribunal d'Arrondissement
TC	Tribunal de Commerce
TD	Tribunal Départemental
TGI	Tribunal de Grande Instance
TI	Tribunal d'Instance
TPE	Tribunal pour Enfants
TT	Tribunal du Travail
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

Démarche méthodologique

L'élaboration de l'annuaire statistique 2019 s'inscrit dans la dynamique de disposer et de rendre disponible des informations statistiques fiables du secteur de la justice. Pour ce faire, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) a bénéficié de l'accompagnement de certaines directions techniques du Ministère, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

Pour la production des statistiques du Ministère de la justice, il est mis en place une cellule statistique chargée de collecter les données dans les juridictions et établissements pénitentiaires, au moyen de formulaires spécifiques. Une équipe de supervision a été mise en place afin de contrôler l'exactitude des données collectées. La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2019 est similaire à celle des éditions antérieures. Elle est basée sur l'actualisation des questionnaires, la collecte de données auprès des structures centrales et déconcentrées, le traitement de ces données, l'élaboration et la validation du document.

Dans la plupart des structures, le travail a consisté à confronter les questionnaires remplis par les membres de la cellule statistique au contenu des registres utilisés pour les renseigner et à procéder à la correction des incohérences ou à défaut à la collecte proprement dite. Le traitement des informations collectées s'est effectué à travers l'actualisation de la base de données suivie de la saisie, de l'apurement des données et de l'élaboration de l'annuaire. C'est le résultat de tout ce processus qui a permis à la DGESS de mettre à la disposition du département en charge de la justice, le présent annuaire statistique.

En raison de la situation sécuritaire du pays, le TGI de Djibo a été délocalisé à Ouagadougou. Cependant, il fonctionne partiellement ce qui n'a pas permis d'avoir certaines données de la juridiction notamment les activités du parquet, de l'instruction et de la chambre correctionnelle.

En plus des problèmes sécuritaires du pays, quelques difficultés ont émaillé l'étape de la collecte. Il s'agit principalement de la pandémie de la maladie à Coronavirus, de l'insuffisance de personnel dans certaines structures, de la charge de travail qui ne permet pas aux membres de la cellule de collecter à temps les données et accessoirement du faible intérêt de certains membres de la cellule statistique.

I Organisation du Ministère de la justice

I.1 Présentation des structures centrales

Le Ministère de la justice est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n° 2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de justice.

C'est ainsi que le Gouvernement a adopté le 16 avril 2019 le décret n° 2019-0309/PRES/PM/MJ portant organisation du ministère de la justice, qui permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités et pour un meilleur fonctionnement des services.

L'organigramme du Ministère de la justice est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

A/ Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

❖ Le Directeur de cabinet

Il est chargé :

- d'assurer la coordination des activités du Cabinet du Ministre ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles et de traiter tout dossier qu'il pourrait lui confier ;
- d'organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Secrétaire particulier et le protocole ;
- d'assurer les contacts officiels avec les cabinets des départements ministériels et des Institutions.

❖ Les Conseillers techniques

Ils assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.

❖ L'Inspection technique des services

L'Inspection technique des services contrôle l'application de la politique du département, le fonctionnement des services de la chancellerie, des structures déconcentrées et rattachées ainsi que des projets et programmes.

A ce titre, elle est chargée :

- de l'appui-conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités des services ainsi que des projets et programmes ;
- du contrôle de l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- de l'étude des réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes de la justice ;
- de la lutte contre la corruption au sein du ministère ;

Elle est chargée en outre :

- de veiller au fonctionnement régulier des juridictions, des établissements pénitentiaires, des services administratifs ainsi que des projets et programmes ;
- de prodiguer aux magistrats, aux greffiers, aux personnels pénitentiaire et administratif des conseils et leur apporter toute l'assistance ;
- d'effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;
- de proposer au Ministre, les mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions, des établissements pénitentiaires et des services administratifs.

❖ La cellule des Chargés de mission

Les Chargés de mission sont entre autres, des hauts cadres du département ayant occupé de hautes fonctions politiques, judiciaires et /ou administratives et qui rejoignent leur département ministériel en fin de mission ou mandat. Ils assurent l'étude et l'analyse des dossiers spécifiques qui requièrent une bonne connaissance de l'administration publique ou de la justice qui leur sont confiés par le Ministre.

❖ Les Secrétariats techniques

Les Secrétariats techniques sont créés pour exécuter des missions conjoncturelles ou temporaires.

De par leur caractère temporaire, ils ne peuvent excéder cinq (05) ans d'existence. A terme, ils s'intègrent dans les structures permanentes du ministère.

Placé sous l'autorité d'un Secrétaire technique, le secrétariat technique peut être organisé en départements

❖ Le Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SP/CONAHDA)

Le Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des affaires (SP/CONAHDA) est chargé de la mise en œuvre des orientations qui concourent à la réalisation des missions de la Commission.

Le Secrétariat permanent est dirigé par un Secrétaire permanent. Il est organisé en départements.

Un arrêté conjoint du Ministre de la Justice, Garde des sceaux et du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement détermine l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SP/CONAHDA).

❖ La Direction générale de l'Administration pénitentiaire (DGAP)

Elle est la structure de commandement de la Garde de sécurité pénitentiaire. A ce titre, elle est chargée :

- d'administrer, de coordonner, de gérer, de contrôler et de suivre l'ensemble du personnel et des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de proposer ou de prendre des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des établissements pénitentiaires ;
- de participer à l'exécution des peines privatives de liberté ;
- de veiller à la sécurité des établissements pénitentiaires et de contribuer au maintien de la sécurité publique ;
- d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre du programme pénitentiaire ;
- de participer au recrutement et à la formation des personnels pénitentiaires ;
- d'étudier, de coordonner, de contrôler et de suivre les mesures d'ordre, de discipline des personnels pénitentiaires ;
- d'assurer la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la Justice ;
- d'apporter de l'assistance aux autorités administratives et judiciaires en matière de sécurité publique ;
- de contribuer à la prévention et à la lutte contre la criminalité nationale et internationale, l'extrémisme violent, la radicalisation et le terrorisme ;
- de coordonner les activités de collecte, de traitement et d'exploitation du renseignement pénitentiaire ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures pénitentiaires ;
- de gérer le casernement du personnel, du matériel technique et du matériel spécifique de sécurité ;

- d'organiser, de promouvoir et de coordonner les activités sportives, culturelles et artistiques au sein de l'administration pénitentiaire ;
- d'organiser et de promouvoir la production pénitentiaire et la formation professionnelle des détenus ;
- de mettre en œuvre les solutions tendant à l'humanisation des prisons en liaison avec la DGJPS ;
- d'assurer la prise en charge sanitaire des détenus ;
- d'œuvrer à la réinsertion sociale des détenus ;
- d'offrir l'assistance morale et psychosociale aux détenus ;
- de participer à la promotion et à la protection des droits des enfants en détention ;
- de coordonner les actions des intervenants pénitentiaires ;
- de participer à l'élaboration de la politique pénale ;
- d'assurer la coopération pénitentiaire et la mise en œuvre des conventions et des normes internationales en matière pénitentiaire ;
- de participer en cas de besoin, aux missions de maintien de la paix au plan national et international ;
- de participer aux activités des corps militaires et paramilitaires ;
- d'établir les statistiques pénitentiaires et de suivre la situation carcérale des détenus.

❖ **Le Secrétariat particulier**

Il assure la réception, le traitement et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre. Il organise l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Directeur de cabinet et le protocole.

❖ **Le Protocole**

Le Protocole du Ministre est chargé, en relation avec le Protocole d'Etat, de l'organisation des cérémonies du département, des audiences et des déplacements officiels du Ministre.

❖ **Le Service de sécurité du Ministre**

Il veille à la sécurité du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

B/Le Secrétariat général

Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du ministère. Il comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures déconcentrées ;
- les structures rattachées ;
- les structures de mission.

Le Secrétariat général est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère.

En outre, il est chargé des relations techniques avec les secrétariats généraux des autres départements ministériels et institutions.

Pour ce faire, il dispose des services suivants :

❖ Le Secrétariat particulier

Le secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire général, de la gestion du courrier ordinaire provenant du service central du courrier, des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission et en direction desdites structures.

Il assure la ventilation du courrier interne à destination des structures centrales. Il est dirigé par un secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

❖ Le Bureau d'études

Le Bureau d'études est animé par des chargés d'études au nombre de cinq (05) au plus, désignés parmi les cadres supérieurs en raison de leurs compétences techniques. Ils sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres.

Le bureau d'études est chargé :

- d'étudier et de faire la synthèse des dossiers qui lui sont confiés ;
- d'élaborer les projets de correspondance ;
- d'assister le Secrétaire général dans le traitement de tout dossier que celui-ci lui confie.

❖ Le Comité ministériel de Lutte contre le SIDA du secteur de la Justice (CMLS/J)

Il assure la coordination des activités de lutte contre le VIH/SIDA et les infections sexuellement transmissibles (IST) du secteur de la justice.

A ce titre, il est chargé :

- de coordonner les activités de lutte contre le VIH/SIDA et les IST du secteur de la justice ;
- de collaborer avec le Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le SIDA et les IST ;
- de collaborer avec les CMLS des autres secteurs ministériels et des comités non ministériels dans le cadre de la lutte multisectorielle contre le VIH/SIDA et les IST.

❖ Le Service central du courrier

Le Service central du courrier assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire. Il enregistre le courrier à l'arrivée et le transmet au secrétariat particulier du Secrétaire général. Il assure également la ventilation de tout le courrier ordinaire à l'extérieur du ministère.

Il est chargé de la reproduction des documents du ministère et de leur reliure.

❖ **Le Service chargé de l'accueil et de l'information des usagers**

Il est chargé d'assurer un accueil et une orientation des usagers et partenaires du ministère.

1-Les structures centrales :

❖ **La Direction générale de la Justice civile, commerciale, administrative et sociale (DGJCCAS)**

Elle est chargée :

- de suivre l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ainsi que des questions relatives à l'état des personnes et à la nationalité ;
- d'assurer le contrôle de l'état civil, des tribunaux départementaux et d'arrondissements ;
- d'assurer l'instruction des dossiers de naturalisation ;
- de mettre en œuvre les attributions dévolues à la chancellerie en matière de nationalité ;
- de proposer les grandes orientations de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière civile, commerciale, administrative et sociale ;
- de participer à l'élaboration des projets de lois en matière civile, commerciale, administrative et sociale ;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires ;
- de contribuer à assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux en matière civile, commerciale, administrative et sociale.

❖ **La Direction générale de la Justice pénale et du Sceau (DGJPS)**

Elle est chargée :

- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre de la politique pénale ;
- de participer à l'élaboration du programme pénitentiaire ;
- de participer au contrôle de l'ensemble des activités et services chargés de l'exécution des peines ;
- de concevoir et coordonner toutes les questions relatives au Sceau de l'Etat ;
- de promouvoir les peines et mesures alternatives à l'emprisonnement ;
- de proposer des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière pénale ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures pénitentiaires ;
- de participer à la formation professionnelle des détenus, à la mise en œuvre et au suivi des mesures de réinsertion sociale des détenus ;
- d'animer l'autorité centrale et de suivre la coopération judiciaire en matière pénale ;
- d'assurer la promotion et la protection des droits de l'enfant en contact avec la Justice ;
- de contribuer à la protection sociale et judiciaire des enfants en contact avec la justice ;
- de coordonner les actions des services sociaux des juridictions et des différents intervenants dans le domaine de la justice juvénile ;
- de participer à l'humanisation des lieux de détention ;
- de participer à l'élaboration des projets de lois en matière pénale
- de contribuer à assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux en matière pénale ;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires en matière pénale ;
- de coordonner les actions relatives à la proposition de condamnés détenus à la grâce présidentielle.

❖ La Direction générale des Officiers publics judiciaires (DGOPJ)

Elle est chargée :

- d'assurer la conception et le suivi de l'organisation, du contrôle et de la discipline des officiers publics judiciaires sous réserve de la réglementation spécifique à certaines professions ;
- de participer au recrutement des auxiliaires de justice ;
- d'examiner les demandes de nomination aux professions libérales notamment en ce qui concerne les notaires et les huissiers ;
- de proposer toute mesure tendant à l'amélioration du fonctionnement et de l'organisation des professions des différents officiers publics judiciaires ;
- de participer à l'élaboration de tout projet de texte législatif et réglementaire relatif aux professions libérales ;
- de suivre l'activité des greffes au sein des juridictions et de veiller à leur bon fonctionnement ;
- de proposer toutes mesures appropriées pouvant concourir à améliorer l'organisation et le fonctionnement des greffes ;
- de s'assurer de la fiabilité et de la régularité de la production des pièces périodiques et des pièces d'exécution ;
- de proposer en coordination avec la perception spécialisée, toutes mesures appropriées pour optimiser le recouvrement des recettes liées aux activités judiciaires ;
- de suivre avec la Direction des Ressources humaines la carrière du personnel des greffes ;
- de promouvoir la déontologie du personnel des greffes ;
- de suivre la conception des registres et imprimés usuels et de les mettre à la disposition des juridictions en liaison avec la DGJCCAS et la DGJPS.

❖ La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) est chargée :

- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des politiques du Ministère ;
- d'organiser les revues sectorielles (mi-parcours et annuelles) de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidé du Ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés (mi-parcours et annuels) du Ministère ;
- de préparer les cadres de concertation sectoriels notamment les CASEM, Conseil de cabinet, Comité de pilotage, Cadre sectoriel de dialogue, etc.) et suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- de contribuer à mobiliser les financements au profit du ministère par l'organisation des tables rondes sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'investissement public et de suivre son exécution en collaboration avec la direction de l'administration et des finances ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère et élaborer des rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'identifier et de suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, ONG, OSC, secteur privé et collectivités territoriales) par des rapports périodiques en termes de contributions à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de collecter, centraliser les données, de les traiter et de produire les statistiques sectorielles et de les diffuser ;
- d'élaborer les documents de planification opérationnelle du ministère ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamisation du ministère.

❖ **La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes (DAJAV)**

La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes est chargée :

- de coordonner les actions relatives à l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des victimes et donner des avis sur les dossiers de plaintes et de réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'étudier les dossiers transmis par le Médiateur du Faso ;
- de suivre et de faciliter l'exécution des décisions, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures judiciaires ;
- de mener toutes autres activités à elle confiées par le Ministre.

❖ **La Direction de la législation et de la coopération judiciaire (DLCJ)**

Elle est chargée :

- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au fonctionnement des greffes, à l'administration pénitentiaire et à la procédure devant toutes les juridictions en liaison avec la DDII ;
- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs aux emplois spécifiques du Ministère de la Justice et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, administrative, sociale et pénale en liaison avec la DDII ;
- d'élaborer les projets de textes législatifs et réglementaires demandés par le Gouvernement ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels ;
- d'assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux ;
- de procéder aux publications en matière juridique ;
- d'assurer la documentation des juridictions et des services pénitentiaires en ouvrages en liaison avec la DAD ;
- de reproduire les textes législatifs et réglementaires, et le cas échéant de les transmettre aux juridictions, aux établissements pénitentiaires et aux services de la chancellerie ;
- de participer à la préparation et à l'élaboration des conventions judiciaires internationales et proposer les modifications nécessaires à l'intégration et à l'harmonisation de la législation interne avec les normes internationales ;
- d'assurer la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires.

❖ **La Direction de l'administration et des finances (DAF)**

La Direction de l'administration et des finances est chargée du budget et de la gestion des moyens matériels et financiers du Ministère.

À ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer et d'exécuter le budget du Ministère ;
- d'assurer la sécurité des personnes et des biens ;
- de conduire le processus de mise en place du Budget-programme du ministère en collaboration avec la DGEES ;
- de gérer les biens meubles et immeubles ;
- de tenir la comptabilité matière ;
- de produire les rapports périodiques sur l'exécution du budget du ministère. .

❖ **La Direction des marchés publics (DMP)**

La Direction des marchés publics a pour mission de gérer le processus de la commande publique du département. A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics du ministère et de produire les rapports périodiques de son exécution ;
- d'élaborer l'avis général de passation des marchés dont le montant prévisionnel toutes taxes comprises est supérieur ou égal au seuil communautaire de publicité défini par la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ;
- d'assurer la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics et des délégations de services publics.

❖ **La Direction des ressources humaines (DRH)**

La Direction des Ressources humaines (DRH) a pour mission, d'assurer en relation avec le Ministère chargé de la fonction publique, la conception, la formalisation, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures visant à accroître la productivité, l'efficacité et le rendement des personnels du département.

A ce titre, elle est chargée notamment :

- de veiller à l'application du régime juridique applicable aux emplois et aux agents du ministère ;
- d'assurer une gestion prévisionnelle et rationnelle des ressources humaines du ministère et de participer au recrutement de son personnel ;
- de contribuer au bon fonctionnement des cadres de concertation avec les partenaires sociaux ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes de formation des agents du département ;
- de contribuer à l'élaboration du volet dépenses de personnel du budget du ministère et de suivre son exécution ;
- de proposer l'engagement et la liquidation des dépenses de personnel conformément aux dispositions législatives et réglementaires ;
- de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de la productivité du personnel du ministère ;
- d'assurer le suivi des écoles de formation professionnelle placées sous tutelle du ministère ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique sociale et de coordonner les initiatives en la matière ;
- d'apporter un appui-conseil en gestion des ressources humaines aux structures du ministère.

Elle est en outre chargée d'assurer le secrétariat des commissions d'affectation et des conseils de discipline des personnels du Ministère de la Justice sous réserve des textes spécifiques.

❖ **La Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM)**

La Direction de la communication et de la presse ministérielle est chargée :

- d'assurer les revues de presse et les synthèses de l'actualité à l'attention du Ministre,
- de réaliser des dossiers de presse de l'actualité ;
- de gérer les relations publiques du ministère avec les institutions ;
- de publier et de gérer les périodiques du département ;
- d'assurer les relations avec les organes de presses nationaux et les correspondants de la presse étrangère ;
- de mettre à jour la documentation et les statistiques de presse ayant un rapport avec les activités du ministère ;
- d'assurer la mise à jour du site web du Ministère en collaboration avec la DSI ;
- d'assurer la vulgarisation de la politique du ministère ;
- de contribuer à la production des chroniques du gouvernement et à l'animation des points de presse du gouvernement en collaboration avec les services d'informations du Gouvernement.

❖ La Direction des archives et de la documentation (DAD)

Elle a pour mission le traitement, la gestion et la conservation de la mémoire documentaire du ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- de constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du ministère ;
- d'appliquer la politique d'archivage et de documentation du ministère en relation avec le centre national des archives ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des outils de gestion d'archives en fonction de la réglementation en vigueur et de l'organisation du Ministère de la Justice;
- d'optimiser les conditions de stockage et de conservation des documents et les espaces en conséquence et de manière prospective ;
- de veiller au respect des conditions de communication des documents, avec pour objectif général de permettre l'accès rapide aux documents ;
- d'opérer le tri et de gérer les versements aux administrations des archives, en tenant compte des contraintes légales et des durées d'utilité administrative ;
- de repérer l'information professionnelle utile à son unité et de réaliser les résumés signalétiques ;
- d'assurer le catalogage et l'indexation des documents courants avec le langage archivistique approprié ;
- de rechercher et de sélectionner l'information et les prestations documentaires appropriées aux besoins d'informations des utilisateurs ;
- de former et d'accompagner les utilisateurs dans leurs démarches de recherche d'informations.

❖ La Direction des Services Informatiques (DSI)

Elle est chargée :

- d'assurer l'élaboration et la mise en œuvre du schéma directeur informatique du Ministère de la Justice;
- d'exécuter les tâches d'informatisation du ministère ;
- d'assurer l'administration des bases de données du ministère ;
- d'assurer la cohérence des systèmes d'information développés conformément au schéma directeur informatique du ministère ;
- d'exploiter les applications fonctionnelles ;
- d'assurer la sécurité du système informatique ;
- d'assurer la maintenance du matériel informatique ;
- d'assurer les actions de formation du personnel et de développement dans le domaine informatique ;
- de mettre à la disposition des services du ministère des modules permettant d'élaborer des statistiques fiables ;
- d'assurer le développement des technologies de l'information et de la communication au sein du ministère.

❖ La Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII)

Elle est chargée de :

- de promouvoir la culture du résultat au sein du ministère ;

- de concevoir et mettre en œuvre des outils d'organisation du travail pour l'amélioration du management et des prestations du département en rapport avec les normes et standards internationaux ;
- d'assurer la rationalisation des structures par une veille organisationnelle et institutionnelle ;
- d'assurer le pilotage du processus de la gestion du changement dans le cadre des réformes institutionnelles et organisationnelles ;
- d'établir une catégorie des processus et définir les procédures correspondantes ;
- de contribuer à l'élaboration et à la vérification de la régularité des actes juridiques pris au sein du ministère ;
- de proposer la déconcentration administrative des structures ;
- de procéder à l'évaluation des performances des structures administratives ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures judiciaires.

2- Les structures déconcentrées

Constituent des structures déconcentrées du ministère de la justice :

- les juridictions ;
- les Directions Régionales de l'administration pénitentiaire (DRAP) ;
- les Établissements pénitentiaires (EP).

3- Les structures rattachées

Sont des structures rattachées :

- l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (ENGSP) ;
- le Fonds d'Assistance Judiciaire (FAJ) ;
- la Commission nationale de Codification

4- Les structures de mission

Elles concourent à l'exécution des missions conjoncturelles ou temporaires. Ce sont :

- les projets et programmes du ministère ;
- le Comité ministériel de lutte contre le SIDA et les IST

II Moyens de la justice

II.1 Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit et non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000/AN du 09 mai 2000, elle est actuellement régie par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016 portant composition, organisation, attributions, fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle. La Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en premier ressort en matière civile correctionnelle, et de police par le TGI, en matière commerciale par le tribunal de commerce et en matière sociale par le tribunal de travail. Sa chambre correctionnelle connaît également en appel, des décisions rendues par le juge de l'application des peines. En matière criminelle, la section de la chambre criminelle statue en premier ressort. En cas d'appel, la chambre criminelle d'appel statue en dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce est compétent pour connaître des affaires commerciales. Aussi, ils sont des juridictions d'appel des décisions rendues par les TD et TA en matière commerciale. Actuellement, seuls Ouagadougou et Bobo-Dioulasso disposent de tribunaux de commerce autonomes. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal d'instance* : Juridiction créée en 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance était compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et n'excédant pas 1 000 000 FCFA et en matière pénale, des contraventions. Il était la juridiction d'appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière de législation sociale prévue par le Code du travail et autres textes en vigueur.

Tribunal pour enfants* : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statuait en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28-2004/ AN du 08 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire.

Juge des enfants* : le juge des enfants était compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il était également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il était juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 300 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Juridictions de l'ordre administratif

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000/AN du 23 mai 2000 et actuellement régi par la loi n°032-2018/AN du 26 juillet 2018 le Conseil d'État est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 alinéa 2 de la Constitution, « le Conseil d'État est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

Cour des comptes : La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

Tribunal administratif : Créé par la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995, les tribunaux administratifs sont actuellement régis par la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

* Juridiction supprimée par la loi n° 015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso

Tableau II.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CCass)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3
Tribunaux d'instance* (TI)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0
Tribunaux de grande instance TGI)	24	24	24	24	24	24	25	25	25	25
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants* (JE)	2	2	2	7	7	7	7	7	7	0
Tribunaux pour enfants* (TPE)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAr)	8	8	8	19	19	19	19	19	19	19
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	24	24	24	24	24	24	25	25	25	25
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	24	24	24	24	24	25	25	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau II.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2019 par localité

Localités	CCass	CA	TGI	TI	TD	TAr	TT	TC	TPE	JE	CC	CE	TA	EP
Banfora			1		17					0			1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso	1	1	0	19	7	1	1	0	0				1	1
Bogandé		1		7									1	1
Boromo		1		10									1	1
Dédougou		1		13									1	1
Diapaga		1		8									1	1
Diébougou		1		13									1	1
Djibo		1		9									1	1
Dori		1		17									1	1
Fada N'gourma	1	1		12									1	1
Gaoua		1		15									1	1
Kaya		1		19					0				1	1
Kongoussi		1		9									1	1
Koudougou		1		25		1			0				1	1
Koupéla		1		9									1	1
Léo		1		13									1	1
Manga		1		12									1	1
Nouna		1		10									1	1
Orodara		1		13									1	1
Ouagadougou	1	1	1	0	21	12	1	1	0	0	1	1	1	2
Ouahigouya		1		22					0				1	1
Tenkodogo		1		21					0				1	1
Tougan		1		14									1	1
Yako		1		9									1	1
Ziniaré		1		12									1	1
Total	1	3	25	0	349	19	3	2	0	0	1	1	25	27

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI.

* Juridiction supprimée par la loi n° 015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso

Établissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et mis en examen) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau II.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

2010											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	6	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	14	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	20	25	2
2011											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	6	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	14	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	20	25	2
2012											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2013											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2014											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2015											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	16	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	26	2
2016											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	16	1	224	12	2	1	5	16	17	1
Ensemble	2	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2017											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2018											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2019											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Ouagadougou	1	11	0	167	12	2	0	0	11	12	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ensemble	3	25	0	349	19	3	0	0	25	27	2

II.2 Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Budget programme : Le budget programme est un outil de programmation, de budgétisation, de mise en œuvre et d'évaluation des programmes d'une organisation dont la particularité est de mettre l'accent sur la relation entre les crédits alloués et les résultats attendus.

La loi de finances (loi initiale) : Loi présentant le budget de l'État.

La loi de finances rectificative : Loi intervenant en cours d'année pour modifier les dispositions de la loi de finances initiale.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activités (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Programme : Le programme est un ensemble de moyens budgétaires concourant à la mise en œuvre d'une politique publique. C'est un centre de responsabilité qui s'exerce sur un domaine ministériel représentatif d'une politique publique.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2010 à 2019 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du ministère de l'économie et des finances.

Tableau II.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)

	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019**
Personnel	4 436,7	4 235,8	6 347,9	7 654,1	6 878,1	8 785,5	12 414	16 937	18 070	20 521
Acquisitions de biens et services	980,5	1 304,6	1 470,9	2 369,4	3 192,6	4 056,5	3 532	3 477	4 018	3 567
Transferts courants	349,05	546,3	551,8	1 027,3	790,5	1 143,0	932	1 316	1 174	1 363
Investissements	3 164,2	2 116,8	3 163,2	4 256,0	3 054,7	3 100,7	2 260	7 384	10 641	6 797
Dont État	1 968,5	1 497,0	3 130,7	4 256,0	2 758,20	1 748,40	1 013	5 067	7 499	6 597
Ressources extérieures	1 195,8	619,8	32,5	0	0	1 352,4	1 247	2 316	3 142	200
Total	8 930,5	8 203,5	11 533,9	15 306,9	13 915,9	17 085,7	19 138	29 115	33 902	32 248

*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

**Les chiffres de 2019 correspondent à ceux du Ministère de la justice après la scission de l'ex MJDHPC

Source : Lois de finances (rectificative) des années 2010 à 2019

Tableau II.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)

	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019**
Personnel	4 784,6	5 228,8	5 900,0	7 175,9	6 640,7	8 679,8	13 847	16 037	10 418	20 429
Acquisitions de biens et services	872,5	1 220,2	1 451,6	2 356,8	2 834,3	3 576,8	3 278	3 308	3 805	3 404
Transferts courants	349,0	546,3	551,8	1 027,3	762,8	1 142,4	927	1 140	1 136	1 353
Investissements	1 832,3	1 872,3	3 130,7	4 255,9	2 757,1	1 748,2	1 766	3 594	5 175	5 119
Dont État	1 637,2	1 372,2	3 130,7	4 255,9	2 734,9	1 748,2	973	3 104	5 015	4 919
Ressources extérieures	195,1	500,1	0,0	0,0	0,0	-	793	489	1 160	200
Total	6 984,7	7 838,4	8 867,6	11 034,1	14 815,8	12 994,9	15 147,2	19 817	20 533	30 305

*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

**Les chiffres de 2019 correspondent à ceux du Ministère de la justice après la scission de l'ex MJDHPC

Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Économie et des Finances ; ICF

Tableau II.6: Dotations budgétaires par programme

Programme	2018		2019*	
	Dotation en AE	Dotation en CP	Dotation en AE	Dotation en CP
Administration judiciaire	6 057	12 988	3 819	14 612
Administration pénitentiaire	3 011	9 904	2 660	11 272
Droits humains	-	2 504	-	-
Civisme et citoyenneté	-	470	-	-
Pilotage et soutien	271	5 410	-	6 364
Total	9 338	31 275	6 479	32 248

**Les chiffres de 2019 correspondent à ceux du Ministère de la justice après la scission de l'ex MJDHPC

Tableau II.7: Consommations budgétaires par programme

Programme	2018			2019*		
	Dotation en CP	Consommation en CP	Taux de consommation	Dotation en CP	Consommation en CP	Taux de consommation
Administration judiciaire	12 988	12 146	93,52%	14 612	11 270	77,13%
Administration pénitentiaire	9 904	8 404	84,85%	11 272	11 911	105,67%
Droits humains	2 504	430	17,18%	-	-	-
Civisme et citoyenneté	470	205	43,73%	-	-	-
Pilotage et soutien	5 410	6 219	114,95%	6 364	7 124	111,94%
Total	31 275	27 404	87,62%	32 248	30 305	93,97%

Tableau II.8 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)

Cours d'appel	Dotations budgétaires					Consommations budgétaires				
	2015	2016	2017	2018	2019	2015	2016	2017	2018	2019
Bobo-Dioulasso	19 400	15 450	43 300	52 500	52 500	19 205	13 966	42 843	51 395	34 198
Ouagadougou	15 500	11 350	29 950	44 800	17 800	11 490	9 281	28 686	15 041	12 909
Fada N'Gourma	-	-	28 500	38 100	38 100	-	-	28 296	38 087	38 095
Ensemble	34 900	26 800	101 750	135 400	108 400	30 695	23 246	99 825	104 523	85 202
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	4 900	3 500	4 250	2 575	3 225	4 684	3 400	4 013	2 451	3 010
Ouagadougou	4 900	3 650	4 050	2 450	2 450	4 645	3 434	2 902	2 450	2 450
Ensemble	9 800	7 150	8 300	5 025	5 675	9 329	6 834	6 915	4 901	5 460
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	2 800	2 250	2 750	4 450	3 700	2 787	2 147	2 462	3 049	3 700
Ouagadougou	2 800	2 200	2 200	4 450	3 650	2 345	1 797	2 096	2 900	3 250
Ensemble	5 600	4 450	4 950	8 900	7 350	5 132	3 944	4 558	5 949	6 950
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	5 700	4 250	5 450	4 900	5 500	5 498	4 038	5 444	3 592	5 498
Koudougou*	5 100	4 000	4 200	4 700	4 700	5 062	3 870	3 990	3 599	3 600
Ouagadougou	5 800	4 300	4 600	4 600	4 600	5 682	4 194	4 499	4 600	4 500
Ensemble	16 600	12 550	14 250	14 200	14 800	16 242	12 102	13 933	11 790	13 598
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	5 550	3 975	4 876	4 450	4 950	5 539	3 773	4 671	4 249	4 496
Ouagadougou	5 300	3 725	4 025	4 025	4 025	4 748	3 496	3 987	4 015	4 015
Ensemble	10 850	7 700	8 901	8 475	8 975	10 287	7 269	8 658	8 264	8 511
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	9 200	7 350	7 500	9 850	9 850	9 197	7 142	7 392	8 739	9 244
Ouagadougou	10 200	7 775	6 726	8 625	8 625	8 781	6 331	6 511	7 259	7 504
Ensemble	19 400	15 125	14 226	18 475	18 475	17 978	13 473	13 903	15 998	16 748
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	6 000	6 100	5 600	8 300	7 275	5 894	5 984	5 597	8 039	6 040
Ouagadougou	6 700	5 025	5 426	7 275	8 300	6 569	4 687	4 571	6 048	8 040
Ensemble	12 700	11 125	11 026	15 575	15 575	12 463	10 671	10 168	14 087	14 080

Tableau II.9 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
Ensemble	221 350	220 166	264 675	264 675	199 344	195 309	247 729	241 498
Tribunaux de grande instance								
Banfora	9 350	9 300	10 850	10 850	9 347	9 297	10 850	10 850
Bobo-Dioulasso	15 250	13 050	19 000	19 000	14 029	8 194	18 646	18 999
Bogandé	8 300	8 450	9 150	9 150	7 152	7 731	7 683	8 394
Boromo	8 400	8 450	9 350	9 350	7 664	6 839	9 350	9 350
Dédougou	9 475	8 650	10 180	10 180	8 840	8 043	9 726	9 726
Diapaga	8 600	8 750	9 550	9 550	6 899	6 938	8 065	8 743
Diébougou	8 250	8 250	9 250	9 250	8 049	7 644	8 845	9 247
Djibo	8 250	8 000	8 780	8 780	6 799	7 648	7 478	-
Dori	8 150	8 250	9 930	9 930	6 681	7 642	9 703	8 630
Fada N'gourma	9 350	9 500	10 680	10 680	7 662	8 582	10 361	10 319
Gaoua	8 250	8 400	9 530	9 530	8 096	7 686	9 528	9 530
Kaya	8 600	8 750	10 430	10 430	8 240	7 397	9 526	8 626
Kongoussi	8 200	8 600	9 150	9 150	7 323	7 128	7 792	8 222
Koudougou	9 100	8 750	11 380	11 380	8 002	7 391	9 877	9 879
Koupéla	-	4 150	8 380	8 380	-	3 757	7 649	7 975
Léo	8 500	8 550	9 400	9 400	7 020	6 992	8 637	9 295
Manga	8 850	8 900	10 600	10 600	7 456	7 833	9 529	10 231
Nouna	7 850	8 000	8 800	8 800	7 648	7 498	7 450	7 875
Orodara	8 400	8 350	9 280	9 280	8 198	7 272	8 378	7 779
Ouagadougou	16 150	14 200	20 650	20 650	14 383	14 192	20 588	20 635
Ouahigouya	9 200	9 290	10 900	10 900	8 952	9 286	10 794	10 694
Tenkodogo	9 100	9 050	11 280	11 280	7 852	7 848	10 929	10 480
Tougan	8 325	8 226	9 125	9 125	7 735	7 515	8 909	8 915
Yako	8 750	8 450	9 350	9 700	7 250	7 712	8 894	9 181
Ziniaré	8 700	7 850	9 700	9 350	8 067	7 244	8 542	7 923

Tableau II.10 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
Ensemble	459 792	553 486	553 466	553 466	452 058	538 804	547 118	533 499
MAC								
Banfora	18 160	21 700	21 828	19 736	18 078	21 489	21 428	19 334
Bobo-Dioulasso	35 024	44 289	49 535	45 680	35 010	43 967	49 424	45 677
Bogandé	20 840	23 617	20 102	19 051	19 387	22 730	19 703	19 043
Boromo	16 344	18 425	16 542	16 459	16 042	17 511	16 538	16 451
Dédougou	14 317	16 417	15 680	15 536	13 928	15 313	15 675	15 534
Diapaga	13 019	15 952	18 020	17 593	12 734	15 251	17 899	16 793
Diébougou	10 841	12 441	13 254	14 885	10 734	11 983	12 841	14 873
Djibo	11 433	13 696	14 277	13 630	11 432	12 873	13 886	12 824
Dori	15 356	17 162	13 270	12 230	15 176	17 154	13 269	12 230
Fada N'gourma	19 806	23 930	21 102	22 176	19 130	23 924	21 089	22 173
Gaoua	12 967	14 751	16 185	17 183	12 958	14 737	16 170	17 181
Kaya	22 712	25 554	19 168	15 656	22 452	25 424	19 166	15 655
Kongoussi	10 329	11 890	11 917	9 432	10 124	11 435	11 713	9 214
Koudougou	19 396	20 388	22 724	21 269	18 395	19 713	22 724	21 268
Koupéla	-	6 250	6 640	7 661	-	5 846	6 586	7 461
Léo	14 429	16 205	14 002	12 343	14 191	15 551	13 828	11 641
Manga	17 656	21 060	16 390	12 695	17 448	20 501	16 278	12 593
Nouna	9 999	11 599	11 732	10 926	9 804	10 699	11 032	10 726
Orodara	11 404	13 093	13 302	12 342	10 310	12 183	12 394	11 340
Ouagadougou (MACO)	77 592	99 759	113 424	127 821	77 475	98 954	112 561	124 379
Ouagadougou (PHS)	17 057	20 266	21 068	33 380	16 530	20 151	21 048	33 371
Ouahigouya	14 769	17 327	18 954	19 185	14 753	16 735	18 946	19 176
Tenkodogo	26 706	30 582	24 123	20 468	26 692	30 194	24 020	20 364
Tougan	8 944	10 944	12 607	11 828	8 815	8 792	11 535	10 164
Yako	8 830	10 412	11 575	9 003	8 626	10 074	11 323	9 002
Ziniaré	11 862	15 777	16 045	15 298	11 836	15 620	16 042	15 196

II.3 Personnel

Le personnel du Ministère de la justice est composé de :

- magistrats ;
- personnel du corps des greffiers
- personnel de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- personnel occupant des emplois non spécifiques du département (tels que les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les financiers, les agents de bureau, les GRH, les agents de santé, etc.) ;
- personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

Concepts

Les magistrats sont régis par la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature et la loi n° 049-2015/CNT du 25 août 2015 portant organisation composition, attributions et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature.

On distingue les magistrats du siège et les magistrats du Parquet (ministère public).

Les **magistrats du siège** sont au niveau :

- du tribunal de grande instance : les juges au siège et les juges d'instruction ;
- du tribunal du travail : le président et les juges ;
- du tribunal administratif : le président et les juges ;
- de la Cour d'appel : le premier président, le vice-président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- du Tribunal de commerce : le président, le vice-président et les juges.

Les **magistrats du parquet** ou assimilés sont au niveau :

- des TGI : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- du TA : le commissaire du gouvernement et son ou ses adjoints ;
- de la CA : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- de la CCass : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- de la CC : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- du CE : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

NB : En application de l'article 2, alinéa 3 de la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature, les commissaires du gouvernement et leurs adjoints sont assimilés aux magistrats du parquet.

Sources statistiques

Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau II.11 : Personnel du MJ par sexe et par corps

		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Magistrats	Hommes	311	333	360	355	378	396	425	444	444	505
	Femmes	95	95	93	95	99	109	113	115	115	117
	Total	406	428	453	450	477	505	538	559	559	622
Greffiers	Hommes	225	274	297	304	315	335	358	374	413	481
	Femmes	81	94	102	109	110	114	124	119	128	145
	Total	306	368	399	413	425	449	482	493	541	626
GSP	Hommes	1 236	1 311	1 426	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789	2 039	2 267
	Femmes	135	161	212	237	255	300	299	324	371	421
	Total	1 371	1 472	1 638	1 730	1 846	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688
Autres Personnels	Hommes			131	140	167	184	175	236	240	189
	Femmes			45	48	49	68	72	99	99	66
	Total			176	188	216	252	247	335	339	255
Ensemble	Hommes	1 772	1 918	2 214	2 292	2 451	2 773	2 840	3 010	3 136	3 442
	Femmes	311	350	452	489	513	591	608	657	713	749
	Total	2 083	2 268	2 666	2 781	2 964	3 236	3 299	3 500	3 849	4 191

Tableau II.12 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	406	428	453	450	477	505	538	559	559	622
Sexe										
Hommes	311	333	360	355	378	396	425	444	444	505
Femmes	95	95	93	95	99	109	113	115	115	117
Ancienneté										
Moins de 5 ans	134	127	128	99	109	120	100	132	131	167
5 à 9 ans	122	138	148	148	148	156	129	126	98	109
10 à 14 ans	34	37	45	75	89	90	134	143	145	145
15 à 20 ans	27	38	49	48	61	69	46	53	72	88
21 à 24 ans	21	8	0	0	0	5	27	38	46	46
25 ans et plus	68	80	83	80	70	65	65	67	67	67
Position										
Chancellerie SP/CSM	30	41	43	46	52	55	49	51	55	56
Juridictions	339	350	372	358	376	394	431	457	450	519
Mission onusienne	0	0	0	5	6	8	6	7	7	3
Détachement	9	12	12	10	5	9	11	15	14	13
Disponibilité	2	2	3	4	3	4	2	1	1	1
Mises à disposition	26	23	23	27	35	35	14	28	28	25

Tableau II.13 : Magistrats par type de juridiction

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Cour de cassation	24	24	26	30	29	29	32	42	40	35
Conseil constitutionnel	7	7	9	9	7	8	8	7	6	7
Conseil d'État	15	14	14	15	14	15	14	9	9	14
Cour des comptes	5	5	7	7	6	6	06	10	10	10
Cours d'appel	41	43	59	53	55	57	80	98	94	109
Tribunaux d'instance	7	7	6	6	6	6	6	4	6	0
Tribunaux de grande instance	204	208	209	201	218	222	239	239	231	293
Tribunaux du travail	11	12	13	11	14	14	14	16	15	17
Juges des enfants	4*	4*	4*	7*	6*	6	7	7	7	0
Tribunaux pour enfants	7*	7*	9*	9*	8*	9	7	6	6	0
Tribunaux administratifs	15	20	19	17	17	18	18	20	20	21
Tribunaux de commerce	10	10	10	9	10	12	14	12	12	13

*Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Tableau II.14 : Magistrats par juridiction

Cours d'appel	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Bobo-Dioulasso	19	19	23	22	20	17	29	28	28	28
Ouagadougou	22	24	36	31	35	40	51	55	55	65
Fada N'Gourma							13	15	15	16
Ensemble	41	43	59	53	55	57	93	98	98	109
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	3 *	3 *	4*	4*	3*	3	1	1	1	-
Ouagadougou	4 *	4 *	5*	5*	5*	6	5	5	5	-
Ensemble	7 *	7 *	9*	9*	8*	9	6	6	6	0
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	2 *	2 *	2*	1*	2*	2	1	1	1	-
Ouagadougou	2 *	2*	2*	2*	4*	4	2	2	2	-
Kaya				1*	1*	1	1	1	1	-
Ouahigouya				1*	1*	1	1	1	1	-
Koudougou				1*	1*	1	1	1	1	-
Banfora				1*	1*	1	1	0	0	-
Tenkodogo							1	1	1	-
Ensemble	4 *	4*	4*	7*	10*	10	8	7	7	0
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	4	3	4	3	4	4	3	3	3	3
Koudougou*	1*	1*	1	1	2	2	3	3	3	3
Ouagadougou	7	8	8	7	8	8	8	10	9	11
Ensemble	11	12	13	11	14	14	14	16	15	17
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0
Ouagadougou	5	5	4	4	4	4	4	2	4	0
Ensemble	7	7	6	6	6	6	6	4	6	0
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	4	4	8	7	4	4	4	4	4	4
Ouagadougou	6	6	11	10	6	8	8	8	8	9
Ensemble	10	10	19	17	10	12	12	12	12	13
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	6	9	4	7	7	5	5	6	6	6
Ouagadougou	9	11	6	6	10	13	13	14	14	15
Ensemble	16	20	10	13	17	18	18	20	20	21
Tribunaux de grande instance										
Banfora	6	6	7	7	7	7	7	8	8	11
Bobo-Dioulasso	28	31	30	27	29	38	35	27	27	30
Bogandé	5	5	5	5	4	5	6	6	6	8
Boromo	5	5	5	5	6	6	6	6	6	6
Dédougou	7	7	7	7	7	7	8	6	6	11
Diapaga	4	4	4	4	5	5	5	4	4	7
Diébougou	4	4	4	4	5	5	4	6	6	6
Djibo	5	5	5	5	5	5	5	5	5	3
Dori	7	6	6	5	5	5	7	8	8	6
Fada N'gourma	6	7	7	6	6	7	8	8	8	12
Gaoua	7	7	6	5	6	6	6	6	6	8
Kaya	9	6	7	7	8	8	7	9	9	9
Kongoussi	5	5	7	5	6	5	6	5	5	5
Koudougou	10	10	8	8	9	7	10	11	11	15
Koupéla							5	5	5	8
Léo	4	4	5	5	6	6	6	6	5	6
Manga	6	6	5	5	6	6	7	6	6	6
Nouna	4	4	4	4	5	5	5	5	5	6
Orodara	4	4	4	4	5	5	5	5	5	7
Ouagadougou	44	49	49	48	50	60	59	61	65	75
Ouahigouya	7	6	7	8	9	7	8	9	8	17
Tenkodogo	11	10	11	11	10	9	10	10	10	14
Tougan	5	5	5	5	6	5	6	5	5	5
Yako	5	5	5	5	6	6	6	6	6	6
Ziniaré	6	6	6	6	7	7	7	6	6	6
Ensemble	204	207	209	201	218	232	239	238	231	293

Concepts

Les personnels judiciaires des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que les magistrats se subdivisent en deux groupes à savoir :

- les greffiers ;
- les gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois de greffiers sont régis par la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

Ils sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 12, 17 et 21 de la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

❖ Le greffier en chef

Sous l'autorité des chefs de juridictions, le greffier en chef, chef de greffe, dirige le greffe, en assure la responsabilité et la gestion administrative.

- ❖ Il assiste le juge dans les actes de sa juridiction dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- ❖ Il est dépositaire des minutes et archives dont il assure la conservation.
- ❖ Il authentifie les actes et décisions juridictionnels et, à ce titre, il en délivre des extraits, des expéditions et des copies.
- ❖ Il assure la garde des scellés et de toutes sommes et pièces déposées, à quelque titre que ce soit, au greffe.
- ❖ Il gère les caisses d'avances et de menues dépenses.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du receveur de l'enregistrement par l'établissement des bordereaux relatifs aux actes et décisions de la juridiction soumis à cette formalité et le reversement des sommes requises.

Tableau II.15 : Personnel du corps des greffiers par sexe

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	306	368	399	413	425	449	482	493	541	626
Sexe										
Hommes	225	274	297	304	315	335	358	374	412	481
Femmes	81	94	102	109	110	114	124	119	129	145

Tableau II.16 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	64	78	89	100	109	114	122	122	127	142
Sexe										
Hommes	47	59	70	79	87	90	98	100	104	114
Femmes	17	19	19	21	22	24	24	22	23	28
Ancienneté										
Moins de 5 ans	33	35	27	22	20	23	19	8	5	42
5 à 9 ans	10	18	27	34	41	42	32	34	27	43
10 à 14 ans	3	7	17	25	24	25	31	36	44	35
15 à 19 ans	5	0	0	0	5	5	21	26	33	43
20 à 24 ans	8	10	7	6	1	1	0	0	0	15
25 ans et plus	5	8	11	13	18	18	18	18	18	1
Position										
Chancellerie	8	12	12	16	19	22	19	34	37	43
Juridictions (y compris les hautes cours)	53	64	73	79	84	88	87	80	83	93
Disponibilité	3	1	1	1	2	2	3	3	3	1
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Détachement	0	1	1	0	1	0	1	1	1	1
Suspendu									4	4
Stage de spécialisation	-	-	2	2	1	0	7	1	1	0
Mission onusienne	-	-	-	2	2	2	3	2	1	0
Juridictions	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	53	64	73	79	84	88	87	80	84	93
Cour de cassation	2	2	2	2	2	2	2	5	5	6
Conseil constitutionnel	1	2	2	2	2	2	2	1	1	1
Conseil d'État	1	1	2	2	2	2	1	2	2	2
Cour des comptes	1	2	3	3	4	4	4	4	4	4
Cours d'appel	4	5	6	8	9	9	9	9	10	11
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0
Tribunaux de grande instance	30	38	43	47	50	50	48	41	43	52
Tribunaux du travail	3	4	4	4	4	4	5	4	5	7
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0
Tribunaux administratifs	3	2	3	3	3	6	6	4	4	5
Tribunaux de Commerce	4	4	4	4	4	5	6	6	6	5

Source : DRH

Tableau II.17 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite):

	Greffiers en chef									
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Cours d'appel	4	5	6	8	9	9	10	9	10	11
Bobo-Dioulasso	1	1	2	3	3	3	2	3	3	3
Ouagadougou	3	4	4	5	6	6	6	4	5	6
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	4	4	4	4	4	5	4	5	7
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Ouagadougou	1	2	2	2	2	2	3	2	2	4
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Tribunaux de commerce	4	4	4	4	4	5	6	6	6	5
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	2	3	3	2	2
Ouagadougou	2	2	2	2	2	3	3	3	4	3
Tribunaux administratifs	3	2	3	3	3	6	6	4	4	5
Bobo-Dioulasso	1	1	2	2	2	2	2	2	2	3
Ouagadougou	1	1	1	1	1	4	4	2	2	2
Tribunaux de grande instance	30	38	43	47	50	50	48	40	43	52
Banfora	1	2	2	2	2	2	2	2	2	1
Bobo-Dioulasso	4	3	4	5	5	5	5	2	4	5
Bogandé	1	2	3	3	2	2	2	2	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	1	2	2	2	2	1	1	1	1	2
Diébougou	0	0	1	1	2	2	2	1	1	1
Diapaga	0	1	0	1	2	1	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Gaoua	1	1	1	1	1	1	2	1	1	2
Kaya	1	2	3	2	2	3	3	2	2	2
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Koudougou	2	3	2	2	2	2	2	3	3	3
Koupéla							0	1	1	2
Léo	1	1	2	2	2	2	2	2	2	3
Manga	1	2	2	3	3	3	2	1	2	2
Nouna	1	1	1	2	2	2	1	1	1	2
Orodara	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Ouagadougou	3	3	5	5	7	8	7	6	6	7
Ouahigouya	2	2	2	1	2	2	2	1	2	2
Tenkodogo	1	3	2	2	2	2	2	1	1	2
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Yako	2	2	2	3	2	2	1	1	1	2
Ziniaré	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2
Ensemble	48	57	64	70	74	78	79	67	72	80

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- sous l'autorité des chefs de juridictions, de services et des greffiers en chef, le greffier assiste les greffiers en chef et les magistrats dans leurs missions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- le greffier peut être désigné par l'autorité hiérarchique pour exercer d'autres fonctions du greffe.

Tableau II.18 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

Greffiers										
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	125	149	165	169	193	222	251	237	276	287
Sexe										
Hommes	107	126	135	134	156	180	195	192	224	223
Femmes	18	23	30	35	37	42	56	45	52	64
Ancienneté										
Moins de 5 ans	54	51	53	44	47	62	58	47	48	174
5 à 9 ans	34	46	56	49	52	60	52	51	58	29
10 à 14 ans	13	30	29	48	59	63	79	85	87	32
15 à 19 ans	1	1	1	1	10	12	33	34	49	34
20 à 24 ans	12	12	11	12	1	1	1	3	5	8
25 ans et plus	11	9	15	15	24	24	28	17	29	10
Position										
Chancellerie	3	5	6	8	11	9	10	15	17	16
Juridictions (y compris les hautes cours)	121	140	142	146	166	199	206	197	218	245
SP/CSM	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Disponibilité	1	2	4	3	3	3	5	4	4	2
Mise à disposition	0	0	0	0	1	1	3	2	2	3
Détachement	0	2	0	0	0	0	2	4	4	1
Stage de formation ¹	0	0	13	12	12	10	32	15	30	19
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Greffiers en juridictions										
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	121	140	142	146	166	199	207	200	218	262
Cour de cassation	8	8	5	5	4	6	7	6	6	8
Conseil constitutionnel	3	3	3	3	3	3	6	2	4	3
Conseil d'État	3	3	4	5	4	6	6	6	6	6
Cour des comptes	3	5	5	6	4	5	5	5	5	6
Cours d'appel	14	19	19	20	24	26	30	32	33	32
Tribunaux d'instance	5	5	5	4	7	9	7	6	5	0
Tribunaux de grande instance	73	84	87	82	98	117	116	115	124	174
Tribunaux du travail	3	3	3	3	4	5	8	8	10	9
Juges des enfants	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0
Tribunaux pour enfants	0	0	1	3	2	3	4	3	3	0
Tribunaux administratifs	2	3	3	5	6	7	5	5	8	8
Tribunaux de commerce	7	7	7	10	10	11	12	11	12	16

¹ Greffiers admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II.19 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	Greffiers									
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Cours d'appel	14	19	19	20	24	26	27	32	33	32
Bobo-Dioulasso	5	6	7	7	10	11	12	14	13	17
Ouagadougou	9	13	12	13	14	15	15	15	16	12
Fada N'Gourma							3	3	4	3
Tribunaux pour enfants	0	0	1	3	2	3	4	3	3	0
Bobo-Dioulasso	0	0	1	2	1	1	2	2	2	0
Ouagadougou	0	0	0	1	1	2	2	1	1	0
Juges des enfants	0	0	0	0	0	1	4	1	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	1	2	1	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Tribunaux du travail	3	3	3	3	4	5	8	8	10	9
Bobo-Dioulasso	0	0	1	1	1	0	3	3	3	4
Koudougou*	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1
Ouagadougou	2	2	1	1	2	4	4	5	6	4
Tribunaux d'instance	5	5	5	4	7	9	7	6	5	0
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	3	4	3	3	0
Ouagadougou	3	3	3	2	5	6	3	3	2	0
Tribunaux de commerce	7	7	7	10	10	11	12	11	12	16
Bobo-Dioulasso	1	1	1	2	2	2	3	4	4	5
Ouagadougou	6	6	6	8	8	9	9	7	8	11
Tribunaux administratifs	1	2	3	5	6	6	5	5	8	8
Bobo-Dioulasso	0	0	1	1	1	2	2	2	2	4
Ouagadougou	1	2	2	4	5	4	3	3	6	4
Tribunaux de grande instance	73	84	87	82	98	117	116	115	206	174
Banfora	2	2	4	4	3	3	3	3	5	6
Bobo-Dioulasso	8	9	9	9	11	13	15	16	16	22
Bogandé	2	1	0	1	3	3	3	3	4	4
Boromo	2	2	3	3	2	3	3	3	4	4
Dédougou	3	4	3	3	4	5	4	3	5	7
Diébougou	3	3	3	2	3	2	1	1	2	4
Diapaga	2	2	3	3	2	4	5	2	3	4
Djibo	2	2	2	3	4	5	4	3	3	2
Dori	1	2	3	3	3	3	1	2	3	4
Fada N'gourma	2	2	3	3	4	5	1	4	4	5
Gaoua	4	4	3	3	3	1	3	4	4	6
Kaya	2	1	1	1	3	4	3	3	4	5
Kongoussi	2	2	2	2	2	3	2	2	2	4
Koudougou	2	3	7	4	6	7	7	7	8	10
Koupéla	-	-	-	-	-	-	2	2	2	3
Léo	2	2	3	3	3	3	4	2	2	4
Manga	2	1	2	0	3	3	3	3	3	3
Nouna	2	2	1	2	2	2	2	2	3	3
Orodara	2	3	3	3	4	3	3	3	3	3
Ouagadougou	16	23	19	19	20	26	31	34	32	49
Ouahigouya	3	2	2	2	3	5	3	2	2	5
Tenkodogo	3	5	4	2	5	6	6	5	5	6
Tougan	2	2	2	3	2	2	1	2	2	3
Yako	2	2	2	1	0	2	2	1	1	3
Ziniaré	2	3	3	3	3	4	4	3	4	5
Ensemble	104	120	125	127	151	179	181	181	276	239

Concepts

❖ Le Secrétaire des greffes et parquets.

L'emploi de secrétaire des greffes et parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- saisir tout acte ou document qui sont d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution ;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central ;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc.

Tableau II.20 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Secrétaires des greffes et parquets									
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	117	141	145	144	123	113	109	134	138	133
Sexe										
Hommes	71	89	92	91	72	65	65	82	85	87
Femmes	46	52	53	53	51	48	44	52	53	46
Ancienneté										
Moins de 5 ans	27	33	27	26	24	21	20	58	79	104
5 à 9 ans	59	67	74	63	33	30	25	22	11	7
10 à 14 ans	2	8	11	21	33	33	20	23	15	2
15 à 19 ans	1	4	4	5	5	4	7	10	12	8
20 à 24 ans	17	15	12	11	1	1	1	1	1	7
25 ans et plus	11	14	17	18	27	24	30	20	20	5
Position										
Chancellerie	9	15	12	9	13	10	8	5	3	4
Juridictions (y compris les hautes cours)	106	116	98	82	79	86	90	98	102	128
Disponibilité	1	1	0	2	0	0	1	1	1	1
Mise à disposition	1	2	1	1	1	0	6	0	0	0
Détachement	-	1	2	0	0	0	1	1	0	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stage de formation ²	-	6	32	50	30	17	20	29	32	5
Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours										
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	106	116	98	82	79	86	90	98	102	128
Cour de cassation	2	0	2	3	3	3	6	5	5	5
Conseil constitutionnel	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Conseil d'État	2	2	1	1	1	3	5	5	5	3
Cour des comptes	1	2	3	5	5	4	3	3	3	3
Cours d'appel	13	13	12	7	7	6	7	10	12	13
Tribunaux d'instance	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Tribunaux de grande instance	68	78	64	56	53	59	58	63	63	90
Tribunaux du travail	5	5	4	3	3	3	3	2	2	4
Juges des enfants	1	1	1	1	1	0	1	0	0	0
Tribunaux pour enfants	4	4	2	0	1	2	1	2	2	0
Tribunaux administratifs	5	5	6	3	2	3	4	5	5	5
Tribunaux de commerce	4	5	3	3	3	3	2	2	4	4

Source : DRH

² Interprètes judiciaires, agents de bureau, etc. admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II.21 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	Secrétaires des greffes et parquets									
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Cours d'appel	13	13	12	7	7	6	9	10	12	13
Bobo-Dioulasso	8	8	7	4	4	4	4	3	5	5
Ouagadougou	5	5	5	3	3	2	1	3	4	4
Fada N'Gourma							4	4	3	4
Tribunaux pour enfants	4	4	2	0	1	2	1	2	2	0
Bobo-Dioulasso	2	2	1	0	0	1	0	0	0	0
Ouagadougou	2	2	1	0	1	1	1	2	2	0
Juges des enfants	1	1	1	1	1	0	1	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Tribunaux du travail	5	5	4	3	3	3	3	2	2	4
Bobo-Dioulasso	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Ouagadougou	3	3	3	2	2	2	2	1	1	2
Tribunaux d'instance	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Tribunaux de commerce	4	4	3	3	3	3	2	2	4	4
Bobo-Dioulasso	2	2	1	1	0	1	1	1	2	2
Ouagadougou	2	2	2	2	3	2	1	1	2	2
Tribunaux administratifs	5	5	6	3	2	4	4	5	5	5
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Ouagadougou	4	4	5	2	1	2	2	3	3	3
Tribunaux de grande instance	68	78	64	56	53	59	56	63	63	90
Banfora	5	5	3	3	4	4	3	1	2	3
Bobo-Dioulasso	7	8	6	5	4	4	4	4	3	8
Bogandé	2	1	1	1	1	1	0	0	0	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	2	1	1	2
Dédougou	0	0	0	0	1	2	3	3	3	4
Diébougou	1	1	1	1	1	2	2	2	3	4
Diapaga	1	2	2	2	2	0	1	2	2	0
Djibo	2	2	2	2	1	1	1	2	2	1
Dori	1	1	1	1	2	3	3	4	4	3
Fada N'gourma	2	3	2	2	1	2	1	1	2	5
Gaoua	1	2	2	1	1	1	1	1	2	3
Kaya	3	3	2	2	2	2	1	1	2	3
Kongoussi	2	2	1	1	1	1	1	1	1	2
Koudougou	5	5	2	2	2	2	3	2	3	6
Koupéla	-	-	-	-	-	-	2	3	2	3
Léo	4	4	3	2	2	1	1	1	1	2
Manga	0	0	0	0	0	1	1	2	2	2
Nouna	2	2	2	1	1	1	2	2	2	3
Orodara	2	2	2	1	1	2	1	1	1	2
Ouagadougou	16	19	19	18	14	16	13	13	11	11
Ouahigouya	1	2	2	2	2	2	3	3	3	3
Tenkodogo	3	4	3	3	2	2	2	3	3	5
Tougan	2	3	2	1	2	1	1	4	3	5
Yako	2	3	2	2	3	4	3	3	2	5
Ziniaré	3	3	3	2	2	3	3	3	3	4
Ensemble	100	110	92	73	70	77	76	85	89	116

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 août 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère en charge de la justice. Il est régi par la loi 16 -2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire. Aux termes de l'article 2 alinéa 2 de la loi suscitée, la Garde de sécurité pénitentiaire est chargée de la sécurité, de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire, de la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la justice et de la préparation à la réinsertion sociale des personnes privées de liberté.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire est hiérarchisé ainsi qu'il suit :

- les inspecteurs de sécurité pénitentiaire ;
- les contrôleurs de sécurité pénitentiaire ;
- les assistants de sécurité pénitentiaire ;
- les agents de sécurité pénitentiaire.

Les attributions des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, de contrôleurs de sécurité pénitentiaire, d'assistants de sécurité pénitentiaire et d'agents de sécurité pénitentiaire sont régies respectivement par les articles 13, 17, 21,22 et 25 de la loi n° 016 /2014 AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire.

Tableau II.22 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 371	1 472	1 638	1 730	1 846	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688
Sexe										
Hommes	1 236	1 311	1 426	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789	2 039	2 267
Femmes	135	161	212	237	255	300	299	324	371	421

Source : DRH

Tableau II.23 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	800	1 006	1 183	1 215	1 324	1 410	1 485	1 444	1 682	1 784
CPA de Baporo	20	26	33	34	37	28	24	25	26	44
Centre pour mineurs de Laye	12	16	8	9	11	10	12	15	14	13
CERMICOL							20	18	20	24
Maisons d'arrêt et de correction	768	964	1 142	1 172	1 276	1 372	1 429	1 386	1 622	1 703
Banfora	28	34	40	37	39	44	46	53	60	67
Bobo-Dioulasso	88	102	126	122	136	140	141	125	163	181
Bogandé	22	26	33	35	37	40	46	45	47	46
Boromo	24	33	31	33	34	38	40	39	43	49
Dédougou	35	38	39	39	42	46	53	49	55	66
Diapaga	21	28	38	37	39	39	34	36	43	41
Diébougou	14	19	26	28	32	34	38	35	39	41
Djibo	19	23	35	29	29	28	57	51	69	32
Dori	31	37	35	35	39	39	39	34	52	47
Fada N'gourma	28	34	35	36	42	45	46	39	54	58
Gaoua	25	31	36	37	35	39	38	41	48	55
Kaya	38	41	38	41	40	46	45	41	46	56
Kongoussi	23	26	30	25	28	28	33	32	34	39
Koudougou	37	44	42	41	50	58	54	54	58	57
Koupéla	-	-	-	-	-	-	23	32	43	40
Léo	20	25	35	32	33	38	35	36	43	54
Manga	16	19	32	30	36	38	36	34	40	37
Nouna	15	19	32	30	31	36	37	40	43	46
Orodara	20	28	31	30	30	31	35	33	42	57
Ouagadougou (MACO)	154	214	198	290	228	231	226	220	246	248
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	101	127	122	125	141	165
Ouahigouya	35	40	84	43	56	51	50	43	46	48
Tenkodogo	30	38	41	44	40	51	50	48	50	47
Tougan	18	24	46	29	30	30	32	32	36	45
Yako	12	19	32	29	26	30	32	33	38	34
Ziniaré	15	22	27	40	43	45	41	36	43	47

❖ Les inspecteurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps de conception, de direction, de prestations intellectuelles et techniques de haut niveau, d'administration et de commandement.

❖ Les contrôleurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps d'application, d'encadrement et de contrôle.

Ils sont chargés de l'encadrement et du contrôle du personnel des corps des assistants et des agents de sécurité pénitentiaire.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire. Cependant, lorsqu'ils sont nommés ou affectés à un poste de fonction, ils sont placés sous le contrôle de l'autorité hiérarchique immédiate.

❖ Les assistants de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire et des contrôleurs de sécurité pénitentiaire.

❖ Les agents de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, des contrôleurs de sécurité pénitentiaire et des assistants de sécurité pénitentiaire.

Tableau II.24 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	65	66	66	71	95	98	102	97	101	107
Sexe										
Hommes	59	60	61	66	87	90	94	89	93	99
Femmes	6	6	5	5	8	8	8	8	8	8
Ancienneté										
Moins de 5 ans	20	21	19	15	18	10	1	0	0	28
5 à 9 ans	35	35	38	36	47	44	26	23	17	26
10 à 14 ans	3	3	2	13	22	29	65	59	54	38
15 à 20 ans	7	7	0	0	1	9	10	9	30	15
20 à 25 ans	-	-	7	7	7	6	38	0	0	0
26 ans et plus								6	6	0
Position										
Chancellerie	15	16	26	23	36	35	38	40	36	39
Autres structures	5	4	7	10	10	9	10	13	9	13
DGAP	10	12	19	13	26	26	28	27	27	26
Directions générale et centrales	10	12	19	13	24	23	24	24	24	23
DRAP Ouagadougou					1	2	2	1	1	1
DRAP Bobo-Dioulasso					1	1	1	1	1	1
DRAP Fada N'Gourma							1	1	1	1
ENGSP (Formateurs)	0	0	0	1	6	7	7	10	14	14
CPA de Baporo	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
CERMICOL							2	2	2	1
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	22	26	29	28	27	31	31	27	33	30
Banfora	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Bobo-Dioulasso	2	2	3	2	2	3	2	1	1	2
Bogandé	1	0	0	1	1	1	1	1	1	1
Boromo	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	1	1	1	1	1	0	1	1	1	1
Diapaga	1	1	0	1	1	1	1	1	2	1
Diébougou	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	1	1	1	1	1	2	1	1	2	1
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	1	0	1	1	1	1	1	1	1
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	3	1	1	1	1	1	2	1
Koupéla	-	-	-	-	-	-	1	1	1	1
Léo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Manga	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Nouna	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1
Orodara	1	1	0	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou (MACO)	2	3	3	3	2	3	3	1	2	2
Ouagadougou (PHS)	-	-	1	2	2	2	2	2	1	2
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tenkodogo	1	1	2	1	1	2	2	1	2	1
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Yako	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ziniaré	0	1	0	0	0	1	1	1	2	1
Mission onusienne	7	7	8	16	9	13	15	17	9	13
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Détachement			1	0	1	1	2	3	2	8
Stage de spécialisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

Source : DRH

Tableau II.25 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	173	173	173	186	232	242	250	240	270	258
Sexe										
Hommes	160	160	160	172	214	221	226	219	245	234
Femmes	13	13	13	14	18	21	24	21	25	24
Ancienneté										
Moins de 5 ans	40	39	31	15	24	10	115	0	1	116
5 à 9 ans	51	52	66	46	61	73	115	60	58	63
10 à 14 ans	34	34	28	77	89	78	18	101	78	56
15 à 20 ans	48	48	0	0	10	33		33	80	13
20 à 25 ans	0	0	48	48	48	48	2	0	0	2
26 ans et plus								46	47	8
Position										
Chancellerie	29	25	27	41	63	60	51	71	78	85
Autres structures	7	4	4	11	4	6	7	4	4	8
DGAP	22	21	23	30	59	54	44	67	74	77
Directions générale et centrales	22	21	23	30	44	44	30	49	55	56
DRAP Ouagadougou					7	6	7	6	6	8
DRAP Bobo-Dioulasso					8	4	7	8	9	9
DRAP Fada N'Gourma								4	4	4
ENGSP (Formateurs)	2	2	3	3	8	9	13	13	13	11
CPA de Baporo	3	3	4	5	5	4	3	4	4	4
Centre pour mineurs de Laye	1	0	0	1	1	1	1	2	2	1
CERMICOL							3	3	5	4
Maisons d'arrêt et de correction	72	76	93	86	91	119	138	122	125	140
Banfora	3	3	3	3	2	4	6	5	5	6
Bobo-Dioulasso	5	4	6	3	6	9	8	6	7	8
Bogandé	3	4	4	2	3	3	5	4	4	4
Boromo	3	4	4	5	4	4	5	5	5	6
Dédougou	3	3	3	3	3	3	5	5	5	6
Diapaga	3	3	2	3	3	3	3	4	4	5
Diébougou	3	3	3	3	3	4	5	4	4	6
Djibo	3	3	3	3	3	3	4	3	3	3
Dori	4	3	4	3	3	3	3	3	3	4
Fada N'gourma	2	3	4	3	4	5	5	4	6	6
Gaoua	3	3	4	3	3	4	3	4	4	4
Kaya	3	3	3	3	3	4	5	4	4	5
Kongoussi	2	3	3	3	3	3	6	6	4	4
Koudougou	3	3	3	3	4	6	7	6	6	5
Koupéla	-	-	-	-	-	-	5	4	4	5
Léo	2	2	3	4	4	5	5	4	5	6
Manga	3	3	3	3	3	5	7	6	6	6
Nouna	2	3	3	3	3	4	4	4	4	3
Orodara	2	3	3	3	3	4	4	4	4	5
Ouagadougou (MACO)	6	5	11	11	9	14	12	10	11	14
Ouagadougou (PHS)	-	-	3	3	5	7	7	5	5	8
Ouahigouya	2	3	4	3	3	4	5	5	5	6
Tenkodogo	2	3	4	3	3	5	5	5	4	4
Tougan	3	3	4	3	3	3	3	4	5	3
Yako	5	3	3	3	4	4	5	3	3	4
Ziniaré	2	3	3	4	4	6	6	5	5	4
Mission onusienne	20	32	29	28	11	11	8	10	8	11
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0		0	0	0
Suspendus				1	1	1	1	1	0	0
Disponibilité	0	0	0	0	0	0		0	0	0
Détachement	-	-	2	0	2	2	2	1	1	0
Stage de spécialisation										2
Stage de formation³	46	35	15	19	50	35	30	13	30	20

Source : DRH

³ Contrôleurs admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II.26 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 028	1 130	1 255	1 371	1 509	1 680	1 660	1 773	2 030	2 260
Sexe										
Hommes	924	1 000	1 076	1 165	1 280	1 409	1 392	1 478	1 691	1 874
Femmes	104	130	179	206	229	271	268	295	339	386
Ancienneté										
Moins de 5 ans	599	697	695	790	649	558	544	510	706	913
5 à 9 ans	307	310	435	381	595	778	1073	705	738	825
10 à 14 ans	62	62	67	144	205	237	40	451	412	422
15 à 20 ans	60	61	0	0	5	55		56	123	89
21 à 25 ans	0	0	58	56	55	52	3	0	0	2
26 ans et plus								51	51	9
Position										
Chancellerie	93	106	137	199	237	286	282	359	446	569
Autres structures	19	13	21	30	29	39	32	35	40	44
DGAP	74	93	116	169	208	247	250	324	406	525
Directions générale et centrales	74	93	116	169	200	228	236	276	366	494
DRAP Ouagadougou					7	11	8	09	10	13
DRAP Bobo-Dioulasso					1	8	6	22	25	14
DRAP Fada N'Gourma								17	5	4
ENGSP (Formateurs)	6	8	10	11	20	29	31	45	43	35
CPA de Baporo	13	22	27	28	31	23	20	20	20	39
Centre pour mineurs de Laye	7	13	7	8	10	9	11	13	12	12
CERMICOL								13	13	19
Maisons d'arrêt et de correction	546	781	1 024	1086	1 152	1 218	1 257	1 237	1 451	1 532
Banfora	23	27	34	33	36	39	40	47	54	59
Bobo-Dioulasso	71	89	112	117	128	128	130	118	143	171
Bogandé	13	18	28	32	33	36	40	40	42	41
Boromo	17	27	24	27	29	33	34	33	37	42
Dédougou	27	33	35	34	37	43	47	43	49	59
Diapaga	14	23	36	33	35	35	30	31	37	35
Diébougou	9	14	22	24	28	29	32	30	33	34
Djibo	13	18	30	25	25	24	52	47	65	28
Dori	21	31	27	29	33	33	35	30	48	42
Fada N'gourma	21	25	28	32	37	38	40	34	46	51
Gaoua	17	22	30	33	31	34	34	36	43	50
Kaya	31	31	34	37	36	41	39	36	41	50
Kongoussi	13	17	25	21	24	24	26	25	29	34
Koudougou	29	35	35	37	45	51	46	47	50	51
Koupéla	-	-	-	-	-	-	17	27	38	34
Léo	13	22	31	27	28	32	29	31	37	47
Manga	10	12	26	26	32	32	28	27	33	30
Nouna	7	12	27	26	27	31	32	35	37	42
Orodara	10	23	28	26	26	26	30	28	37	51
Ouagadougou (MACO)	128	193	176	189	215	213	211	209	233	232
Ouagadougou (PHS)	-	-	80	80	94	118	113	118	135	155
Ouahigouya	25	31	35	73	52	46	44	37	40	41
Tenkodogo	8	29	38	40	36	44	42	42	44	42
Tougan	11	18	26	25	26	26	27	27	30	41
Yako	3	14	22	25	21	25	26	29	34	29
Ziniaré	12	17	35	35	38	37	33	30	36	42
Mission onusienne	19	21	13	62	6	12	31	27	14	30
Mise à disposition	0	0	0	0	2	2	1	01	1	7
Disponibilité	0	1	1	0	0	1	4	05	5	5
Détachement	-	-	0	0	0	0	0	00	0	1
Suspendus				4	7	7	7	07	1	2
Stage de spécialisation										9
Condamné										1
Stage de formation⁴								37	50	40

Source : DRH

⁴ Assistants admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II.27 : Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	105	103	144	102	10	10	8	3	3	3
Sexe										
Hommes	93	91	129	90	10	10	8	3	3	3
Femmes	12	12	15	12	0	0	0	0	0	0
Ancienneté										
Moins de 5 ans	93	90	52	0	0	0	0	0	0	0
5 à 9 ans	5	5	84	93	2	2	1	1	2	0
10 à 14 ans	2	3	3	4	2	2	1	1	1	2
15 à 20 ans	5	5	0	0	1	1	2	1	0	1
21 à 25 ans	0	0	5	5	5	5	4	0	0	0
26 ans et plus							1	0	0	0
Position										
Chancellerie	20	18	10	2	2	3	3	2	0	2
Autres structures	4	6	2	1	1	0	0	0	0	0
DGAP	16	12	8	1	1	3	3	2	2	2
Directions générale et centrales	16	12	8	1	1	2	3	2	2	2
DRAP Ouagadougou				0	0	0	0	0	0	0
DRAP Bobo-Dioulasso				0	0	1	0	0	0	0
CPA de Baporo	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Centre pour mineurs de Laye	4	3	1	0	0	0	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	128	81	39	6	6	4	4	0	1	1
Banfora	1	3	2	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	10	7	5	0	0	0	1	0	0	1
Bogandé	5	4	1	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	3	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	4	1	0	1	1	0	0	0	0	0
Diapaga	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Dori	6	2	3	2	2	2	0	0	0	0
Fada N'gourma	4	5	2	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	4	5	1	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	3	6	1	0	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	7	5	1	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	4	4	1	0	0	0	0	0	0	0
Léo	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	3	3	2	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	5	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	7	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	18	14	7	2	2	1	1	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	-	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	7	6	1	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	19	5	3	0	0	0	1	0	0	0
Tougan	3	2	1	0	0	0	0	0	0	0
Yako	4	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	1	1	1	0	0	1	0	0	0	0
Détachement	-	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus				2	2	2	1	1	1	0
ENGSP	-	-	92	92	0	0	0	0	0	0

Source : Direction des ressources humaines

Tableau II.28 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon par sexe

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Hommes	131	140	167	184	175	211	246	189
Femmes	45	48	49	68	72	91	102	66
Ensemble	176	188	216	252	247	302	348	255

Source : Direction des ressources humaines

Tableau II.29 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe

	Femmes					Hommes				
	2015	2016	2017	2018	2019	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	68	72	91	96	63	184	175	211	225	177
Adjoint social	0	0	0	0	1	3	0	0	0	3
Adjoints administratifs	2	1	2	2	0	2	2	1	1	0
Adjoints de secrétariat	7	7	8	8	2	3	6	4	4	2
Adjoints des services financiers	1	0	2	2	2	1	0	0	0	1
Adjoints techniques de la statistique	0	0	0	0	0	2	2	2	2	2
Administrateurs civils	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrateurs des Affaires sociales	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1
Administrateurs des services financiers	0	0	0	0	0	5	6	10	14	6
Agent de recouvrement du trésor					1					0
Agent itinérant de santé	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Agent spécialisé en GRH	1	1	0	0	0	0	0	2	2	2
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agents de bureau	8	9	9	10	7	4	4	6	6	6
Agents de liaison	6	11	17	18	14	14	22	25	25	20
Agents techniques de la statistique	0	0	0	0	0	1	2	2	2	1
Aide social	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Archivistes d'État	0	0	1	1	1	1	3	7	5	4
Assistants de police	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1
Assistants des Aff. Économiques	1	1	1	1	0	3	4	3	3	0
Assistants en GRH	3	3	3	3	2	4	6	8	8	5
Attachés d'éducation					0					1
Attachés de direction			4	4	0			0	0	0
Attachés de santé en épidémiologie					0					1
Attachés en Études et Analyse				0	0					1
Attachés d'administration scolaire et universitaire					1					1
Attachés d'éducation spécialisée	0	0	0	1	3	10	1	1	4	12
Attachés des affaires sociales	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Attachés d'intendance scolaire et universitaire	1	1	2	1	1	4	4	7	7	4
Chauffeurs	1	1	1	1	0	30	40	54	54	35
Comptables	1	1	1	1		0	0	1	1	0
Conseiller d'administ. scolaire et universit.	0	0	0	0	0	2	3	3	3	3
Conseiller en science et technique			0	0				1	0	0
Conseillers d'intendance scol. et universitaire	2	2	2	2	3	2	2	6	6	3
Conseillers des Aff. économiques	1	1	1	1	2	5	4	5	5	2
Conseillers des affaires étrangères	0	0	0	1	0	1	1	1	0	0
Conseillers en GRH	2	1	1	1	1	5	8	13	13	10
Conseillers en relation publique	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Conseillers en science et tech.de l'info	1	0	0	0	0	1	1	0	1	1
Conservateur des archives					0					1
Contrôleurs des services financiers	0	0	0	0	0	2	6	7	7	2
Contrôleurs du trésor	0	0	0	0	0	1	2	2	2	4
Économistes	1	1	1	1	0	1	1	1	1	1
Éducateurs sociaux	6	1	1	1	3	18	2	2	2	6
Gardien	0	0	0	0	0	9	9	9	9	1
Infirmier breveté	0	0	0	0	0	16	0	0	0	0
Infirmier d'état	0	0	0	0	0	8	0	0	1	1
Ingénieur des travaux informatiques					0	2	2	3	3	3
Ingénieur des travaux statistiques					0					1
Inspecteurs d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Inspecteurs du trésor	1	0	1	0	0	0	0	2	3	3
Interprètes judiciaires	1	8	8	8	7	14	27	25	25	19
Juristes	0	1	2	2	0	1	1	1	2	0
Maïeuticien d'État					0					1
Médecin Généraliste					0					1
Moniteur d'éducation spécialisé	1	0	0	0	0	4	0	0	0	0
Reprographes	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Secrétaires	8	8	8	9	3	0	0	0	0	0
Secrétaires dactylo	2	0	1	1	1	0	0	0	0	0
Secrétaires de Direction	5	7	11	10	5	0	0	0	0	0
Sociologues	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Standardistes	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Technicien d'État du génie sanitaire					0					1
Technicien supérieur d'élevage					0					1
Technicien supérieur en informatique					0	2	1	3	2	2
Détachement					0					3
Disponibilité					1					4
Mise à disposition					2					3
Inconnus					0					2

Concepts

Le système judiciaire comprend d'autres acteurs et auxiliaires de la justice, notamment les avocats, les huissiers et les notaires.

L'avocat, régi par le règlement n°5/ CM/ UEMOA du 25 Septembre 2014 relatif à l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat dans l'espace UEMOA et la loi n°16 – 2000/AN du 23 mai 2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes.

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le Barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère en charge de la justice. Ils bénéficient depuis 2015 d'une formation au Centre de formation professionnelle des avocats du Burkina.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

L'huissier est régi par la loi n° 054/2017 du 05 décembre 2017 portant réglementation de la profession d'huissier de justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

Le notaire, régi également par la loi n° 021-2019/AN du 07 mai 2019 portant statut des notaires au Burkina Faso, est un officier public à qui l'État cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'État en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'État à mieux percevoir les impôts.

Tableau II.30 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position

	Avocats								
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	157	156	168	164	174	181	181	178	181
Sexe									
Hommes	126	125	135	132	139	146	146	141	144
Femmes	31	31	33	32	35	35	35	37	37
Ancienneté									
Moins de 5 ans	26	28	31	31	38	44	44	41	38
5 à 9 ans	29	32	38	38	23	23	23	12	15
10 à 14 ans	18	19	16	15	21	20	20	31	55
15 à 19 ans	68	61	57	54	31	32	32	20	26
20 à 24 ans	7	7	16	16	50	51	51	58	35
25 ans et plus	9	9	10	10	11	11		16	12
Ville de résidence									
Bobo-Dioulasso	13	13	13	13	10	10	10	9	9
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	144	143	155	151	164	171	171	169	172
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Sources : Tableaux de l'Ordre des avocats des années judiciaires.

Tableau II.31 : Huissiers de justice par sexe, par ancienneté et par position

	Huissiers de justice								
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	33	33	29	29	27	27	27	43	43
Sexe									
Hommes	27	27	24	24	22	22	22	36	36
Femmes	6	6	5	5	5	5	5	7	7
Ancienneté									
Moins de 5 ans	5	5	5	0	0	0	0	19	19
5 à 9 ans	0	0	0	5	5	5	5	5	0
10 à 14 ans	12	12	0	0	0	0	0	0	5
15 à 19 ans	15	15	13	14	13	13	13	1	0
20 à 24 ans	0	0	11	10	9	9	9	9	10
25 ans et plus	1	1	0	0	0	0	0	9	9
Ville de résidence									
Bobo-Dioulasso	7	7	6	6	5	5	5	5	5
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada								1	1
Kaya	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Léo								1	1
Ouagadougou	20	20	18	18	17	17	17	25	25
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Tenkodogo	1	1	1	1	1	1	1	2	2

Sources : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso ;

Tableau II.32 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	13	13	13	17	17	18	18	18	18	18
Sexe										
Hommes	9	9	9	10	10	10	10	10	10	10
Femmes	4	4	4	7	7	8	8	8	8	8
Ancienneté										
Moins de 5 ans	5	5	5	9	4	5	5	5	5	5
5 à 9 ans	1	1	1	0	5	5	5	5	5	5
10 à 14 ans	7	7	7	1	1	1	1	1	1	1
15 ans et plus				7	7	7	7	7	7	7
Lieu de résidence										
Bobo-Dioulasso	4	4	4	3	3	3	3	3	3	3
Ouagadougou	9	9	9	14	14	15	15	15	15	15

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires

III Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1 Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par la cour, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le président de la formation et du greffier audienier.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son instance ou à son action.

Irrecevabilité : Décision de la cour sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Procédure d'urgence par laquelle le Premier président de la Cour statue sur certaines questions qui lui sont soumises

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plunitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plunitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, régit par la loi organique N° 018-2016/AN du 26 mai 2016, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. La Cour de cassation se compose :

- d'un premier président ;
- de présidents de chambre ;
- de conseillers ;
- d'un procureur général ;
- d'un premier avocat général ;
- d'avocats généraux ;
- d'un secrétaire général ;
- d'un greffier en chef, chef de greffe ;
- de greffiers en chef ;
- de greffiers ;
- de secrétaires des greffes et parquets.

Elle comprend :

- des chambres civiles ;
- des chambres commerciales ;
- des chambres sociales ;
- des chambres criminelles ;
- un greffe.

Tableau III.1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	158	169	206	236	225	167	231	263	280	214
Chambre civile	56	60	75	82	77	53	64	83	99	69
Chambre commerciale	22	26	37	36	29	29	28	47	50	19
Chambre sociale	46	34	54	57	61	33	49	46	58	88
Chambre criminelle	8	33	15	22	24	30	50	47	47	19
Chambre mixte et Chambres réunies	2	2	1	3	5	0	4	2	0	0
Juridiction du 1er Président	24	14	24	36	29	22	36	38	26	19

Nature de la décision rendue

Ensemble	122	102	159	152	138	108	161	184	213	183
Avant dire droit	16	2	2	4	0	1	0	0	1	3
Cassation	14	15	17	13	15	19	14	18	9	17
<i>dont annulation et renvoi</i>	7	10	13	11	8	9	11	17	7	17
Rejet	30	34	46	49	41	17	37	44	55	46
Incompétence	nd	nd	nd	4	5	10	5	2	4	1
Irrecevabilité	52	27	64	72	58	45	90	81	103	79
Désistement	5	3	14	8	7	5	7	13	12	9
Autres décisions	5	21	16	2	12	21	8	26	29	28

Décisions rédigées

Ensemble	100	108	130	125	105	117	106	157	162	172
----------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Tableau III.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation

		moins de 6 mois	6mois à moins d'un an	1an à moins 2 ans	2ans à moins 3 ans	3ans à moins 4 ans	4ans à moins 5 ans	5ans et plus	Total
Ensemble	2016	11	2	9	10	12	9	108	161
	2017	4	3	11	6	26	45	89	184
	2018	4	7	11	15	11	29	135	212
	2019	0	5	12	9	6	17	79	157
Chambre civile	2016	4	0	4	8	3	5	34	58
	2017	2	3	3	4	16	25	47	100
	2018	0	2	1	3	3	16	40	65
	2019	0	0	8	7	5	11	24	55
Chambre commerciale	2016	0	2	1	2	6	2	18	31
	2017	0	0	1	0	4	3	10	18
	2018	0	0	3	2	2	5	19	31
	2019	0	4	4	1	0	0	10	19
Chambre sociale	2016	0	0	0	0	3	0	51	54
	2017	0	0	5	2	5	13	22	47
	2018	0	4	4	6	5	4	52	75
	2019	0	1	0	1	1	6	45	54
Chambre criminelle	2016	7	0	4	0	0	2	4	17
	2017	2	0	2	0	0	4	10	18
	2018	4	1	3	4	1	4	24	41
	2019	0	2	6	1	0	1	19	29
Chambres mixtes et Chambres réunies	2016	0	0	0	0	0	0	1	1
	2017	0	0	0	0	1	0	0	1
	2018	0	0	0	0	0	0	0	0
	2019	0	0	0	0	0	0	0	0

NB : les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

Tableau III.3 : Affaires nouvelles du parquet général de la Cour de cassation

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	65	133	147	139	115	141	225	347	347	260
Chambre civile	23	57	72	58	61	63	88	131	102	82
Chambre commerciale	13	19	25	29	9	12	32	41	37	53
Chambre sociale	12	38	37	41	38	17	75	119	158	93
Chambre criminelle	16	18	10	10	6	47	29	52	48	32
Chambres mixtes et Chambres réunies	1	1	3	1	1	2	1	4	2	0

Tableau III.4 : Conclusions rendues par le parquet général de la Cour de cassation

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	76	133	137	128	96	57	179	243	228	241
Chambre civile	28	57	58	43	57	22	87	94	75	44
Chambre commerciale	18	19	19	26	14	12	23	26	33	34
Chambre sociale	11	38	47	47	19	9	57	88	72	80
Chambre criminelle	19	18	10	11	6	13	11	34	44	82
Chambres mixtes et Chambres réunies	0	1	3	1	0	1	1	1	4	1

III.2 Cours d'appel

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation. (Exemple : forclusion)

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmité : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisine directe : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1^{er} degré.

Sources statistiques : *Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plumeurs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre de l'instruction des cours d'appel.*

Tableau III.5 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Juridiction d'origine										
TGI/Tribunal de commerce	615	542	939	1 190	819	892	862	1 008	1 306	1 185
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	304	303	295	348
Tribunal du travail	230	281	67	181	319	319	401	522	385	406
Tribunal d'instance	42	37	45	69	31	19	39	21	60	-
Saisine directe	110	30	56	172	38	35	35	361	316	203
Autres	-	-	-	-	-	-	19	30	24	34
Ensemble	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 660	2 245	2 386	2 176
Décisions rendues selon la compétence	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Chambres civile et commerciale	365	327	345	398	334	191	389	371	497	682
Chambre sociale	194	178	278	285	339	206	298	433	408	392
Chambre correctionnelle	145	172	273	278	400	207	314	402	634	407
Pôle ECOFI										43
Autres	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Juridiction du 1 ^{er} Président	240	199	287	272	274	267	353	501	453	390
<i>Référés</i>	221	178	267	244	260	259	333	477	361	329
<i>Contestations d'honoraire</i>	5	7	8	4	6	7	14	24	9	4
<i>Ordonnances de taxation</i>	14	13	6	15	3	0	0	0	0	0
<i>Sentences arbitrales</i>	0	1	6	9	5	1	6	0	0	0
<i>Contentieux de l'exécution</i>							16	0	69	55
<i>Autres</i>							2	0	14	2
Ensemble	944	876	1 183	1 233	1 347	871	1 372	1 707	1 992	1 914
Nature de la décision rendue	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Avant dire droit	22	56	87	115	156	69	46	55	69	109
Décisions sur le fond	744	589	821	826	915	629	1 019	1 123	1 399	1 248
<i>Confirmations</i>	448	390	554	564	589	401	614	718	829	783
<i>Infirmations</i>	296	199	267	262	326	228	405	405	570	465
<i>Reformations</i>	173	155	175	192	250	177	238	313	423	341
<i>Annulations</i>	45	44	92	70	76	39	167	92	147	124
<i>Autres</i>	78	0	0	0	0	12	0	0	0	0
Autres décisions	174	228	270	273	276	168	285	389	482	557
<i>Désistement</i>	62	83	104	96	64	84	124	157	193	280
<i>Incompétence</i>	0	2	17	10	9	16	14	22	13	9
<i>Irrecevabilité</i>	59	59	89	115	103	53	105	169	139	131
<i>Autres décisions</i>	53	86	77	62	100	31	42	41	137	80
Prescriptions										57
Radiations	4	3	5	19	9	5	22	140	42	0
Ensemble	944	876	1 183	1 233	1 347	871	1 372	1 707	1 992	1 914
Décisions rédigées	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	588	543	910	983	851	846	1 096	1 153	1 614	1 428

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre de l'instruction : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt ou ordonnance de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau III.6 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 660	2 245	2 386	2 176
Bobo-Dioulasso	345	243	349	513	274	414	342	551	664	820
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	64	122	26
Ouagadougou	652	647	758	1 099	933	851	1 318	1 630	1 600	1 330

Tableau III.7 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel

	2010*	2011*	2012*	2013*	2014*	2015*	2016	2017	2018	2019
Ensemble	615	542	939	1 190	819	892	862	1 008	1 306	1 185
Bobo-Dioulasso	241	158	273	334	200	320	170	353	364	455
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	64	108	26
Ouagadougou	374	384	666	856	619	572	692	591	834	704

*Les données de 2010 à 2015 contiennent les affaires provenant des TC

Tableau III.8 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	944	876	1 183	1 233	1 235	871	1 372	1 707	1 992	1 914
Bobo-Dioulasso	292	282	374	282	216	113	290	604	614	785
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	37	171	25
Ouagadougou	652	594	809	951	1 019	758	1 082	1 066	1 207	1 104

Tableau III.9 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	744	589	821	826	842	629	1 019	1 123	1 399	1 248
Bobo-Dioulasso	217	188	258	180	169	85	179	382	423	453
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	20	103	17
Ouagadougou	527	401	563	646	673	544	840	721	873	778

Tableau III.10 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	240	199	287	272	274	267	353	501	453	390
Bobo-Dioulasso	97	78	93	70	49	80	106	196	103	104
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	0	20	4
Ouagadougou	143	121	194	202	225	187	247	305	330	282

Tableau III.11 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	588	543	910	983	851	846	1 096	1 153	1 614	1 428
Bobo-Dioulasso	135	150	202	116	70	169	324	414	527	677
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	23	148	15
Ouagadougou	453	393	708	867	781	677	772	716	939	736

Tableau III.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Contraventions	1	4	4	5	49	2	14	12	11	21
Délits	115	143	226	315	242	392	332	470	772	550
Crimes	255	383	355	314	143	245	146	339	453	468
Ensemble	371	530	585	634	434	639	492	821	1236	1039

Tableau III.13 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	371	530	585	634	434	639	492	821	1 236	1 039
Tribunal de grande instance	370	526	581	629	428	639	491	778	1 196	927
Tribunal d'instance	1	4	4	5	6	0	1	2	0	0
Tribunal de Commerce								0	0	0
Autres								41	40	112

Tableau III.14 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	371	530	585	634	434	639	719	997	1 236	1 039
Bobo-Dioulasso	183	228	278	293	79	201	99	184	238	209
Fada N'Gourma								114	239	206
Ouagadougou	188	302	307	341	355	438	620	699	759	624

Tableau III.15 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	83	207	97	233	129	20	161	313	396	127
Bobo-Dioulasso	83	59	59	168	108	0	64	137	114	33
Fada N'Gourma								20	3	52
Ouagadougou	0	148	38	65	21	20	97	156	279	42

Tableau III.16 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	588	642	519	938	434	639	492	759	1 290	1 065
Chambres correctionnelles	166	240	228	363	293	394	346	445	795	572
Chambres de l'instruction	422	402	291	575	141	245	146	314	495	493

Tableau III.17 : Nature des décisions rendues par les chambres de l'instruction

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	260	153	168	205	222	110	399	562	1 274	605
Avant dire droit	50	17	36	35	3	0	2	4	2	0
Renvoi en chambre criminelle	183	126	97	94	129	60	239	270	900	299
Renvoi en chambre correctionnelle	8	6	5	1	1	2	0	113	242	109
Non-lieu	3	1	3	5	3	3	1	5	44	22
Prescription										15
Liberté										135
Autres décisions	16	3	27	70	86	45	157	170	86	25

Tableau III.18 : Décisions rendues par chambre de l'instruction

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	260	153	168	205	222	110	399	562	1 274	605
Bobo-Dioulasso	121	72	87	91	175	67	120	269	163	71
Fada N'Gourma								0	133	98
Ouagadougou	139	81	81	114	47	43	279	293	978	436

Tableau III.19 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	201	167	123	99	54	39	52	35	199	107
Contradictoire	72	51	36	37	23	23	17	26	154	38
Défaut									26	69
Contumace	92	82	82	62	29	16	35	9	0	0
Autres décisions	37	34	5	0	2	0	0	0	19	0

Tableau III.20 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	201	167	123	99	54	39	52	35	199	107
Bobo-Dioulasso	120	47	8	99	35	21	52	15	114	0
Fada N'Gourma								20	25	53
Ouagadougou	81	120	115	0	19	18	0	0	60	54

Tableau III.21 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2019

	Moins de 15 jours	De 15 jours à moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans et plus	Total
Ensemble	54	55	202	256	451	409	547	1974
Chambre Civile	19	9	34	65	101	90	133	451
Chambre Commerciale	1	1	5	14	39	35	105	200
Chambre Sociale	0	0	68	58	115	117	31	389
Chambre correctionnelle	2	6	27	42	127	92	41	337
Chambre de l'instruction	31	39	54	49	44	67	235	519
Chambre criminelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Section de la chambre criminelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Chambre criminelle d'appel	0	0	0	0	0	0	0	0
Juridiction du président	1	0	14	28	25	8	2	78

Tableau III.22 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la rédaction en 2019

	Moins de 15 jours	De 15 jours à moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans et plus	Total
Ensemble	121	48	27	87	145	90	192	710
Chambre Civile	11	8	11	31	40	20	101	222
Chambre Commerciale	2	1	1	6	16	5	68	99
Chambre Sociale	0	0	1	35	37	18	11	102
Chambre correctionnelle	0	0	1	15	52	47	12	127
Chambre de l'instruction	30	39	13	0	0	0	0	82
Chambre criminelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Section de la chambre criminelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Chambre criminelle d'appel	0	0	0	0	0	0	0	0
Juridiction du président	1	0	14	28	25	8	2	78

III.3 Tribunaux de grande instance

III.3.1 Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

III.3.1.1 Activités des chambres civiles et commerciales

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances suscitées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés, registre des ordonnances diverses, courrier arrivé, des tribunaux de grande instance.

Tableau III.23 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Affaires civiles et commerciales	6494	6747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720
<i>dont divorce</i>	-	-	357	125	314	312	400	390	455	475
Référés	1088	693	791	764	795	643	838	727	1004	1 094
Ensemble	7582	7440	7629	9 918	10 423	9 857	13 739	14 046	18 718	16 814

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Injonctions de payer	887	166	261	260	309	463	251	135	193	202
Saisie des biens	858	746	269	520	555	302	113	234	108	122
Familiales	7 819	6 210	5 864	8 095	7 528	7 797	7 195	7 707	8015	6 777
Etat civil	6 296	8 521	11 164	10 478	13 974	11 140	13 817	15 982	14341	13 868
Autres	2 293	2 034	3 715	3 524	3 234	2 662	4 442	6 091	3876	3 097
Ensemble	18 153	17 677	21 273	22 877	25 600	22 364	25 818	30 149	26 533	24 066

Tableau III.24 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	6 494	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720
Banfora	74	141	34	196	212	204	318	174	484	290
Bobo-Dioulasso	1 009	811	904	1 215	1 086	785	1 256	1 266	1313	1 110
Bogandé	76	64	67	62	68	115	118	93	118	108
Boromo	124	133	134	180	149	177	337	233	308	219
Dédougou	150	151	159	182	208	184	191	206	372	375
Diapaga	117	76	121	79	54	87	76	93	115	53
Diébougou	107	111	215	211	355	299	237	329	625	486
Djibo	113	78	70	88	102	121	191	198	198	47
Dori	175	182	144	158	201	263	223	93	168	130
Fada N'gourma	177	159	220	219	295	503	519	473	550	590
Gaoua	170	134	137	138	203	214	371	305	231	125
Kaya	291	274	260	291	356	309	336	392	632	305
Kongoussi	169	90	81	89	73	98	195	253	407	462
Koudougou	696	523	1 325	1 349	1 091	992	1 072	1 482	2 476	2 111
Koupéla	-	-	-	-	-	-	49	524	608	526
Léo	172	134	153	119	149	99	168	317	550	325
Manga	350	369	315	245	280	323	287	343	684	881
Nouna	74	73	87	87	127	123	127	151	197	236
Orodara	78	66	111	91	72	85	212	135	275	218
Ouagadougou	1 082	2 010	1 031	2 735	2 763	2 529	4 160	3 007	3 006	3 542
Ouahigouya	158	172	154	173	205	278	242	405	763	908
Tenkodogo	374	398	493	507	705	634	874	974	1 130	875
Tougan	141	145	115	115	154	153	340	729	729	507
Yako	275	215	295	265	345	298	456	504	659	602
Ziniaré	342	238	213	360	375	341	546	640	661	689

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend trois chambres.

Chambre civile : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à trois cent mille (300 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Tableau III.25 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	18 153	17 677	21 273	22 877	25 602	22 364	25 818	30 149	26 533	24 066
Banfora	516	434	508	733	624	1 079	1 510	845	1 674	821
Bobo-Dioulasso	2 004	1 911	2 204	2 199	2 381	2 526	3 368	2 922	3 209	3 276
Bogandé	138	212	183	303	215	241	239	215	352	333
Boromo	337	478	390	324	314	311	515	1 174	1 151	721
Dédougou	429	462	511	712	672	602	712	1 082	803	1 055
Diapaga	200	217	145	233	152	155	118	214	348	373
Diébougou	299	230	589	438	239	510	374	809	693	677
Djibo	64	53	145	205	217	266	119	167	167	-
Dori	139	230	183	311	116	95	97	96	191	280
Fada N'gourma	303	479	661	701	807	454	393	547	539	476
Gaoua	330	401	484	238	442	694	407	433	979	600
Kaya	319	500	612	367	316	432	1 293	1 197	905	889
Kongoussi	211	221	256	328	307	378	256	255	382	321
Koudougou	570	1 227	1 845	521	2 145	1 340	1 295	1 514	1 220	1 768
Koupéla	-	-	-	-	-	-	75	577	674	545
Léo	107	96	266	383	570	401	688	965	1 273	988
Manga	250	626	285	330	801	943	716	677	616	864
Nouna	140	163	192	191	188	212	194	138	182	365
Orodara	101	202	254	159	204	273	296	524	385	274
Ouagadougou	9 225	7 011	8 383	11 902	11 473	8 060	8 951	12 303	7 706	6 613
Ouahigouya	494	472	910	513	867	1 266	1 465	656	949	912
Tenkodogo	876	794	1 225	325	1 215	847	944	1 156	751	455
Tougan	371	479	250	497	671	517	689	586	415	385
Yako	467	423	508	295	319	449	527	487	490	353
Ziniaré	263	356	284	669	347	313	577	610	479	722

Tableau III.26 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	887	166	261	260	351	463	251	135	193	202
Banfora	5	2	38	4	19	14	5	0	9	4
Bobo-Dioulasso	241	25	33	34	70	19	0	18	8	30
Bogandé	2	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Boromo	1	6	23	33	19	0	10	1	0	1
Dédougou	12	4	5	5	0	2	4	1	1	0
Diapaga	0	0	0	0	0	6	2	0	0	0
Diébougou	1	2	0	0	0	1	3	0	0	1
Djibo	1	2	2	1	15	0	0	11	11	-
Dori	23	0	1	2	9	14	13	0	5	1
Fada N'gourma	2	0	0	0	0	1	0	1	3	4
Gaoua	1	0	1	1	2	0	2	1	1	1
Kaya	29	9	7	9	2	0	0	0	1	4
Kongoussi	2	0	3	8	0	0	2	6	2	5
Koudougou	23	7	3	2	45	18	39	13	23	37
Koupéla	-	-	-	-	-	-	1	0	6	0
Léo	0	0	0	1	0	4	0	1	5	27
Manga	13	12	2	2	1	11	0	0	0	0
Nouna	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Orodara	13	1	0	0	3	16	5	8	0	2
Ouagadougou	491	87	125	138	147	344	138	71	106	74
Ouahigouya	10	8	12	15	10	7	17	3	11	9
Tenkodogo	13	0	0	2	3	1	4	0	0	0
Tougan	0	1	1	1	5	2	0	0	0	0
Yako	1	0	2	0	0	2	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	3	2	1	0	5	0	1	1

Concepts

Acceptation : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III.27 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance

Décisions rendues	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2 016	2 017	2018	2019
Affaires civiles et commerciales	5 220	5 741	5 718	7 869	8 293	7 036	10 082	11 470	15 172	12 669
<i>dont divorce</i>	-	-	312	315	339	248	400	324	416	130
Référés	774	609	631	706	622	517	736	718	880	832
Ensemble	5 994	6 350	6 349	8 575	8 915	7 553	10 818	12 188	16 052	13 501

Ordonnances rendues	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Injonctions de payer	573	65	157	232	240	202	65	82	62	75
Saisie des biens	460	338	306	339	261	294	48	46	64	15
Familiales	6 376	5 144	6 298	5 218	5 499	5 314	5 592	5 090	5 090	5 223
Etat civil	2 794	3 194	3 664	3 946	6 051	5 161	8 360	9 789	11 911	10 920
Autres	1 914	2 330	1 645	1 019	1 197	2 498	7 012	3 900	2105	2 774
Ensemble	12 117	11 071	12 070	10 754	13 248	13 469	21 077	18 907	19 232	19 007

Nature de la décision rendue (hors injonctions de payer et ordonnances)										
Ensemble	6 108	6 608	6 351	8 575	8 915	7 553	11 498	12 816	16 690	14 049
Avant dire droit	96	86	65	75	126	111	97	103	85	71
Décisions sur le fond	5 499	5 917	5 618	7 459	8 141	7 029	10 333	11 628	15 498	13 099
<i>Acceptation</i>	<i>5 082</i>	<i>5 620</i>	<i>5 273</i>	<i>6 938</i>	<i>7 724</i>	<i>6 669</i>	<i>9 736</i>	<i>11 050</i>	<i>14 862</i>	<i>12 502</i>
<i>Rejet</i>	<i>417</i>	<i>297</i>	<i>345</i>	<i>521</i>	<i>418</i>	<i>360</i>	<i>597</i>	<i>578</i>	<i>636</i>	<i>597</i>
Autres décisions	513	605	668	1041	648	302	377	457	469	402
<i>Incompétence</i>	<i>156</i>	<i>179</i>	<i>187</i>	<i>231</i>	<i>166</i>	<i>157</i>	<i>214</i>	<i>187</i>	<i>240</i>	<i>187</i>
<i>Irrecevabilité</i>	<i>138</i>	<i>96</i>	<i>93</i>	<i>76</i>	<i>98</i>	<i>88</i>	<i>84</i>	<i>149</i>	<i>115</i>	<i>109</i>
<i>Désistement</i>	<i>108</i>	<i>72</i>	<i>64</i>	<i>51</i>	<i>79</i>	<i>57</i>	<i>79</i>	<i>121</i>	<i>114</i>	<i>106</i>
Radiations	111	258	324	683	305	111	691	628	638	477

Opposition aux décisions rendues										
Affaires civiles	9	14	2	12	13	11	17	4	2	6
Affaires commerciales	36	0	0	1	0	0	0	1	0	0
Ensemble	45	14	2	13	13	11	17	5	2	6

Type de décisions*	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Contradictoire	5 725	6 245	5 919	7 692	8 310	7 214	10 634	11 923	15 723	13 242
Réputé contradictoire	220	39	45	55	80	47	100	106	99	92
Par défaut	49	66	61	145	220	181	84	159	230	167
Ensemble	5 994	6 350	6 025	7 892	8 610	7 442	10 818	12 188	16 052	13 501

Décisions rédigées (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)										
Ensemble	5 328	5 891	5 517	5 540	6 248	6 498	8 345	11 274	15 281	13 035

* A partir de 2008, les jonctions ont été retirées des décisions et les types de décisions ne prennent pas en compte les radiations.

Tableau III.28 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, radiations, jonctions, ordonnances et injonctions de payer)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	5 925	6 350	6 025	7 892	7 604	7 442	10 818	12 188	16 052	13 501
Banfora	139	130	127	210	204	213	288	236	467	245
Bobo-Dioulasso	1050	767	902	1 082	0	536	1 162	1 122	1 195	1 146
Bogandé	81	57	71	60	67	107	120	80	107	110
Boromo	125	117	110	175	149	156	275	210	292	222
Dédougou	140	143	153	176	173	140	166	165	309	307
Diapaga	95	70	95	67	42	72	69	85	100	53
Diébougou	78	115	165	170	205	173	228	325	598	520
Djibo	122	84	66	79	90	113	189	199	199	40
Dori	137	146	128	123	165	147	144	131	134	96
Fada N'gourma	170	142	192	185	234	355	451	382	460	428
Gaoua	182	137	136	145	202	223	354	261	193	138
Kaya	236	268	270	305	358	307	308	371	583	269
Kongoussi	175	83	75	83	74	67	198	236	356	444
Koudougou	458	561	935	862	894	655	927	1 316	2 146	1 726
Koupéla	0	0	0	0	0	0	38	421	569	455
Léo	159	121	169	95	124	78	131	297	525	326
Manga	274	247	275	285	258	320	286	311	595	627
Nouna	20	74	68	71	135	89	115	130	167	226
Orodara	65	63	94	104	57	71	166	95	312	179
Ouagadougou	1 203	2 000	952	2 481	2 650	2 166	3 119	2 926	3 176	2 644
Ouahigouya	13	142	161	152	222	266	210	356	637	843
Tenkodogo	296	282	358	389	502	484	599	813	878	728
Tougan	140	122	79	82	113	125	342	748	768	531
Yako	233	221	256	233	323	279	442	427	644	555
Ziniaré	334	258	188	278	363	300	491	545	642	643

Tableau III.29 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	5 499	5 916	5 618	7 459	8 378	7 014	9 890	12 085	15 967	13 099
Banfora	134	128	120	198	177	203	260	236	466	233
Bobo-Dioulasso	910	631	826	1 000	1 206	487	1 065	1 103	1 175	1 035
Bogandé	79	57	70	59	65	106	118	80	107	106
Boromo	123	113	102	173	147	153	265	210	291	217
Dédougou	127	135	141	173	171	137	166	165	309	296
Diapaga	92	70	89	67	41	67	66	84	98	52
Diébougou	77	112	158	167	198	166	221	325	598	517
Djibo	121	84	63	78	90	112	183	198	198	40
Dori	131	145	126	117	155	139	139	131	134	96
Fada N'gourma	164	136	190	179	227	352	446	382	460	422
Gaoua	178	122	135	141	200	221	346	259	190	130
Kaya	261	265	252	293	332	297	294	365	578	265
Kongoussi	171	82	67	79	70	64	193	236	353	439
Koudougou	426	511	890	791	869	640	895	1 314	2 144	1 717
Koupéla	-	-	-	-	-	-	38	421	567	443
Léo	155	112	149	89	123	75	125	297	525	318
Manga	260	229	261	282	257	316	283	309	593	621
Nouna	64	67	65	65	127	84	111	130	167	213
Orodara	57	56	85	91	45	63	150	95	309	171
Ouagadougou	992	1 860	822	2 314	2 435	1 982	2 963	2 858	3 144	2 529
Ouahigouya	10	133	154	152	213	240	206	356	637	834
Tenkodogo	288	273	344	382	475	447	590	812	877	722
Tougan	139	122	76	80	107	125	334	748	767	522
Yako	233	219	253	228	316	269	433	427	643	541
Ziniaré	307	254	180	261	332	269	443	544	637	620

Tableau III.30 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	5 416	5 891	5 517	5 304	7 437	6 498	9 217	11 274	15 281	13 035
Banfora	146	135	84	103	197	171	247	202	571	243
Bobo-Dioulasso	649	702	928	978	956	449	903	955	1246	1 124
Bogandé	79	54	71	61	65	107	96	80	109	2
Boromo	117	107	88	165	142	151	259	210	292	221
Dédougou	103	143	141	163	157	139	162	153	331	294
Diapaga	81	70	110	67	40	70	66	77	90	51
Diébougou	72	114	165	107	89	150	169	318	588	520
Djibo	115	90	66	71	85	104	186	184	184	40
Dori	123	133	115	0	119	118	122	111	99	72
Fada N'gourma	152	114	171	142	130	303	448	395	417	404
Gaoua	69	138	107	147	202	170	334	236	191	142
Kaya	204	255	231	212	303	234	224	339	539	272
Kongoussi	161	58	62	78	70	63	176	236	351	435
Koudougou	438	531	839	839	833	606	870	1 029	1869	1 761
Koupéla	-	-	-	-	-	-	38	420	550	455
Léo	163	113	153	94	122	70	132	288	546	325
Manga	242	281	275	248	210	280	282	291	563	469
Nouna	71	74	73	68	133	84	113	128	224	239
Orodara	65	66	90	84	52	65	222	113	312	180
Ouagadougou	1686	1746	770	655	2 262	1811	2147	2 704	2710	2 516
Ouahigouya	nd	149	145	142	204	267	164	345	650	922
Tenkodogo	213	237	306	300	486	423	604	804	858	643
Tougan	145	122	71	81	71	105	337	743	770	527
Yako	nd	221	272	232	276	260	427	408	644	561
Ziniaré	322	238	184	267	233	298	489	505	577	617

Tableau III.31 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	12 117	11 071	12 070	10 754	13 248	13 469	21 077	18 907	19 232	19 007
Banfora	467	505	469	626	595	662	884	845	888	821
Bobo-Dioulasso	3 276	2 357	1 738	1 420	2 143	841	1 763	2 510	2207	2 777
Bogandé	180	124	106	204	136	203	175	175	244	181
Boromo	204	397	242	277	235	254	467	723	968	782
Dédougou	369	298	421	0	538	367	638	783	803	923
Diapaga	152	132	116	52	48	77	113	168	200	179
Diébougou	140	189	253	194	239	267	275	324	602	560
Djibo	45	46	74	76	75	104	95	103	103	-
Dori	76	91	121	130	89	95	76	67	117	135
Fada N'gourma	214	300	383	336	367	326	271	370	389	514
Gaoua	305	202	175	226	241	307	401	433	536	600
Kaya	339	217	316	334	292	373	578	800	905	1 036
Kongoussi	189	194	236	260	299	246	215	246	260	326
Koudougou	502	452	362	400	501	710	659	711	1105	1 075
Koupéla	-	-	-	-	-	-	43	411	547	396
Léo	113	96	109	285	354	252	543	513	902	634
Manga	195	265	280	344	349	572	715	677	616	806
Nouna	108	136	164	121	94	98	104	138	175	225
Orodara	89	163	90	61	125	159	292	307	385	274
Ouagadougou	3 912	3 531	4 967	3 821	4 290	5 252	10 607	6 275	5036	4 958
Ouahigouya	365	545	571	573	656	567	587	652	510	469
Tenkodogo	414	269	336	325	468	593	266	598	526	394
Tougan	240	279	200	254	518	534	567	420	379	399
Yako	59	124	135	169	185	194	260	324	350	188
Ziniaré	164	159	206	266	411	416	483	334	479	355

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

Tableau III.32 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 à moins d'1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Affaires civiles	2014	3 409	1 119	273	296	284	154	28	56	5 619
	2015	1 833	524	3 531	434	279	160	38	27	6 826
	2016	6 434	1 637	465	611	429	289	70	44	9 979
	2017	8 213	1 474	472	401	442	193	96	54	11 345
	2018	11 778	1 279	696	478	452	242	58	79	15 062
	2019	9 113	1 171	688	732	453	309	121	33	12 620
Affaires commerciales	2014	2	1	0	1	1	1	0	0	6
	2015	0	0	2	2	1	3	1	0	9
	2016	0	1	4	3	3	0	1	0	12
	2017	9	4	1	5	2	0	1	0	22
	2018	8	7	11	2	3	2	0	0	33
	2019	3	1	1	0	0	4	0	0	9
Ensemble	2014	3 411	1 120	273	297	285	155	28	56	5 625
	2015	1 833	524	3 533	436	280	163	39	27	6 835
	2016	6 434	1 638	469	614	432	289	71	44	9 991
	2017	8 222	1 478	473	406	444	193	97	54	11 367
	2018	11 786	1 286	707	480	455	244	58	79	15 095
	2019	9 116	1 172	689	732	453	313	121	33	12 629

Tableau III.33 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins d'1 mois			1 à moins de 2 mois			2 à moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Ensemble	8 222	11 786	8 569	1 478	1 286	1 117	473	707	683	406	480	717
Banfora	357	403	191	12	8	29	16	16	7	8	4	5
Bobo-Dioulasso	70	320	295	298	241	211	61	213	139	80	129	129
Bogandé	171	90	64	2	6	30	2	3	7	5	3	7
Boromo	134	257	185	7	15	14	4	6	5	14	1	9
Dédougou	55	253	206	8	12	27	2	0	25	7	10	21
Diapaga	257	76	33	17	5	2	2	1	9	6	5	6
Diébougou	182	573	491	30	6	11	13	2	4	13	4	9
Djibo	79	182	-	6	6	-	5	5	-	2	2	-
Dori	374	57	52	26	28	14	16	6	6	2	15	6
Fada	211	392	357	4	19	25	2	5	9	0	12	20
Gaoua	317	127	73	28	27	12	3	7	8	4	4	15
Kaya	202	481	196	18	49	13	8	12	9	3	9	23
Kongoussi	1 066	324	413	21	12	1	2	4	0	3	1	0
Koudougou	302	1 542	1 227	84	393	201	41	79	145	30	32	101
Koupéla	236	548	415	98	4	20	0	5	0	8	0	0
Léo	205	487	275	34	1	8	11	0	6	12	1	10
Manga	106	547	607	54	18	9	19	6	3	21	11	3
Nouna	70	102	195	16	14	12	2	2	4	2	6	1
Orodara	1 381	215	125	6	31	16	3	17	10	3	12	11
Ouagadougou	337	1 954	1 527	485	198	206	103	81	136	93	122	106
Ouahigouya	450	609	688	3	0	74	2	1	7	3	0	12
Tenkodogo	665	469	30	116	40	106	116	201	109	44	59	201
Tougan	377	677	469	45	51	23	18	8	11	12	8	11
Yako	462	557	455	20	54	53	7	13	24	18	12	11
Ziniaré	156	544	547	40	48	55	15	14	6	13	18	15

Tableau III.34 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) (suite)

	De 6 mois à moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Ensemble	444	455	449	193	244	312	97	58	120	54	79	33
Banfora	19	11	0	8	2	1	1	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	108	67	118	47	38	65	8	8	11	8	4	3
Bogandé	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	8	4	3	1	2	2	0	2	0	0	0	1
Dédougou	7	7	11	4	8	3	0	0	0	0	1	0
Diapaga	3	2	1	1	4	0	0	1	2	0	3	0
Diébougou	6	4	2	1	1	2	0	0	0	1	0	1
Djibo	2	2	-	0	0	-	0	0	-	1	1	-
Dori	2	16	11	0	5	3	0	2	2	0	0	1
Fada	0	7	10	0	2	2	0	1	0	0	1	1
Gaoua	2	4	11	3	4	1	1	0	0	0	1	0
Kaya	7	5	15	3	4	6	1	1	0	0	0	1
Kongoussi	2	1	0	0	0	13	1	0	5	0	0	0
Koudougou	30	31	10	11	15	7	7	0	0	2	9	0
Koupéla	2	2	7	0	0	6	0	0	0	0	0	0
Léo	1	14	18	1	3	0	0	1	0	0	0	0
Manga	3	2	1	2	4	1	0	0	0	2	0	0
Nouna	2	16	6	0	11	1	0	10	2	0	4	1
Orodara	1	14	9	7	10	5	2	4	1	0	6	0
Ouagadougou	192	131	83	87	112	85	62	26	46	36	48	20
Ouahigouya	0	0	9	0	0	2	0	0	1	0	0	2
Tenkodogo	30	91	108	14	9	104	13	1	50	3	1	1
Tougan	5	10	8	0	5	3	0	1	0	0	0	0
Yako	4	4	8	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Ziniaré	7	7	449	0	3	1	1	0	120	0	1	33

Concepts

Grosse : Nom donné à la copie d'une décision de justice ou d'un acte notarié comportant la formule exécutoire. Elle est apposée par le greffier de la juridiction qui a rendu la décision ou par le notaire qui a dressé l'acte contenant une reconnaissance de dette.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

III.3.2 Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1 Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la Police judiciaire.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Sources statistiques

Registre des parquets.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau III.35 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655
Crimes et délits contre les particuliers	2654	2237	2968	2773	2509	2280	2577	2831	3084	2412
dont										
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	407	445	700	646	501	343	39	651	681	642
<i>Coups et blessures volontaires</i>	717	761	791	757	696	651	725	699	686	548
<i>Vols aggravés</i>	147	125	153	191	197	229	56	44	37	119
<i>Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats</i>	123	90	115	121	130	117	209*	240*	180*	167
<i>Viols</i>	179	115	164	187	181	171	155	313	283	248
<i>Coups mortels</i>	96	81	95	80	69	66	61	81	60	65
Crimes et délits contre les biens	5971	5135	5714	5 820	5 598	5 065	5 036	4 394	4137	2949
dont										
<i>Vols, recels, extorsions, escroqueries</i>	4615	3 945	4273	4 363	4 351	3 817	3 475	3 057	2765	1948
<i>Abus de confiance</i>	833	722	796	798	732	707	685	642	619	534
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	332	328	370	349	268	301	249	248	325	224
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	801	481	598	588	670	589	683	624	646	518
dont										
<i>Stupéfiants</i>	344	155	176	251	275	221	328	263	297	182
<i>Enlèvements d'enfants</i>	139	106	139	121	139	126	141	142	111	90
<i>Trafic d'enfants</i>	19	14	17	13	4	6	4	10	10	4
<i>Mutilations génitales féminines</i>	20	23	28	34	24	29	22	44	14	17
<i>Attentats aux mœurs</i>	123	73	95	65	90	96	68	36	18	36
Crimes et délits contre la chose publique	549	283	487	488	487	455	495	523	527	388
dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	261	93	235	189	249	190	220	224	246	145
<i>Détournement de biens et deniers publics</i>	29	25	33	63	25	31	43	64	43	44
<i>Corruption (et infractions assimilées)</i>	5	6	13	7	4	9	13	8	14	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	13	22	38	39	91	23	30	75	130	194
dont										
<i>Association de malfaiteurs</i>	13	22	38	39	96	23	25	59	27	15
<i>Terrorisme</i>							5	16	103	164
Infractions en matière d'armes et munitions	81	70	87	111	79	93	93	95	96	45
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	568	516	287	211	260	161	203	145	191	128
Infractions en matière environnementale										3
Infractions en matière forestière et faunique										9
Infractions en matière informatique /cybercriminalité							4	3	4	9

*les effectifs de « assassinat » de 2016 et 2017 se trouvent dans la rubrique Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faire volontairement des blessures, porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau III.36 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655
Banfora	531	381	519	520	428	527	514	384	383	275
Bobo-Dioulasso	1 095	957	844	918	724	674	1 020	723	892	637
Bogandé	241	218	282	270	316	302	157	120	113	83
Boromo	326	383	423	372	342	257	328	373	289	190
Dédougou	364	373	343	336	371	324	335	461	266	320
Diapaga	201	160	189	176	158	198	117	131	101	130
Diébougou	14	143	228	224	279	222	260	204	254	133
Djibo	210	199	184	175	211	222	253	234	234	0
Dori	317	265	315	333	321	288	273	267	233	193
Fada N'gourma	522	363	505	429	355	418	332	291	255	287
Gaoua	480	259	268	220	292	278	238	314	261	179
Kaya	361	335	324	329	405	208	233	244	232	276
Kongoussi	145	101	128	148	108	118	94	74	122	71
Koudougou	638	559	622	775	724	465	732	582	602	587
Koupéla	-	-	-	-	-	-	4	472	213	173
Léo	184	160	288	276	254	252	181	166	235	178
Manga	356	298	352	353	385	230	184	158	208	150
Nouna	139	124	169	177	102	133	162	124	104	59
Orodara	135	147	179	147	148	160	142	168	135	88
Ouagadougou	2 787	2 317	2 556	2 418	2 455	2 271	2 325	2 157	2 736	1858
Ouahigouya	292	232	230	285	346	343	274	304	228	158
Tenkodogo	789	420	817	758	553	409	454	250	282	176
Tougan	216	171	148	106	117	87	132	171	138	124
Yako	151	63	60	79	106	151	137	110	66	84
Ziniaré	202	143	213	207	204	131	240	208	233	246

Tableau III.37 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	2 654	2 237	2 968	2 773	2 509	2 280	2 577	2 831	3 084	2 412
Banfora	126	129	235	158	111	168	130	110	150	108
Bobo-Dioulasso	237	178	226	249	185	108	275	195	277	212
Bogandé	59	49	70	78	68	134	66	66	61	46
Boromo	69	69	154	145	88	52	96	117	87	48
Dédougou	99	144	105	93	74	95	109	191	84	100
Diapaga	62	55	77	63	43	49	34	53	28	37
Diébougou	5	46	87	93	98	82	95	49	81	42
Djibo	89	80	67	68	80	103	99	79	79	0
Dori	87	83	126	116	121	83	87	110	99	91
Fada N'gourma	133	105	133	146	140	157	81	110	118	120
Gaoua	163	67	87	83	97	86	59	100	67	65
Kaya	62	62	73	71	89	39	66	91	97	120
Kongoussi	47	15	46	47	33	30	34	39	53	34
Koudougou	219	226	242	264	208	82	217	171	165	197
Koupéla	-	-	-	-	-	-	4	304	107	78
Léo	28	43	90	72	49	88	73	73	119	79
Manga	84	61	88	95	116	52	61	69	98	77
Nouna	61	45	56	53	26	42	43	40	40	23
Orodara	38	41	61	45	49	61	52	55	39	40
Ouagadougou	513	452	584	473	485	474	542	451	874	599
Ouahigouya	68	61	55	65	64	86	60	70	46	39
Tenkodogo	208	121	187	180	160	113	152	87	134	54
Tougan	70	34	39	24	24	19	36	64	51	42
Yako	57	10	14	29	43	33	34	48	28	44
Ziniaré	70	61	66	63	58	44	72	89	102	117

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice, des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Tableau III.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	5 971	5 135	5 714	5 820	5 598	5 065	5 036	4 394	4 137	2 949
Banfora	258	206	213	253	247	301	338	239	181	129
Bobo-Dioulasso	663	541	534	578	434	440	606	444	513	348
Bogandé	143	148	164	156	157	141	38	22	18	17
Boromo	174	189	230	193	190	168	156	186	137	89
Dédougou	187	189	199	183	214	179	156	191	151	162
Diapaga	97	77	79	76	76	103	61	50	49	42
Diébougou	8	88	109	118	146	125	125	119	132	73
Djibo	87	103	97	100	110	105	124	123	123	0
Dori	162	134	154	176	172	179	152	116	115	66
Fada N'gourma	259	196	245	211	166	188	173	130	84	101
Gaoua	221	147	151	120	171	149	143	167	152	93
Kaya	234	228	209	229	246	139	127	99	92	100
Kongoussi	72	71	64	75	65	71	54	29	38	27
Koudougou	340	293	329	443	404	310	442	314	317	291
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	115	71	67
Léo	125	97	161	152	160	133	71	60	57	62
Manga	218	203	220	216	215	143	98	60	73	33
Nouna	61	67	99	98	51	59	90	61	52	24
Orodara	55	76	83	89	68	72	68	80	75	32
Ouagadougou	1 674	1 532	1 531	1 531	1 552	1 384	1 343	1 273	1 269	841
Ouahigouya	139	134	134	178	231	219	193	207	150	103
Tenkodogo	509	227	491	430	282	239	215	111	118	64
Tougan	113	90	88	68	73	57	84	83	67	63
Yako	67	38	29	40	46	85	77	42	23	24
Ziniaré	105	61	101	107	122	76	102	73	80	98

Tableau III.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la sécurité publique par Tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	13	22	38	39	91	23	30	75	130	194
Banfora	1	0	0	2	0	1	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	1	1	2	1	0	0	0	0	1
Bogandé	0	0	0	1	51	0	6	0	0	0
Boromo	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1
Dédougou	0	0	0	2	2	0	0	0	0	1
Diapaga	0	1	7	3	1	6	1	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	6	3	0	1
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Dori	0	0	0	0	0	0	1	3	2	17
Fada N'gourma	3	3	10	0	0	6	1	2	14	9
Gaoua	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Kaya	0	2	1	3	16	0	2	0	0	4
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	2	5	1	4	1	0	0	0	3
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	6	2	0
Léo	0	2	4	2	0	0	0	0	2	0
Manga	0	0	2	7	1	0	0	1	0	0
Nouna	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1
Ouagadougou	4	8	5	9	9	6	10	58	103	148
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	1	0	5	0
Tenkodogo	3	0	2	5	5	2	0	0	1	4
Tougan	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Ziniaré	0	0	1	1	0	1	1	0	0	1

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cités.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau III.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	801	481	598	588	670	589	683	624	646	518
Banfora	19	21	27	20	30	41	26	20	18	10
Bobo-Dioulasso	70	55	57	54	56	66	51	25	43	28
Bogandé	20	9	33	27	26	13	36	26	26	15
Boromo	22	17	16	15	13	23	25	24	18	12
Dédougou	22	23	18	15	21	7	22	21	9	26
Diapaga	25	13	11	15	11	12	11	16	16	34
Diébougou	0	3	12	7	18	9	21	18	15	12
Djibo	8	11	5	4	15	8	11	10	10	0
Dori	32	15	14	17	19	15	10	23	11	6
Fada N'gourma	54	36	48	30	38	37	33	32	21	24
Gaoua	35	16	20	4	6	16	13	28	25	11
Kaya	32	20	18	14	37	20	27	30	22	30
Kongoussi	12	4	13	10	4	8	6	2	7	8
Koudougou	40	21	23	30	30	18	26	36	36	29
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	23	12	17
Léo	11	5	21	29	21	13	19	18	39	21
Manga	13	1	19	16	23	15	18	17	19	22
Nouna	9	6	8	8	10	9	10	7	6	5
Orodara	5	3	14	6	10	11	9	15	6	6
Ouagadougou	301	149	144	179	199	166	219	140	229	117
Ouahigouya	14	7	18	12	19	21	11	22	16	11
Tenkodogo	37	23	41	51	41	29	44	30	14	38
Tougan	9	16	7	7	11	6	6	17	10	8
Yako	5	2	4	5	6	17	11	5	7	12
Ziniaré	6	5	7	13	6	9	18	19	11	16

Tableau III.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	562	305	525	527	583	478	520	582	554	388
Banfora	42	17	37	47	25	17	20	15	28	20
Bobo-Dioulasso	59	62	18	31	37	27	52	56	52	47
Bogandé	10	5	1	5	64	14	12	4	5	5
Boromo	11	17	11	14	9	10	8	15	8	4
Dédougou	19	13	12	9	24	13	10	30	9	13
Diapaga	8	8	16	19	22	30	10	11	8	8
Diébougou	0	2	9	5	16	5	11	14	10	3
Djibo	10	2	2	1	4	5	10	15	15	0
Dori	18	15	17	16	5	8	14	12	5	11
Fada	21	14	39	16	11	18	36	11	22	20
Gaoua	23	8	5	4	10	14	12	12	12	7
Kaya	15	10	21	14	30	6	12	12	16	18
Kongoussi	11	7	3	5	4	0	0	3	16	2
Koudougou	32	15	23	26	46	30	39	26	35	32
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	22	11	8
Léo	8	4	12	13	10	4	11	8	15	5
Manga	13	3	18	19	10	9	5	3	10	10
Nouna	5	2	6	11	5	10	5	8	3	6
Orodara	23	6	10	3	11	8	8	15	5	7
Ouagadougou	162	44	214	185	179	208	177	256	224	123
Ouahigouya	15	11	10	15	11	9	5	1	7	4
Tenkodogo	35	23	21	48	35	20	31	15	13	12
Tougan	10	10	6	6	4	2	3	3	8	7
Yako	4	3	7	5	7	9	11	3	5	3
Ziniaré	8	4	7	10	4	2	18	12	12	13

Concepts

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu, et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique momentanément ou définitivement.

Tableau III.42 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655
Chambre correctionnelle	7 567	6 534	7 303	7 288	6 988	6 551	6 658	6 583	5 729	4 949
<i>Flagrants délits</i>	5 653	4 594	5 209	5 541	5 497	5 319	4 877	5 075	4 291	3 205
<i>Citations directes</i>	1 914	1 940	2 094	1 747	1 491	1 232	1 781	1 508	1 438	1 744
Renvois à l'instruction	822	875	914	992	1 076	908	915	901	810	757
Affaires classées sans suite	2 307	1 362	1 969	1 751	1 640	1 209	1 548	1 206	2 276	949

Tableau III.43 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	7 567	6 534	7 303	7 288	6 988	6 551	6 658	6 583	5 729	4 949
Banfora	268	239	299	367	280	348	378	261	253	208
Bobo-Dioulasso	805	686	694	828	548	503	765	634	642	565
Bogandé	192	192	259	230	223	218	128	97	82	71
Boromo	194	219	265	248	235	208	225	268	197	122
Dédougou	305	280	247	240	258	166	188	223	188	201
Diapaga	180	120	133	94	114	153	86	101	89	114
Diébougou	12	124	197	192	231	172	206	172	145	118
Djibo	122	142	123	131	135	135	150	147	147	0
Dori	183	188	221	232	280	268	239	203	172	124
Fada N'gourma	365	259	363	294	239	280	237	232	189	137
Gaoua	338	175	178	171	196	205	179	235	199	136
Kaya	304	321	262	270	341	180	199	139	154	166
Kongoussi	117	94	111	93	75	79	79	67	70	50
Koudougou	481	320	269	343	350	281	284	318	317	332
Koupéla	-	-	-	-	-	-	1	233	102	97
Léo	165	139	214	231	170	166	118	118	137	103
Manga	242	220	256	229	258	208	141	134	153	141
Nouna	96	90	114	116	62	81	106	98	94	48
Orodara	81	105	112	133	96	96	120	138	107	81
Ouagadougou	2 074	1 885	1 900	1 826	1 930	1 873	1 985	1 931	1 643	1 515
Ouahigouya	181	168	168	222	297	293	240	265	203	150
Tenkodogo	541	285	564	492	354	348	280	173	104	126
Tougan	127	124	120	87	106	78	94	154	120	121
Yako	63	40	48	48	45	100	88	77	59	68
Ziniaré	131	119	186	171	165	112	142	165	163	155

Tableau III.44 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	5 653	4 594	5 209	5 541	5 497	5 319	4 877	5 075	4 291	3 205
Banfora	170	158	170	211	193	171	228	199	169	108
Bobo-Dioulasso	648	457	498	624	417	502	503	469	488	352
Bogandé	157	168	213	178	185	183	78	65	38	29
Boromo	172	187	201	223	201	200	173	227	181	106
Dédougou	177	152	157	154	171	119	123	164	155	122
Diapaga	111	86	89	80	96	137	74	89	80	85
Diébougou	0	98	113	123	162	133	135	162	128	104
Djibo	88	109	101	108	90	98	103	122	122	0
Dori	152	137	156	167	203	209	154	157	132	63
Fada N'gourma	281	227	280	247	202	248	203	178	139	90
Gaoua	234	132	129	116	141	158	155	200	161	96
Kaya	283	257	231	260	303	174	171	111	116	121
Kongoussi	98	78	92	74	68	70	62	59	50	26
Koudougou	340	199	184	228	257	268	237	289	278	257
Koupéla	-	-	-	-	-	-	1	98	55	45
Léo	140	94	140	166	148	130	59	83	85	65
Manga	192	184	206	200	226	190	99	76	80	52
Nouna	65	54	70	91	53	63	96	72	71	34
Orodara	59	57	66	93	84	61	89	119	77	64
Ouagadougou	1 491	1 219	1 354	1 421	1 517	1 453	1 485	1 507	1 187	927
Ouahigouya	124	114	121	185	242	224	205	237	187	138
Tenkodogo	427	215	404	371	304	299	220	141	95	117
Tougan	105	112	94	79	83	61	65	102	85	61
Yako	44	37	29	34	35	81	63	48	37	49
Ziniaré	95	63	111	108	116	87	96	101	95	94

Tableau III.45 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 914	1 940	2 094	1 747	1 491	1 232	1 781	1 508	1 438	1 744
Banfora	98	81	129	156	87	177	150	62	84	100
Bobo-Dioulasso	157	229	196	204	131	1	262	165	154	213
Bogandé	35	24	46	52	38	35	50	32	44	42
Boromo	22	32	64	25	34	8	52	41	16	16
Dédougou	128	128	90	86	87	47	65	59	33	79
Diapaga	69	34	44	14	18	16	12	12	9	29
Diébougou	12	26	84	69	69	39	71	10	17	14
Djibo	34	33	22	23	45	37	47	25	25	0
Dori	31	51	65	65	77	59	85	46	40	61
Fada N'gourma	84	32	83	47	37	32	34	54	50	47
Gaoua	104	43	49	55	55	47	24	35	38	40
Kaya	21	64	31	10	38	6	28	28	38	45
Kongoussi	19	16	19	19	7	9	17	8	20	24
Koudougou	141	121	85	115	93	13	47	29	39	75
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	135	47	52
Léo	25	45	74	65	22	36	59	35	52	38
Manga	50	36	50	29	32	18	42	58	73	89
Nouna	31	36	44	25	9	18	10	26	23	14
Orodara	22	48	46	40	12	35	31	19	30	17
Ouagadougou	583	666	546	405	413	420	500	424	456	588
Ouahigouya	57	54	47	37	55	69	35	28	16	12
Tenkodogo	114	70	160	121	50	49	60	32	9	9
Tougan	22	12	26	8	23	17	29	52	35	60
Yako	19	3	19	14	10	19	25	29	22	19
Ziniaré	36	56	75	63	49	25	46	64	68	61

Tableau III.46 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	822	875	914	992	1 076	908	915	901	810	757
Banfora	38	26	36	25	40	61	29	11	18	27
Bobo-Dioulasso	71	53	53	57	55	56	62	39	72	72
Bogandé	23	26	23	32	93	58	28	19	11	4
Boromo	21	30	21	32	21	21	15	16	9	6
Dédougou	25	32	33	42	42	26	36	25	9	15
Diapaga	19	15	38	19	26	25	26	17	11	15
Diébougou	2	19	22	21	29	28	23	17	17	15
Djibo	14	15	12	15	19	18	44	43	43	0
Dori	21	27	26	23	17	19	18	50	35	44
Fada N'gourma	60	42	26	43	61	55	44	46	66	16
Gaoua	35	19	21	12	30	29	12	25	23	27
Kaya	22	9	22	31	34	23	4	15	12	24
Kongoussi	17	7	9	20	11	4	11	4	13	9
Koudougou	61	49	61	59	40	27	34	32	29	36
Koupéla							1	171	40	25
Léo	15	17	42	43	41	23	30	26	26	18
Manga	35	26	38	33	30	22	22	19	10	9
Nouna	10	12	18	15	13	7	6	2	5	6
Orodara	20	18	21	14	25	23	21	25	15	7
Ouagadougou	180	354	280	300	330	285	320	208	291	330
Ouahigouya	32	20	14	22	13	4	21	18	15	5
Tenkodogo	61	20	56	75	63	56	39	34	4	15
Tougan	9	7	8	14	9	9	19	11	13	3
Yako	15	8	7	9	12	10	15	10	7	16
Ziniaré	16	24	27	36	22	19	35	18	16	13

Tableau III.47 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	2 307	1 362	1 969	1 751	1 640	1 209	1 548	1 206	2 276	949
Banfora	225	116	184	128	108	118	107	112	112	40
Bobo-Dioulasso	219	218	97	33	121	115	193	50	178	ND
Bogandé	26	0	0	8	0	26	1	4	20	8
Boromo	111	134	137	92	86	28	88	89	83	62
Dédougou	34	61	63	54	71	132	111	213	69	104
Diapaga	2	25	18	63	18	20	5	13	1	1
Diébougou	0	0	9	11	19	22	31	15	92	0
Djibo	74	42	49	29	57	69	59	44	44	0
Dori	113	50	68	78	24	1	16	14	26	25
Fada N'gourma	97	62	116	92	55	83	51	13	0	134
Gaoua	107	65	69	37	66	44	47	54	39	16
Kaya	35	5	40	28	30	5	30	90	66	86
Kongoussi	11	0	8	35	22	35	4	3	39	12
Koudougou	96	190	292	373	334	157	414	232	256	219
Koupéla							2	68	71	51
Léo	4	4	32	2	43	63	33	22	72	57
Manga	79	52	58	91	97	0	21	5	45	0
Nouna	33	22	37	46	27	45	50	24	5	5
Orodara	34	24	46	0	27	41	1	5	13	0
Ouagadougou	533	78	376	292	195	113	20	18	802	ND
Ouahigouya	79	44	48	41	36	46	13	21	10	3
Tenkodogo	187	115	197	191	136	5	135	43	174	35
Tougan	80	40	20	5	2	0	19	6	5	0
Yako	73	15	5	22	49	41	34	23	0	0
Ziniaré	55	0	0	0	17	0	63	25	54	78

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordre de garde provisoire : Mineur prévenu d'un délit mis en détention provisoire par le magistrat du parquet.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique. Il peut être momentané ou définitif.

Tableau III.48 : Mineurs concernés par les activités des parquets

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Mineurs impliqués	331	325	384	366	394	334	326	288	349	230
Mineurs renvoyés en flagrant délit	233	255	268	223	298	284	272	247	299	175
Mineurs renvoyés en citation directe	33	18	38	55	46	21	11	18	11	20
Mineurs renvoyés à l'instruction	27	25	24	40	26	18	26	14	13	11
Mineurs relaxés après classement sans suite	38	27	54	48	24	11	17	9	26	24
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	93	125	248	204	243	270	222	221	201	133

Tableau III.49 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par TGI

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	502	326	323	384	366	394	334	326	288	349	230
Banfora	12	6	9	11	12	10	13	20	21	25	9
Bobo-Dioulasso	29	9	6	33	48	28	50	52	35	57	31
Bogandé	13	2	2	20	14	20	12	13	11	8	1
Boromo	19	8	13	10	9	6	9	19	10	14	4
Dédougou	22	13	0	20	25	10	2	13	2	12	10
Diapaga	7	14	0	1	1	5	2	5	4	8	3
Diébougou	-	-	5	6	13	7	10	12	10	15	15
Djibo	13	10	25	8	8	9	1	10	9	9	0
Dori	28	12	17	19	18	18	23	11	22	25	9
Fada N'gourma	33	22	16	13	17	15	26	18	16	12	13
Gaoua	12	16	14	13	13	14	17	13	9	17	7
Kaya	41	15	23	20	13	48	25	12	4	4	13
Kongoussi	12	16	0	12	13	6	5	3	5	7	6
Koudougou	15	38	17	43	36	37	34	31	39	36	27
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	8	10	14
Léo	13	11	8	4	9	6	11	5	8	2	13
Manga	15	19	40	27	9	16	13	27	2	8	8
Nouna	2	7	7	8	13	10	1	2	0	2	7
Orodara	6	10	13	5	0	14	1	6	2	10	10
Ouagadougou	128	29	48	37	43	58	35	nd	0	0	0
Ouahigouya	4	15	23	9	8	14	7	19	25	30	10
Tenkodogo	30	26	18	41	28	21	17	19	18	8	3
Tougan	9	14	8	16	3	7	2	6	13	5	3
Yako	13	5	5	2	5	2	9	5	11	8	1
Ziniaré	26	9	6	6	8	13	9	5	4	17	13

III.3.2.2 Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

Sources statistiques

Registres du courrier arrivé, du courrier départ et de rectification des actes d'état civil des parquets des tribunaux de grande instance.

Tableau III.50 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par l'ensemble des parquets selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
Rectifications matérielles	5 273	6 253	6 372	6 291	4 828	5 511	6 396	5 815
Etat des personnes	3 683	2 488	4 774	2 756	3 841	2 294	4 402	2 562
<i>Rectifications, modifications et ajouts de nom</i>	<i>3 522</i>	<i>2 229</i>	<i>4 084</i>	<i>2 310</i>	<i>3 716</i>	<i>2 133</i>	<i>3 686</i>	<i>2 128</i>
<i>Adoptions</i>	<i>104</i>	<i>199</i>	<i>409</i>	<i>105</i>	<i>88</i>	<i>123</i>	<i>469</i>	<i>108</i>
<i>Naturalisations</i>	<i>57</i>	<i>60</i>	<i>281</i>	<i>191</i>	<i>37</i>	<i>38</i>	<i>247</i>	<i>178</i>
Procédures collectives	2	0	5	2	0	0	5	1
<i>Redressements</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Liquidations</i>	<i>2</i>	<i>0</i>	<i>2</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>5</i>	<i>1</i>
Autres	564	550	1566	228	527	478	1298	234
Ensemble	9 522	9 291	12 717	9 277	9 196	8 283	12 101	8 611

Tableau III.51 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par parquet

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
Ensemble	9 522	9 291	12 717	9 277	9 196	8 283	12 101	8 611
Banfora	326	15	39	81	326	0	38	81
Bobo-Dioulasso	362	411	901	1013	214	409	715	638
Bogandé	272	305	610	333	272	304	610	333
Boromo	726	643	345	316	681	612	477	340
Dédougou	564	343	397	368	563	343	397	368
Diapaga	154	129	208	189	155	148	198	198
Diébougou	95	48	99	57	59	35	82	50
Djibo	68	73	73	-	68	73	73	-
Dori	128	103	43	38	128	103	43	38
Fada N'gourma	65	107	442	168	88	98	442	188
Gaoua	132	151	241	165	132	150	241	165
Kaya	416	854	1351	538	416	852	1 351	538
Kongoussi	51	71	46	27	51	67	40	26
Koudougou	250	370	469	353	338	260	452	308
Koupéla	33	80	104	209	33	11	104	157
Léo	218	245	274	234	218	245	274	230
Manga	610	447	1245	1013	649	464	1 275	1063
Nouna	131	214	126	353	131	214	125	336
Orodara	291	263	458	202	331	83	356	202
Ouagadougou	1 565	1 832	2 670	1455	1 270	1 594	2 240	1280
Ouahigouya	951	590	106	267	951	464	98	240
Tenkodogo	457	425	531	419	453	304	531	406
Tougan	938	560	793	737	1 004	498	793	738
Yako	412	595	242	348	390	582	242	284
Ziniaré	307	417	904	394	275	370	904	405

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau III.52 : Affaires nouvelles enregistrées en matière civiles selon leur nature par parquet

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Ensemble	6 253	6 372	6 291	6 253	4 774	2 756	0	5	2	550	1 566	228
Banfora	15	32	77	15	7	4	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	381	0	979	381	899	34	0	2	0	0	0	0
Bogandé	169	275	146	169	331	187	0	0	0	2	4	0
Boromo	377	345	315	377	0	1	0	0	0	0	0	0
Dédougou	337	0	355	337	395	13	0	0	0	0	2	0
Diapaga	56	131	97	56	77	91	0	0	1	0	0	0
Diébougou	37	87	36	37	5	16	0	0	0	0	7	5
Djibo	73	73	-	73	0	-	0	0	-	0	0	-
Dori	59	34	0	59	9	38	0	0	0	2	0	0
Fada N'gourma	96	391	165	96	51	3	0	0	0	0	0	0
Gaoua	137	0	154	137	241	7	0	0	0	3	0	4
Kaya	486	732	308	486	615	230	0	0	0	0	4	0
Kongoussi	69	46	13	69	0	11	0	0	0	0	0	3
Koudougou	244	253	155	244	178	191	0	0	0	49	38	7
Koupéla	75	55	67	75	44	142	0	0	0	0	5	0
Léo	162	249	223	162	16	11	0	0	0	6	9	0
Manga	389	851	675	389	385	334	0	0	0	5	9	4
Nouna	16	24	18	16	97	329	0	0	0	3	5	6
Orodara	103	0	110	103	453	92	0	0	0	3	5	0
Ouagadougou	1 207	896	984	1 207	417	426	0	3	1	334	1 354	44
Ouahigouya	538	86	193	538	13	27	0	0	0	50	7	47
Tenkodogo	420	516	396	420	15	14	0	0	0	0	0	9
Tougan	336	454	431	336	302	253	0	0	0	45	37	53
Yako	191	240	200	191	2	148	0	0	0	7	0	0
Ziniaré	280	602	194	280	222	154	0	0	0	41	80	46

Tableau III.53 : Conclusions rendues en matière civile selon la nature des affaires par parquet

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Ensemble	5 511	6 396	5 815	2 294	4 402	2 562	0	5	1	478	1 298	234
Banfora	0	32	77	0	6	4	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	379	0	604	30	710	34	0	3	0	0	2	0
Bogandé	168	275	146	134	331	187	0	0	0	2	4	0
Boromo	414	477	339	198	0	1	0	0	0	0	0	0
Dédougou	337	0	355	6	395	13	0	0	0	0	2	0
Diapaga	75	121	111	73	77	87	0	0	0	0	0	0
Diébougou	22	71	31	13	5	14	0	0	0	0	6	5
Djibo	73	73	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-
Dori	59	34	0	42	9	38	0	0	0	2	0	0
Fada	93	391	187	5	51	1	0	0	0	0	0	0
Gaoua	137	0	154	11	241	7	0	0	0	2	0	4
Kaya	486	732	308	366	615	230	0	0	0	0	4	0
Kongoussi	65	40	13	2	0	12	0	0	0	0	0	1
Koudougou	60	238	133	183	193	153	0	0	0	17	21	22
Koupéla	11	55	76	0	44	76	0	0	0	0	5	5
Léo	162	249	220	77	16	10	0	0	0	6	9	0
Manga	396	896	740	61	371	320	0	0	0	7	8	3
Nouna	16	24	18	195	96	312	0	0	0	3	5	6
Orodara	79	0	110	4	356	92	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	1049	790	809	241	337	426	0	2	1	304	1 111	44
Ouahigouya	415	86	193	0	8	21	0	0	0	49	4	26
Tenkodogo	300	516	383	4	15	14	0	0	0	0	0	9
Tougan	274	454	431	179	302	254	0	0	0	45	37	53
Yako	189	240	186	386	2	98	0	0	0	7	0	0
Ziniaré	252	602	191	84	222	158	0	0	0	34	80	56

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

III.3.2.3 Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, deux types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties ne comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau III.54 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038
Flagrants délits	5 619	4 686	4 941	5 411	5 625	4 668	4 674	5 567	4 142	3 068
Citations directes	1 067	1 069	1 473	1 548	1 094	733	1 007	1 165	1 151	970

Jugements rendus selon le type de décision	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038
Contradictoire	6 559	5 604	6 242	6 527	6 598	5 300	5 454	6 386	4 956	3 634
Réputé contradictoire	1	7	16	2	1	0	3	17	7	44
Défaut	112	129	154	425	110	68	203	294	287	342
Autre	14	15	2	5	10	33	21	35	43	18

Décisions rédigées	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	3 150	3 517	3 445	3 749	3 130	3 035	3 089	4 229	3 774	2 568

Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038
Délits contre la chose publique	300	208	264	370	298	216	245	343	256	190
dont :										
<i>Faux et usage de faux</i>	129	73	108	126	129	91	86	118	117	52
<i>Détournement de biens et de deniers publics</i>	12	3	7	2	4	2	9	14	21	20
Délits contre les particuliers	963	829	1262	1 404	1 114	1059	1073	1 691	1629	1 313
dont :										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	548	480	558	599	538	430	488	598	499	368
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	206	168	445	472	221	218	276	427	399	301
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	514	370	375	464	486	404	517	617	469	360
dont :										
<i>Stupéfiants</i>	244	132	134	216	237	189	262	343	265	157
<i>Mutilations génitales féminines</i>	18	22	21	32	19	19	21	17	12	18
Délits contre les biens	4 604	4002	4281	4 415	4 504	3533	3685	3 929	2 805	20 86
dont :										
<i>Vols, extorsions, recels, escroqueries</i>	3 881	3356	3506	3 615	3 771	2975	2897	3 088	2 126	1 519
<i>Abus de confiance</i>	540	494	533	555	550	415	456	524	370	329
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	127	104	190	186	132	104	148	169	138	123
Délits en matière d'armes et de munitions	69	54	66	90	74	77	89	75	75	43
Infractions en matière de code de la route	236	292	166	216	243	112	72	76	59	25
Infractions en matière informatique	-	-	-	-	-	-	-	1	0	3

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau III.55 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038
Banfora	247	270	316	280	335	258	301	349	369	111
Bobo-Dioulasso	695	516	654	939	709	369	485	655	561	434
Bogandé	187	191	238	215	200	246	168	108	94	69
Boromo	251	212	238	256	248	190	269	313	201	155
Dédougou	245	217	252	309	254	152	222	236	227	243
Diapaga	157	112	99	59	81	155	98	92	90	65
Diébougou	0	124	184	182	232	154	201	232	154	113
Djibo	135	128	127	131	122	115	148	144	144	-
Dori	197	142	204	218	231	224	185	220	122	85
Fada N'gourma	282	217	294	305	212	231	185	203	147	207
Gaoua	290	187	172	181	158	182	177	193	144	111
Kaya	289	281	254	294	284	163	151	126	124	96
Kongoussi	108	100	97	87	81	64	90	72	62	61
Koudougou	520	327	407	328	374	275	278	379	340	306
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	174	168	135
Léo	151	108	190	179	193	161	151	186	157	160
Manga	246	227	241	219	219	199	127	115	132	106
Nouna	79	85	94	126	65	75	108	84	92	71
Orodara	92	96	90	102	89	92	99	131	137	71
Ouagadougou	1 686	1 364	1 312	1 602	1 743	1 210	1 407	1 900	1 152	824
Ouahigouya	nd	151	157	195	264	210	224	247	205	143
Tenkodogo	500	423	468	443	334	337	235	194	101	120
Tougan	146	145	120	91	86	75	105	174	149	129
Yako	58	49	47	47	43	91	90	68	69	75
Ziniaré	125	83	159	171	162	173	177	137	152	148

Tableau III.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	5 619	4 686	4 941	5 411	5 625	4 668	4 674	5 567	4 142	3 068
Banfora	167	155	173	186	205	168	198	218	185	93
Bobo-Dioulasso	622	446	545	601	594	369	464	602	493	355
Bogandé	155	181	224	186	163	190	93	69	47	37
Boromo	208	186	198	225	201	174	173	258	176	140
Dédougou	176	132	161	156	179	118	185	185	151	139
Diapaga	112	81	80	50	79	151	88	84	82	49
Diébougou	0	98	111	113	161	131	143	183	136	98
Djibo	102	98	104	111	94	84	109	130	130	-
Dori	159	113	146	151	194	146	151	158	102	64
Fada N'gourma	258	208	255	253	194	217	169	184	131	143
Gaoua	234	129	121	122	137	152	155	184	134	89
Kaya	272	248	208	251	267	152	140	101	94	87
Kongoussi	98	86	80	73	76	59	72	66	51	40
Koudougou	349	207	203	224	253	220	237	292	268	230
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	88	57	48
Léo	140	95	150	145	164	141	78	93	103	105
Manga	205	190	195	201	198	178	109	70	77	58
Nouna	57	53	66	94	54	63	94	74	65	48
Orodara	69	60	56	75	75	76	80	115	119	67
Ouagadougou	1 552	1 206	1 109	1 424	1 586	1 113	1 271	1 766	1 034	750
Ouahigouya	nd	135	119	171	227	189	186	229	178	137
Tenkodogo	421	355	401	367	303	327	216	168	90	83
Tougan	115	125	100	88	75	62	76	119	95	63
Yako	54	35	33	35	33	81	68	44	45	55
Ziniaré	94	64	103	109	113	107	119	87	99	90

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 067	1 069	1 473	1 548	1 094	733	1 007	1 165	1 151	970
Banfora	80	115	143	94	130	90	103	131	184	18
Bobo-Dioulasso	73	70	109	338	115	0	21	53	68	79
Bogandé	32	10	14	29	37	56	75	39	47	32
Boromo	43	26	40	31	47	16	96	55	25	15
Dédougou	69	85	91	153	75	34	37	51	76	104
Diapaga	45	31	19	9	2	4	10	8	8	16
Diébougou	0	26	73	69	71	23	58	49	18	15
Djibo	33	30	23	20	28	31	39	14	14	-
Dori	38	29	58	67	37	78	34	62	20	21
Fada N'gourma	24	9	39	52	18	14	16	19	16	64
Gaoua	56	58	51	59	21	30	22	9	10	22
Kaya	17	33	46	43	17	11	11	25	30	9
Kongoussi	10	14	17	14	5	5	18	6	11	21
Koudougou	171	120	204	104	121	55	41	87	72	76
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	86	111	87
Léo	11	13	40	34	29	20	73	93	54	55
Manga	41	37	46	18	21	21	18	45	55	48
Nouna	22	32	28	32	11	12	14	10	27	23
Orodara	23	36	34	27	14	16	19	16	18	4
Ouagadougou	134	158	203	178	157	97	136	134	118	74
Ouahigouya	nd	16	38	24	37	21	38	18	27	6
Tenkodogo	79	68	67	76	31	10	19	26	11	37
Tougan	31	20	20	3	11	13	29	55	54	66
Yako	4	14	14	12	10	10	22	24	24	20
Ziniaré	31	19	56	62	49	66	58	50	53	58

Tableau III.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	6 559	5 604	6 242	6 527	6 598	5 300	5 454	6 386	4 956	3 634
Banfora	229	240	277	248	304	230	216	274	274	111
Bobo-Dioulasso	695	516	637	712	696	369	483	619	524	415
Bogandé	186	190	229	214	189	243	141	106	91	69
Boromo	223	210	238	254	244	187	243	302	201	150
Dédougou	244	214	243	253	252	152	222	236	200	164
Diapaga	157	112	99	59	81	155	98	87	90	65
Diébougou	0	120	184	182	232	154	196	199	150	110
Djibo	133	126	127	128	121	114	145	135	135	-
Dori	176	140	195	200	231	224	185	220	122	85
Fada N'gourma	281	216	293	300	212	231	185	203	145	108
Gaoua	284	176	165	177	158	174	177	193	143	109
Kaya	285	280	247	267	279	163	150	126	121	93
Kongoussi	108	99	97	87	81	64	90	71	62	60
Koudougou	503	261	357	283	345	261	269	337	314	282
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	139	113	94
Léo	151	108	186	179	187	155	114	134	138	100
Manga	243	224	239	217	218	199	127	115	128	106
Nouna	79	83	94	123	61	75	108	84	84	54
Orodara	91	96	90	102	89	79	99	131	135	71
Ouagadougou	1 678	1 360	1 309	1 602	1 737	1 207	1 402	1 899	1 145	818
Ouahigouya	nd	148	155	193	264	210	223	247	196	142
Tenkodogo	491	415	463	442	331	337	230	194	100	112
Tougan	144	138	120	91	86	68	98	148	131	110
Yako	58	49	46	46	43	91	89	68	68	75
Ziniaré	120	83	152	168	157	158	164	119	146	131

Tableau III.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	112	129	154	425	110	68	203	294	287	342
Banfora	15	30	39	32	30	22	71	68	89	0
Bobo-Dioulasso	0	0	5	226	12	0	1	11	8	15
Bogandé	0	1	7	1	11	3	27	2	3	0
Boromo	28	2	0	2	4	3	25	10	0	3
Dédougou	1	0	9	55	2	0	0	0	27	79
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	4	29	2	3
Djibo	2	2	0	3	1	1	3	4	4	0
Dori	20	2	9	18	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	1	0	1	4	0	0	0	0	2	69
Gaoua	6	8	7	0	0	0	0	0	1	2
Kaya	2	1	7	27	4	0	1	0	2	2
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Koudougou	17	65	50	45	25	14	9	42	26	22
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	27	49	36
Léo	0	0	1	0	6	6	37	52	19	57
Manga	2	3	2	2	1	0	0	0	3	0
Nouna	0	2	0	3	2	0	0	0	8	5
Orodara	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0
Ouagadougou	4	4	3	0	5	3	4	1	7	6
Ouahigouya	nd	0	1	2	0	0	1	0	9	1
Tenkodogo	8	7	5	1	2	0	5	0	1	8
Tougan	2	1	0	0	0	1	1	25	18	17
Yako	0	0	1	1	0	0	1	0	1	0
Ziniaré	3	0	7	3	5	15	13	18	6	16

Tableau III.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	963	829	1 262	1 404	1 114	1 059	1 073	1 691	1 629	1 313
Banfora	37	45	89	79	85	58	68	87	123	22
Bobo-Dioulasso	53	47	113	205	118	38	57	130	136	100
Bogandé	21	25	32	29	29	70	57	57	63	27
Boromo	41	26	56	79	56	30	86	105	56	61
Dédougou	51	50	63	85	56	32	29	76	79	78
Diapaga	39	34	26	11	10	44	20	38	23	16
Diébougou	0	30	47	53	64	32	51	57	35	35
Djibo	45	51	48	36	31	31	40	34	34	-
Dori	33	23	60	64	53	61	49	76	40	32
Fada N'gourma	46	27	38	50	29	75	24	68	57	87
Gaoua	61	34	41	56	36	43	36	44	37	36
Kaya	28	35	37	52	29	25	20	42	44	26
Kongoussi	20	13	26	23	17	10	26	32	27	34
Koudougou	108	40	132	57	71	47	52	108	108	85
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	92	94	71
Léo	16	12	13	33	31	34	48	72	73	62
Manga	32	32	38	29	29	51	25	37	60	49
Nouna	15	18	23	23	16	11	23	24	38	25
Orodara	17	20	20	24	23	30	36	38	53	26
Ouagadougou	174	119	185	245	219	168	153	259	215	210
Ouahigouya	nd	23	29	23	38	38	43	40	44	29
Tenkodogo	61	68	63	75	38	70	43	47	27	43
Tougan	32	28	24	12	9	8	19	60	58	44
Yako	8	10	7	10	9	10	21	26	34	38
Ziniaré	25	19	52	51	18	43	47	42	71	77

Tableau III.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	4 604	4 002	4 281	4 415	4 504	3 533	3 685	3 929	2 805	2 086
Banfora	160	148	165	159	198	159	189	228	194	70
Bobo-Dioulasso	531	388	467	577	475	265	368	459	374	305
Bogandé	145	152	173	154	142	151	62	26	15	19
Boromo	161	154	160	145	154	134	137	167	119	80
Dédougou	159	122	149	179	169	104	174	140	121	131
Diapaga	86	62	64	35	60	89	61	38	39	26
Diébougou	0	85	113	86	140	106	104	137	101	68
Djibo	73	66	71	89	79	74	96	89	89	0
Dori	136	92	124	122	147	125	116	114	72	44
Fada N'gourma	177	153	181	172	146	115	125	87	65	78
Gaoua	179	120	114	108	116	119	118	114	83	57
Kaya	222	208	185	211	210	116	97	68	53	49
Kongoussi	68	77	59	50	60	47	57	32	22	14
Koudougou	315	195	210	193	220	178	190	225	192	194
Koupéla							0	54	46	42
Léo	119	91	141	116	127	112	71	68	49	74
Manga	179	169	170	160	153	116	72	49	41	25
Nouna	44	50	66	80	37	48	74	47	40	37
Orodara	42	65	52	68	53	49	47	77	70	37
Ouagadougou	1 216	1 020	965	1 078	1 214	844	994	1 255	698	459
Ouahigouya	nd	107	103	138	185	133	157	178	127	92
Tenkodogo	367	304	353	301	229	224	142	97	49	43
Tougan	95	88	74	72	60	57	79	91	72	64
Yako	48	34	28	28	28	61	49	31	23	23
Ziniaré	82	52	94	94	102	107	106	58	51	55

Tableau III.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	514	370	375	464	486	404	517	617	469	360
Banfora	2	32	20	2	17	18	17	17	14	5
Bobo-Dioulasso	50	29	36	58	51	45	39	36	30	18
Bogandé	16	7	28	19	12	17	35	20	13	15
Boromo	14	11	11	13	10	13	22	28	15	6
Dédougou	9	12	14	10	9	3	11	13	17	14
Diapaga	23	6	6	7	7	8	11	12	18	7
Diébougou	0	3	9	6	13	11	20	16	8	9
Djibo	7	7	3	3	7	5	5	5	5	-
Dori	14	11	6	15	19	20	9	19	8	6
Fada N'gourma	34	23	33	20	20	28	17	23	19	23
Gaoua	21	11	8	4	4	10	10	23	17	12
Kaya	20	21	11	19	22	13	25	12	16	12
Kongoussi	8	3	9	7	2	6	5	5	8	5
Koudougou	31	12	14	20	9	6	9	20	21	12
Koupéla							0	3	5	8
Léo	6	5	17	18	12	10	20	26	23	20
Manga	9	5	9	11	13	14	20	21	22	23
Nouna	6	6	1	6	3	7	6	6	5	6
Orodara	13	1	8	6	7	8	6	8	6	3
Ouagadougou	184	113	78	167	180	103	162	220	141	94
Ouahigouya	nd	8	14	7	19	18	9	15	16	12
Tenkodogo	35	26	23	30	35	23	31	29	15	21
Tougan	10	15	8	3	8	6	3	17	13	8
Yako	1	0	4	4	1	9	9	5	7	10
Ziniaré	1	3	5	9	6	3	16	18	7	11

Tableau III.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure

	Moins de 15 jours	15 jours-1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an et plus	Total
2013	1 622	1 657	1 730	-	241	80	81	5 411
2014	1 229	1 802	2 080	-	320	81	114	5 626
2015	991	1 096	1 987	-	432	103	59	4 668
2016	576	709	1 677	-	1 178	453	81	4 674
2017	919	1 252	2 502	-	542	137	215	5 567
2018	1 170	1 215	1 296	-	213	80	169	4 143
2019	490	541	539	367	623	276	235	3 068

Tableau III.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an à 2 ans	2 ans à 3 ans	3 ans à 5 ans	5 ans et plus	Total
2013	424	259	278	277	112	198	-	1 548
2014	371	228	196	134	66	99	-	1 094
2015	279	145	128	67	51	63	-	733
2016	351	179	160	124	67	126	-	1 007
2017	344	161	243	151	82	184	-	1 165
2018	399	181	181	160	104	125	-	1 150
2019	320	188	152	71	38	78	123	970

Tableau III.65 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 15 jours				De 15 jours à moins d'un mois				De 1 mois à moins de 3 mois			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
Ensemble	576	919	1 170	490	709	1 252	1 215	541	1 677	2 502	1 296	903
Banfora	5	10	24	11	19	25	72	15	111	122	47	30
Bobo-Dioulasso	22	45	125	91	71	79	131	30	222	322	142	101
Bogandé	6	7	7	2	18	19	16	9	48	27	13	12
Boromo	29	53	58	0	66	109	92	22	58	78	21	66
Dédougou	29	23	29	23	24	37	47	13	107	96	55	53
Diapaga	13	6	7	7	15	12	18	3	24	46	49	6
Diébougou	45	100	88	33	41	46	29	35	37	10	17	18
Djibo	62	68	68	-	37	32	32	-	7	30	30	-
Dori	33	23	12	6	36	70	43	12	47	47	41	15
Fada N'gourma	24	35	44	23	23	55	39	19	57	66	41	24
Gaoua	80	34	14	9	39	54	33	12	27	85	70	26
Kaya	7	9	21	0	10	36	36	31	62	54	31	35
Kongoussi	12	29	8	8	20	15	14	3	23	17	21	13
Koudougou	32	95	148	45	44	83	76	72	87	85	32	57
Koupéla	0	29	35	35	0	24	17	13	0	28	2	0
Léo	7	21	27	12	23	36	25	11	25	19	31	31
Manga	41	39	31	12	30	19	25	19	23	10	18	11
Nouna	5	21	25	12	25	29	21	12	44	21	15	12
Orodara	25	42	26	14	16	28	26	10	27	34	42	16
Ouagadougou	1	123	294	86	13	285	217	105	358	1 028	416	242
Ouahigouya	16	9	0	33	25	58	116	45	109	135	60	43
Tenkodogo	15	23	16	1	47	28	25	6	104	66	33	26
Tougan	21	49	37	11	19	32	34	21	24	23	14	18
Yako	14	3	12	1	24	13	12	10	13	23	17	17
Ziniaré	32	23	14	15	24	28	19	13	33	30	38	31

Tableau III.66 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an				1 an et plus			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 178	542	213	623	453	137	80	276	81	215	169	235
Banfora	46	28	11	19	11	21	11	13	6	12	20	5
Bobo-Dioulasso	128	137	42	84	21	14	17	28	0	5	36	21
Bogandé	11	4	4	10	7	2	2	3	3	10	5	1
Boromo	11	7	1	39	2	3	0	10	7	8	4	3
Dédougou	23	17	7	30	1	3	4	14	1	9	9	6
Diapaga	20	5	6	18	16	3	0	13	0	12	2	2
Diébougou	10	5	1	7	9	6	0	0	1	16	1	5
Djibo	3	0	0	-	0	0	0	-	0	0	0	-
Dori	24	6	5	21	8	0	0	8	3	12	1	2
Fada N'gourma	40	11	4	8	23	9	2	19	2	8	1	50
Gaoua	6	6	14	25	2	2	2	9	1	3	1	8
Kaya	40	1	5	11	21	0	0	8	0	1	1	2
Kongoussi	10	2	2	4	6	0	0	1	1	3	6	11
Koudougou	57	11	4	47	12	2	4	8	5	16	4	1
Koupéla	0	7	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0
Léo	6	2	4	13	1	6	0	2	16	9	16	36
Manga	11	2	1	11	1	0	2	4	3	0	0	1
Nouna	20	3	2	4	0	0	2	2	0	0	0	6
Orodara	11	7	6	10	1	2	1	7	0	2	18	10
Ouagadougou	598	230	62	185	285	50	19	86	16	50	26	46
Ouahigouya	28	22	0	7	6	2	2	8	2	3	0	1
Tenkodogo	40	24	7	34	6	7	3	14	4	20	6	2
Tougan	7	2	1	7	4	0	2	0	1	13	7	6
Yako	14	2	4	13	1	1	1	10	2	2	0	4
Ziniaré	14	1	19	16	9	4	6	9	7	1	3	6

Tableau III.67 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 3 mois				De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
Ensemble	351	344	399	320	179	161	181	188	160	243	181	152
Banfora	2	2	20	2	4	3	22	3	30	31	23	7
Bobo-Dioulasso	7	10	12	20	2	16	6	26	4	11	10	25
Bogandé	23	18	23	14	13	6	5	5	9	1	8	6
Boromo	27	15	8	3	11	11	3	9	5	17	12	3
Dédougou	6	16	17	14	11	9	7	10	6	11	13	1
Diapaga	4	5	3	6	1	0	1	3	5	2	2	2
Diébougou	45	18	12	8	5	10	4	5	5	9	0	1
Djibo	28	11	11	-	7	3	3	-	4	0	0	-
Dori	15	21	12	11	8	4	1	5	5	11	4	2
Fada N'gourma	3	12	9	4	7	2	3	3	4	3	2	6
Gaoua	9	8	6	9	9	0	1	4	1	1	2	5
Kaya	2	15	17	2	4	5	5	0	5	4	3	3
Kongoussi	2	4	10	14	5	0	1	5	9	1	0	2
Koudougou	5	3	11	12	6	13	10	17	7	14	6	27
Koupéla	0	24	30	54	0	10	10	8	0	52	32	3
Léo	21	22	35	21	13	9	7	10	10	8	5	4
Manga	8	34	44	27	7	4	7	12	3	2	1	9
Nouna	6	2	9	11	4	4	1	5	1	0	11	1
Orodara	8	8	15	0	8	2	3	0	3	3	0	0
Ouagadougou	48	35	25	11	24	21	35	25	23	31	23	20
Ouahigouya	13	6	5	0	6	4	15	1	7	6	0	2
Tenkodogo	16	5	2	1	0	4	4	1	2	1	4	1
Tougan	20	32	34	55	6	4	9	3	1	2	5	4
Yako	10	4	9	4	5	8	3	6	0	8	6	6
Ziniaré	23	14	20	17	13	9	15	22	11	14	9	12

Tableau III.68 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans				3 ans et plus			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
Ensemble	124	151	160	71	67	82	104	38	126	184	125	201
Banfora	33	55	47	4	19	30	28	1	15	10	44	1
Bobo-Dioulasso	0	5	12	3	1	2	17	3	7	9	11	2
Bogandé	5	4	9	4	16	6	2	1	9	4	0	2
Boromo	7	8	0	0	3	4	2	0	43	0	0	0
Dédougou	4	3	9	2	2	2	17	12	8	10	13	65
Diapaga	0	0	1	5	0	0	0	0	0	1	1	0
Diébougou	3	5	0	0	0	4	0	0	0	3	2	1
Djibo	0	0	0	-	0	0	0	-	0	0	0	-
Dori	2	4	3	1	0	1	0	0	4	21	0	2
Fada N'gourma	2	2	0	2	0	0	2	1	0	0	0	48
Gaoua	1	0	1	2	1	0	0	1	1	0	0	1
Kaya	0	1	2	2	0	0	1	0	0	0	2	2
Kongoussi	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	9	9	9	7	4	15	10	5	10	33	26	8
Koupéla	0	0	39	13	0	0	0	9	0	0	0	0
Léo	12	9	2	1	9	1	2	0	8	44	3	19
Manga	0	4	2	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Nouna	2	0	2	4	0	0	1	1	1	4	3	1
Orodara	0	2	0	1	0	1	0	0	0	0	0	3
Ouagadougou	23	19	10	9	5	7	13	1	13	21	12	8
Ouahigouya	9	1	0	0	0	1	7	1	3	0	0	2
Tenkodogo	1	6	1	6	0	1	0	0	0	9	0	28
Tougan	2	7	1	1	0	2	1	0	0	8	4	3
Yako	4	2	2	0	1	0	0	0	2	2	3	4
Ziniaré	3	4	8	4	6	4	0	2	2	5	1	1

Tableau III.69 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	3 150	3 517	3 445	3 749	3 130	3 035	3 089	4 229	3 773	2 628
Banfora	166	257	81	161	111	192	127	22	150	84
Bobo-Dioulasso	520	319	319	856	0	255	242	602	400	385
Bogandé	142	19	237	182	115	166	108	130	94	60
Boromo	65	147	135	157	308	137	224	295	201	122
Dédougou	174	192	98	154	28	74	91	181	209	91
Diapaga	123	79	73	33	37	81	24	85	47	38
Diébougou	0	34	116	0	54	48	173	168	76	101
Djibo	135	100	127	85	105	117	148	136	136	-
Dori	101	85	62	0	91	176	157	140	52	27
Fada	89	156	97	135	33	64	57	41	66	79
Gaoua	0	183	156	97	115	135	112	151	138	85
Kaya	100	186	138	97	19	14	20	85	102	100
Kongoussi	66	74	68	60	32	50	77	63	35	28
Koudougou	496	249	165	49	423	221	259	218	157	197
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	94	135	131
Léo	32	154	184	123	65	88	94	124	139	98
Manga	156	211	362	167	131	125	111	88	92	44
Nouna	79	56	108	65	26	46	85	84	96	59
Orodara	92	58	80	26	60	78	98	126	133	72
Ouagadougou	436	270	221	587	687	359	392	733	746	296
Ouahigouya	0	150	97	119	282	189	125	175	193	143
Tenkodogo	0	325	301	333	223	197	103	201	81	110
Tougan	79	147	99	75	60	51	93	170	146	88
Yako	0	45	47	40	0	63	63	39	66	73
Ziniaré	99	21	74	148	125	109	106	78	83	117

III.3.2.4 Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie ou d'une peine d'emprisonnement supérieure à 10 ans, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 30 jours au moins et 10 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 200 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction de 1995 à 2019.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau III.70 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	900	754	893	1 000	1 123	936	875	974	805	803
Banfora	32	25	33	26	32	54	23	13	17	25
Bobo-Dioulasso	75	59	52	65	103	62	91	63	75	84
Bogandé	23	25	24	34	94	56	28	20	11	4
Boromo	22	32	23	31	16	29	18	15	10	6
Dédougou	22	31	34	39	48	23	39	22	10	18
Diapaga	24	14	32	19	23	25	28	20	11	15
Diébougou	0	19	22	20	41	28	22	18	17	16
Djibo	14	11	14	15	20	21	44	41	41	-
Dori	21	26	24	22	20	17	19	46	34	44
Fada N'gourma	52	41	25	44	63	55	43	44	59	22
Gaoua	34	19	20	11	32	30	13	27	25	29
Kaya	23	12	21	31	31	23	10	18	16	27
Kongoussi	16	6	10	19	10	4	11	4	13	9
Koudougou	71	48	63	64	42	31	34	32	28	40
Koupéla	-	-	-	-	-	-	1	181	38	26
Léo	15	21	32	41	39	22	31	25	26	19
Manga	37	23	39	30	27	21	20	17	10	14
Nouna	60	23	18	15	14	10	5	4	3	7
Orodara	14	15	20	14	24	24	19	31	17	9
Ouagadougou	197	201	268	308	318	290	253	251	284	331
Ouahigouya	30	21	15	26	11	11	20	19	15	5
Tenkodogo	58	42	57	74	69	55	38	25	10	24
Tougan	10	11	9	15	11	9	19	11	13	3
Yako	13	7	10	6	12	8	11	7	6	13
Ziniaré	37	22	28	31	23	28	35	20	16	13

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale, constituant une sorte d'avant procès. Elle permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie. Il instruit à charge et à décharge.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne acte du versement de la consignation et dresse un procès-verbal de constitution de partie civile. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée (contre X), notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de l'inculpé, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Si l'inculpé désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à l'inculpé, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Lorsque le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à l'inculpé. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

Les ordonnances du juge d'instruction peuvent faire l'objet d'appel.

A l'issue de l'information (après avoir entendu l'inculpé sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre l'inculpé.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut, le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non-lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non-lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif. Il est assisté dans tous les actes de son ministère par un greffier.

Tableau III.71 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2019 selon le motif de clôture

Motif	2019
Ordonnance aux fins de non-lieu	664
Ordonnance aux fins de mise en accusation	167
Ordonnance aux fins de renvoi devant la chambre correctionnelle	329
Ordonnance d'incompétence	23
Ordonnance aux fins de dessaisissement	11
Ordonnance aux fins de non informer	3
Autres	10
Ensemble	1207

Tableau III.72 : Affaires dont l'instruction est clôturée par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	438	947	690	442	291	363	417	1 298	1 084	1 207
Banfora	15	40	16	14	7	0	0	83	136	75
Bobo-Dioulasso	50	133	129	49	19	4	10	59	49	59
Bogandé	14	14	7	3	0	1	30	15	15	12
Boromo	1	23	44	35	2	16	45	44	25	21
Dédougou	11	13	28	13	10	7	4	46	45	36
Diapaga	0	0	4	1	2	0	0	14	12	14
Diébougou	0	0	2	2	2	4	12	24	21	14
Djibo	7	11	7	18	2	0	38	2	2	-
Dori	0	0	29	3	15	14	13	51	22	37
Fada N'gourma	6	22	5	44	2	1	5	37	80	51
Gaoua	3	109	13	4	1	36	22	147	31	62
Kaya	3	38	6	3	0	2	12	45	31	86
Kongoussi	20	15	4	2	3	11	9	26	7	17
Koudougou	39	51	21	24	27	25	23	39	78	62
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	36	71	61
Léo	8	9	1	23	1	3	1	42	43	19
Manga	0	13	23	17	6	3	0	7	31	39
Nouna	0	20	13	0	7	5	6	18	10	9
Orodara	14	11	3	10	2	0	0	30	47	46
Ouagadougou	233	303	170	88	136	161	127	307	196	357
Ouahigouya	4	29	30	25	17	13	3	8	21	24
Tenkodogo	2	64	100	46	16	42	32	155	26	49
Tougan	1	12	8	9	12	4	4	4	13	13
Yako	6	11	21	9	2	9	9	12	10	4
Ziniaré	1	6	6	0	0	2	12	47	62	40

Tableau III.73 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2019 par tribunal de grande instance et selon le motif de clôture

	Ordonnance aux fins de non-lieu	Ordonnance aux fins de mise en accusation	Ordonnance aux fins de renvoi devant la chambre correctionnelle	Ordonnance d'incompétence	Ordonnance aux fins de dessaisissement	Ordonnance aux fins de non informer	Autres
Ensemble	664	167	329	23	11	3	10
Banfora	55	9	11	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	24	8	23	3	0	0	1
Bogandé	4	3	2	3	0	0	0
Boromo	9	5	7	0	0	0	0
Dédougou	34	1	1	0	0	0	0
Diapaga	3	0	11	0	0	0	0
Diébougou	2	2	6	0	0	0	4
Djibo	-	-	-	-	-	-	-
Dori	22	2	13	0	0	0	0
Fada	19	12	17	0	0	2	1
Gaoua	41	9	12	0	0	0	0
Kaya	63	1	17	0	5	0	0
Kongoussi	5	4	8	0	0	0	0
Koudougou	32	11	16	1	0	0	2
Koupéla	21	11	29	0	0	0	0
Léo	6	7	6	0	0	0	0
Manga	14	9	16	0	0	0	0
Nouna	5	0	4	0	0	0	0
Orodara	23	6	17	0	0	0	0
Ouagadougou	242	31	76	3	3	1	1
Ouahigouya	9	6	9	0	0	0	0
Tenkodogo	10	16	6	13	3	0	1
Tougan	8	1	4	0	0	0	0
Yako	2	1	1	0	0	0	0
Ziniaré	11	12	17	0	0	0	0

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire clôturée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves et concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau III.74 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	7 586	7 401	7 657	7 830	8 924	8 885	9 172	8 043	8 068	6 7611
Banfora	268	286	293	192	366	424	401	338	182	145
Bobo-Dioulasso	677	589	406	404	663	109	235	245	295	296
Bogandé	137	141	151	183	273	324	323	277	297	290
Boromo	141	138	121	116	122	112	90	59	36	22
Dédougou	200	238	257	275	311	323	347	213	153	137
Diapaga	61	75	97	118	141	167	226	181	178	184
Diébougou	2	21	179	197	139	169	124	115	110	113
Djibo	100	92	106	105	122	136	148	187	187	-
Dori	279	298	286	238	330	338	297	285	284	273
Fada N'gourma	609	630	619	625	685	744	783	779	926	643
Gaoua	469	333	365	373	402	349	354	195	144	175
Kaya	320	390	307	339	343	378	385	325	206	280
Kongoussi	56	47	55	74	81	72	72	48	54	45
Koudougou	161	166	210	247	254	252	260	261	202	186
Koupéla	-	-	-	-	-	-	1	148	119	80
Léo	45	53	92	109	154	164	200	190	161	161
Manga	179	163	220	215	237	267	299	298	285	250
Nouna	60	37	41	56	66	65	67	51	44	50
Orodara	17	29	48	51	68	95	112	100	68	45
Ouagadougou	2772	2636	2 721	2767	2 938	3 048	2 914	2 741	3049	2712
Ouahigouya	140	148	125	132	130	126	143	156	139	38
Tenkodogo	719	733	777	789	857	945	1079	580	731	434
Tougan	73	40	58	58	53	61	71	82	78	70
Yako	56	56	46	44	48	52	51	45	39	49
Ziniaré	45	62	77	123	141	165	190	144	101	83

Dispositif légal de la détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, l'inculpé domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication du dossier au procureur du Faso. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi l'inculpé est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à l'inculpé le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau III.75 : détenus mis en examen libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	587	515	717	635	643	534	530	613	564	332
Moins de 6 mois	167	174	314	236	239	161	134	191	130	36
De 6 mois à moins de 1 an	182	135	199	182	182	129	133	171	135	48
De 1 an à moins de 2 ans	156	154	101	142	159	156	135	119	151	96
De 2 ans à moins de 3 ans	61	36	44	45	35	68	68	84	46	53
3 ans et plus	21	16	59	30	28	20	60	48	102	99

Tableau III.76 : détenus mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	587	515	717	635	643	534	530	613	564	332
Banfora	32	17	14	38	12	16	16	20	34	20
Bobo-Dioulasso	44	48	25	56	37	59	43	49	44	29
Bogandé	8	7	14	27	17	13	7	2	17	51
Boromo	10	24	38	23	11	17	8	3	5	0
Dédougou	21	26	33	12	35	16	25	36	4	1
Diapaga	13	6	21	22	10	0	2	11	20	18
Diébougou	0	7	15	8	9	10	5	7	2	5
Djibo	12	11	8	5	5	2	25	45	50	-
Dori	17	9	20	9	10	4	22	39	11	7
Fada N'gourma	60	69	67	35	39	41	49	27	31	10
Gaoua	1	13	13	17	14	26	17	18	10	16
Kaya	18	12	24	31	24	11	20	43	24	5
Kongoussi	12	2	11	9	5	7	9	8	0	4
Koudougou	17	32	41	47	75	15	19	40	50	19
Koupéla							0	12	5	6
Léo	14	18	6	19	14	20	27	18	31	3
Manga	9	20	30	24	28	28	46	18	23	9
Nouna	5	0	30	0	24	13	1	0	1	12
Orodara	0	8	26	11	4	37	14	18	6	4
Ouagadougou	178	93	198	174	132	102	81	118	106	61
Ouahigouya	28	29	10	13	20	9	10	2	11	6
Tenkodogo	66	29	29	36	96	72	59	55	53	21
Tougan	4	11	12	13	14	3	8	3	9	8
Yako	13	12	12	2	0	6	12	2	2	10
Ziniaré	5	12	20	4	8	7	5	19	15	7

Tableau III.77 : détenus mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	167	174	314	236	239	161	134	191	130	36
Banfora	1	5	2	1	1	2	0	0	1	0
Bobo-Dioulasso	11	28	7	27	14	35	6	18	8	5
Bogandé	1	0	7	9	11	0	3	1	0	0
Boromo	2	8	15	6	2	0	0	0	3	0
Dédougou	3	13	8	4	7	0	5	8	0	0
Diapaga	2	1	5	3	2	0	2	0	0	0
Diébougou	0	4	5	4	0	1	0	4	1	0
Djibo	3	1	5	1	0	0	13	21	21	-
Dori	6	0	11	3	4	2	9	19	8	4
Fada N'gourma	26	32	10	11	25	22	26	12	8	0
Gaoua	1	1	2	0	1	4	0	3	6	1
Kaya	4	2	12	13	6	7	5	25	18	1
Kongoussi	6	0	1	0	0	0	0	1	0	0
Koudougou	7	11	23	22	33	1	8	11	7	2
Koupéla							0	4	4	6
Léo	2	8	1	12	9	6	11	1	6	2
Manga	1	5	12	11	16	7	3	2	5	0
Nouna	0	0	18	0	2	0	0	0	0	2
Orodara	0	2	24	2	1	1	1	2	3	0
Ouagadougou	58	30	115	82	71	46	21	37	23	4
Ouahigouya	8	11	4	1	2	1	1	0	0	0
Tenkodogo	21	5	9	16	21	17	10	14	3	3
Tougan	1	2	6	4	8	1	3	1	3	1
Yako	1	1	5	2	0	6	5	0	2	3
Ziniaré	2	4	7	2	3	2	2	7	0	2

Tableau III.78 : détenus mis en examen libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	349	309	513	418	421	290	267	362	265	84
Banfora	7	15	8	16	4	9	6	0	10	0
Bobo-Dioulasso	25	33	15	50	24	47	31	23	25	13
Bogandé	5	1	9	14	14	5	3	1	0	0
Boromo	6	16	34	10	2	5	3	2	4	0
Dédougou	4	16	24	4	16	1	7	36	3	0
Diapaga	8	6	11	9	4	0	2	6	0	0
Diébougou	0	7	11	4	3	2	2	4	2	1
Djibo	8	2	5	2	0	2	17	27	27	-
Dori	12	3	19	7	4	4	12	22	10	5
Fada N'gourma	44	50	27	18	32	32	36	21	11	0
Gaoua	1	2	6	9	7	17	8	7	7	1
Kaya	7	2	15	30	12	9	9	28	18	5
Kongoussi	8	0	7	1	1	0	1	5	0	2
Koudougou	17	21	31	34	59	4	11	34	38	10
Koupéla							0	12	4	6
Léo	6	11	4	15	10	12	16	6	13	2
Manga	3	9	19	19	19	13	8	14	8	0
Nouna	2	0	26	0	20	10	0	0	0	2
Orodara	0	8	24	4	2	9	2	6	4	2
Ouagadougou	112	53	153	133	106	72	42	77	53	13
Ouahigouya	17	23	5	3	6	1	4	1	2	2
Tenkodogo	48	19	26	26	59	27	29	16	17	6
Tougan	4	3	6	5	12	1	6	1	5	1
Yako	1	2	10	2	0	6	8	1	2	6
Ziniaré	4	7	18	3	5	2	4	12	2	7

Tableau III.79 : détenus mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	238	206	204	217	222	244	263	251	299	248
Banfora	25	2	6	22	8	7	10	20	24	20
Bobo-Dioulasso	19	15	10	6	13	12	12	26	19	16
Bogandé	3	6	5	13	3	8	4	1	17	51
Boromo	4	8	4	13	9	12	5	1	1	0
Dédougou	17	10	9	8	19	15	18	0	1	1
Diapaga	5	0	10	13	6	0	0	5	20	18
Diébougou	0	0	4	4	6	8	3	3	0	4
Djibo	4	9	3	3	5	0	8	18	23	-
Dori	5	6	1	2	6	0	10	17	1	2
Fada N'gourma	16	19	40	17	7	9	13	6	20	10
Gaoua	0	11	7	8	7	9	9	11	3	15
Kaya	11	10	9	1	12	2	11	15	6	0
Kongoussi	4	2	4	8	4	7	8	3	0	2
Koudougou	0	11	10	13	16	11	8	6	12	9
Koupéla							0	0	1	0
Léo	8	7	2	4	4	8	11	12	18	1
Manga	6	11	11	5	9	15	38	4	15	9
Nouna	3	0	4	0	4	3	1	0	1	10
Orodara	0	0	2	7	2	28	12	12	2	2
Ouagadougou	66	40	45	41	26	30	39	41	53	48
Ouahigouya	11	6	5	10	14	8	6	1	9	4
Tenkodogo	18	10	3	10	37	45	30	39	36	15
Tougan	0	8	6	8	2	2	2	2	4	7
Yako	12	10	2	0	0	0	4	1	0	4
Ziniaré	1	5	2	1	3	5	1	7	13	0

Tableau III.80 : détenus mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	82	52	103	75	63	88	128	132	148	152
Banfora	13	0	1	2	4	3	1	20	24	16
Bobo-Dioulasso	6	4	6	3	4	5	2	11	8	6
Bogandé	2	1	1	12	3	0	3	1	17	48
Boromo	0	4	1	3	4	0	4	0	0	0
Dédougou	3	5	4	0	2	1	12	0	0	1
Diapaga	3	0	8	2	1	0	0	2	5	18
Diébougou	0	0	0	0	4	2	2	2	0	0
Djibo	1	3	1	2	3	0	3	5	10	-
Dori	0	2	0	0	0	0	6	15	1	1
Fada N'gourma	5	4	27	12	1	7	6	3	6	5
Gaoua	0	0	5	2	2	2	0	3	2	5
Kaya	7	9	5	1	7	1	7	8	5	0
Kongoussi	0	0	2	4	3	5	6	2	0	0
Koudougou	0	3	5	2	4	3	3	2	2	1
Koupéla							0	0	1	0
Léo	1	0	2	0	1	4	9	6	9	1
Manga	3	0	5	4	2	4	28	0	3	4
Nouna	2	0	1	0	1	1	0	0	0	7
Orodara	0	0	2	0	1	14	1	1	0	1
Ouagadougou	18	7	23	17	9	3	12	12	25	27
Ouahigouya	2	0	1	3	3	1	4	0	5	1
Tenkodogo	5	2	0	3	1	28	16	36	15	4
Tougan	0	3	1	2	1	2	1	2	1	5
Yako	11	3	1	0	0	0	2	0	0	1
Ziniaré	0	2	1	1	2	2	0	1	9	0

Tableau III.81 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure

		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans moins de 10 ans	10 ans et plus	Total
Affaires clôturées	2014	24	58	46	26	28	110	-	291
	2015	19	54	44	39	27	180	-	363
	2016	22	65	72	61	41	156	-	417
	2017	85	118	129	146	112	708	-	1 298
	2018	81	145	71	75	115	597	-	1 084
	2019	31	101	156	97	103	268	454	1 207
Affaires en cours	2014	1 093	968	768	661	558	4 875	-	8 924
	2015	931	1 008	807	647	553	4 939	-	8 885
	2016	858	899	950	716	624	5 125	-	9 172
	2017	924	742	691	739	593	4 354	-	8 043
	2018	765	962	645	614	644	4 438	-	8 068
	2019	803	650	745	533	547	1 758	1 725	6 761
Affaires contre X en cours	2014	158	115	87	98	83	558	-	1 097
	2015	107	131	87	81	81	600	-	1 087
	2016	138	95	115	79	90	604	-	1 121
	2017	83	130	101	108	96	612	-	1 130
	2018	85	90	119	93	102	595	-	1 084
	2019	118	87	83	102	90	316	157	953

Tableau III.82 : Nombre d'affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 6 mois			6 moi à moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Ensemble	35	22	3	85	81	28	118	145	101	129	71	156
Banfora	0	0	0	0	0	0	5	0	3	23	0	0
Bobo-Dioulasso	3	1	1	8	5	7	27	7	10	8	11	12
Bogandé	0	0	0	0	1	0	2	1	0	3	1	2
Boromo	7	1	0	13	4	3	10	8	4	6	2	2
Dédougou	0	0	0	5	0	0	8	3	1	12	7	1
Diapaga	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0	0	2
Diébougou	0	0	0	0	0	0	2	1	4	4	6	4
Djibo	0	0	-	0	0	-	2	2	-	0	0	-
Dori	4	3	0	8	10	0	1	11	5	3	0	5
Fada N'gourma	0	4	1	0	10	1	0	17	10	2	2	11
Gaoua	0	1	0	0	2	1	2	5	3	10	2	3
Kaya	0	0	0	0	0	3	3	0	2	2	1	3
Kongoussi	1	0	0	1	0	0	1	0	0	2	1	0
Koudougou	0	0	0	3	4	2	5	13	7	2	7	11
Koupéla	16	7	1	36	30	4	0	41	13	0	0	44
Léo	0	0	0	2	0	0	2	2	2	6	4	1
Manga	0	1	0	0	1	0	0	0	2	1	1	4
Nouna	0	0	0	2	0	0	1	2	1	5	1	1
Orodara	0	1	0	0	2	3	7	9	14	3	10	4
Ouagadougou	1	2	0	4	5	2	6	8	5	7	7	26
Ouahigouya	1	0	0	1	0	0	3	6	0	2	0	10
Tenkodogo	1	0	0	2	0	0	16	1	1	13	1	1
Tougan	1	0	0	0	3	1	2	6	1	0	1	0
Yako	0	1	0	0	3	0	1	1	2	7	2	2
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	12	0	11	8	4	7

Tableau III.83 : Nombre d'affaires dont l'instruction est clôturée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Ensemble	146	75	97	112	115	103	708	597	268	-	-	454
Banfora	12	3	9	6	7	15	37	126	27	-	-	21
Bobo-Dioulasso	5	4	13	2	4	3	9	18	4	-	-	10
Bogandé	1	1	0	1	0	2	8	11	7	-	-	1
Boromo	2	1	1	1	3	4	12	7	0	-	-	7
Dédougou	5	4	1	5	3	0	11	28	13	-	-	20
Diapaga	0	1	1	0	2	2	14	7	8	-	-	0
Diébougou	8	0	1	5	7	2	5	7	3	-	-	0
Djibo	0	0	-	0	0	-	0	0	-	-	-	-
Dori	2	0	1	6	0	1	31	1	6	-	-	19
Fada N'gourma	0	1	8	0	1	1	35	49	14	-	-	6
Gaoua	8	2	4	0	1	4	127	19	5	-	-	42
Kaya	2	5	2	9	10	5	29	15	12	-	-	59
Kongoussi	3	2	3	6	1	0	13	3	9	-	-	5
Koudougou	12	5	9	6	3	6	11	46	23	-	-	4
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	0
Léo	5	3	2	12	7	2	15	27	12	-	-	0
Manga	3	4	4	0	3	3	3	22	14	-	-	12
Nouna	2	1	1	4	2	0	4	4	3	-	-	3
Orodara	2	11	2	4	7	5	14	8	13	-	-	5
Ouagadougou	41	16	22	19	25	34	230	135	45	-	-	223
Ouahigouya	2	0	2	0	8	3	0	7	4	-	-	5
Tenkodogo	24	4	9	16	3	4	84	17	28	-	-	6
Tougan	0	2	0	2	0	4	0	1	1	-	-	6
Yako	1	0	0	2	1	0	1	3	0	-	-	0
Ziniaré	6	5	2	6	17	3	15	36	17	-	-	0

Tableau III.84 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure TGI

	Moins de 6 mois			6 moi à moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Ensemble	356	325	441	568	440	362	742	962	650	691	645	745
Banfora	3	8	12	6	7	12	18	11	13	30	20	12
Bobo-Dioulasso	30	38	39	31	37	44	61	70	66	32	56	46
Bogandé	7	4	11	13	7	4	24	19	14	43	23	18
Boromo	5	4	1	6	2	2	7	2	0	10	4	2
Dédougou	14	5	10	8	5	8	27	20	8	12	19	17
Diapaga	4	1	4	16	7	8	27	21	12	23	28	23
Diébougou	11	3	12	9	14	4	20	19	14	19	14	15
Djibo	11	11	-	30	30	-	43	43	-	22	22	-
Dori	25	10	12	21	14	31	11	31	20	16	13	25
Fada N'gourma	15	20	25	29	34	10	43	229	42	51	21	216
Gaoua	14	5	22	12	18	7	9	28	18	19	10	23
Kaya	10	3	17	8	13	9	8	18	14	21	7	15
Kongoussi	3	8	2	2	5	7	11	3	13	1	10	3
Koudougou	14	6	20	17	19	20	28	26	18	18	16	12
Koupéla	14	20	9	134	14	14	0	83	22	0	1	35
Léo	11	12	11	10	14	8	33	21	25	22	30	20
Manga	9	2	5	8	8	10	21	17	9	18	19	13
Nouna	0	2	5	2	1	2	6	1	2	4	4	0
Orodara	13	4	4	22	10	3	25	16	15	8	5	7
Ouagadougou	109	134	199	136	145	125	227	239	263	249	238	202
Ouahigouya	7	7	1	11	8	4	21	12	8	7	10	2
Tenkodogo	10	2	11	13	9	8	22	22	19	40	18	16
Tougan	6	3	1	5	10	2	19	8	11	6	12	8
Yako	2	2	4	8	4	9	10	2	6	5	7	2
Ziniaré	9	11	4	11	5	11	21	1	18	15	38	13

Tableau III.85 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI
(suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Ensemble	739	614	533	593	644	547	4 354	4 438	1 758	-	-	1 725
Banfora	18	27	13	21	15	14	242	94	51	-	-	18
Bobo-Dioulasso	27	31	36	12	14	21	52	49	30	-	-	14
Bogandé	86	43	42	25	88	113	79	113	81	-	-	7
Boromo	6	7	3	3	2	4	22	15	2	-	-	8
Dédougou	33	8	23	23	29	12	96	67	47	-	-	12
Diapaga	21	21	21	21	18	26	69	82	73	-	-	17
Diébougou	25	18	13	12	17	18	19	25	37	-	-	0
Djibo	20	20	-	12	12	-	49	49	-	-	-	-
Dori	13	13	12	12	13	13	187	190	65	-	-	95
Fada N'gourma	62	46	14	44	36	25	535	540	79	-	-	232
Gaoua	15	15	6	8	16	10	118	52	8	-	-	81
Kaya	26	16	5	16	15	11	236	134	41	-	-	168
Kongoussi	4	1	6	8	2	0	19	25	10	-	-	4
Koudougou	23	16	11	30	12	8	131	107	75	-	-	22
Koupéla	0	1	0	0	0	0	0	0	0	-	-	0
Léo	29	18	26	26	23	16	59	43	55	-	-	0
Manga	20	16	14	2	18	12	220	205	117	-	-	70
Nouna	5	2	3	16	3	1	18	31	30	-	-	7
Orodara	5	5	4	8	11	3	19	17	9	-	-	0
Ouagadougou	233	234	216	206	234	194	1 581	1 825	743	-	-	770
Ouahigouya	3	3	3	10	3	1	97	96	7	-	-	12
Tenkodogo	42	37	35	45	40	32	408	603	148	-	-	165
Tougan	9	4	12	9	10	1	28	31	23	-	-	12
Yako	3	2	8	0	5	4	17	17	6	-	-	10
Ziniaré	11	10	7	24	8	8	53	28	21	-	-	1

Tableau III.86 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 moi à moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Ensemble	28	41	48	55	44	70	130	90	87	101	119	83
Banfora	0	2	3	0	0	5	1	2	6	2	3	2
Bobo-Dioulasso	3	3	2	10	0	2	8	5	9	4	7	7
Bogandé	0	0	0	1	0	0	6	1	0	1	6	1
Boromo	0	0	0	2	0	0	2	0	0	1	1	0
Dédougou	2	1	1	1	0	0	6	3	1	5	6	2
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Diébougou	0	0	1	0	3	1	2	0	4	4	3	0
Djibo	2	2	-	6	6	-	12	12	-	3	3	-
Dori	5	1	2	1	8	18	5	6	9	2	6	6
Fada N'gourma	2	3	1	0	2	2	4	23	3	1	1	22
Gaoua	2	0	0	1	0	0	0	3	0	1	0	2
Kaya	1	0	5	0	0	0	0	1	0	3	0	1
Kongoussi	0	3	0	0	0	3	1	1	2	3	3	1
Koudougou	1	1	1	1	0	1	4	2	0	0	2	2
Koupéla	1	1	0	8	1	0	0	2	0	0	0	2
Léo	2	0	3	3	3	1	1	2	3	11	4	2
Manga	2	0	0	1	1	3	5	1	1	5	4	2
Nouna	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0
Orodara	0	1	2	1	5	0	0	2	4	1	1	3
Ouagadougou	5	19	24	13	12	30	52	23	38	49	54	26
Ouahigouya	0	0	1	2	3	0	6	1	0	2	5	0
Tenkodogo	0	0	1	1	0	0	3	0	0	1	2	0
Tougan	0	1	0	0	0	1	3	0	1	1	3	0
Yako	0	0	1	0	0	0	3	0	0	0	3	0
Ziniaré	0	3	0	1	0	3	6	0	6	0	0	2

Tableau III.87 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2014 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Ensemble	108	93	102	96	102	90	612	595	316	-	-	157
Banfora	2	5	4	0	5	7	20	21	16		-	2
Bobo-Dioulasso	3	0	4	2	1	2	10	5	4	-	-	3
Bogandé	2	3	5	1	5	4	23	26	17	-	-	9
Boromo	1	1	0	0	1	1	1	0	1	-	-	1
Dédougou	13	8	7	12	1	7	15	20	12	-	-	1
Diapaga	1	0	0	0	2	1	3	2	4	-	-	2
Diébougou	2	5	3	1	3	5	0	2	5	-	-	0
Djibo	2	2	-	3	3	-	1	1	-	-	-	-
Dori	0	2	4	0	0	2	14	13	3	-	-	6
Fada N'gourma	5	2	1	3	6	1	27	25	3	-	-	3
Gaoua	0	3	0	2	0	3	13	10	0	-	-	4
Kaya	1	3	1	0	1	3	47	36	3	-	-	2
Kongoussi	0	0	3	0	1	0	1	3	0	-	-	3
Koudougou	0	0	3	2	0	0	5	6	9	-	-	0
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	0
Léo	3	4	4	17	10	4	0	16	27	-	-	0
Manga	2	7	2	0	3	7	25	23	13	-	-	10
Nouna	1	1	2	1	0	0	7	10	12	-	-	1
Orodara	0	1	1	1	0	2	2	5	1	-	-	0
Ouagadougou	60	43	47	35	53	38	312	264	155	-	-	76
Ouahigouya	1	1	1	2	1	0	8	10	1	-	-	0
Tenkodogo	4	1	3	5	5	2	55	84	18	-	-	30
Tougan	1	1	3	1	1	0	4	4	4	-	-	1
Yako	1	0	3	0	0	0	4	4	1	-	-	3
Ziniaré	3	0	1	8	0	1	15	5	7	-	-	0

III.3.2.5 Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Concepts

Actes notariés du greffe : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale du registre du commerce et du crédit mobilier en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés : Il s'agit de garanties destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques : *Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.*

Note :

Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.

Tableau III.88 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Bulletins de casier judiciaire n°3	99 017	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654	237 551	268 026	274 171	332 077
Certificats de nationalité des personnes	85 424	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492	126 587	146 952	178 231	143 318
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	6 118	1 432	1 651	2 104	3 204	2 368	4 629	4 809	4 030	4 126
Immatriculation des personnes physiques	3942	1 157	1393	1823	2782	1965	3739	4190	3 373	3 116
Immatriculation des personnes morales	1078	96	53	70	97	112	581	219	240	339
Modifications	950	151	164	159	283	259	290	355	387	373
Radiations	135	26	31	46	36	29	19	45	30	41
Sûretés mobilières	13	2	10	6	6	3	0	0	0	0
Certificats de non faillite	9 694	1 007	1 064	1 031	1 197	863	1 187	1 129	1 865	2 019
Cessions volontaires de salaires	4 515	4 668	3 141	4 202	3 873	22 993	31 917	10 158	10 047	9 095
Actes notariés du greffe	288	769	845	630	685	577	858	692	639	321
Autres actes de greffe	2 181	1 890	1 895	2 262	2 190	2 133	2 303	809	1 187	1 065

Tableau III.89 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	99017	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654	237 551	268 026	274 171	332 077
Banfora	2 421	2 918	4 611	5 608	5 552	5 457	6 369	7 464	11 299	12 560
Bobo-Dioulasso	14 835	24 023	24 763	22 191	24 354	16 371	29 935	32 359	32 161	36 629
Bogandé	779	973	1502	1631	1359	2 257	2 500	3 286	5 360	7 282
Boromo	2 110	2 519	3 460	3 839	3 919	4 145	2 543	6 698	10 097	12 711
Dédougou	2 634	2 913	4 660	5 301	5 320	5 472	7 504	7 830	8 632	13 562
Diapaga	1 061	1 116	1 644	1 776	1 765	1 818	2 353	2 865	5 811	10 547
Diébougou	1 005	2 107	2 287	2 901	2 963	2 922	3 709	4 156	4 727	4 703
Djibo	903	1 235	1 420	1 676	1 917	1 548	2 239	672	672	2 891
Dori	1 330	1 034	1 765	2 182	2 693	2 418	3 800	3 328	3 660	5 712
Fada N'gourma	2 252	2 480	2 557	2 638	3 422	4 731	5 333	6 572	6 777	8 824
Gaoua	2 168	1 662	2 084	2 541	2 654	2 627	3 904	4 282	3 781	3 786
Kaya	3 640	3 913	5 066	6 034	6 023	5 586	8 153	9 096	2 591	14 553
Kongoussi	618	698	1 312	2 252	2 126	2 341	3 247	3 796	3 987	5 828
Koudougou	7 995	7 825	15 689	13 958	14 490	16 091	19 017	20 809	21 221	25 784
Koupéla	-	-	-	-	-	-	338	5 689	6 076	6 942
Léo	681	893	1 444	2 132	2 425	2 615	3 756	4 181	4 675	6 302
Manga	2 365	2 769	3 769	4 284	5 008	4 533	4 523	4 129	7 400	9 138
Nouna	710	986	1 759	1 902	1 945	2 046	3 120	3 152	3 547	4 552
Orodara	952	509	697	1018	2505	2 605	3 587	3 854	3 140	5 597
Ouagadougou	29 442	33 444	42 170	50 040	52 925	53 671	70 300	71 292	73 844	67 077
Ouahigouya	6 113	6 269	8 782	9 458	9 315	10 353	13 897	18 129	14 785	18 319
Tenkodogo	7 351	9 486	14 448	14 268	17 312	15 721	18 462	12 800	14 040	19 936
Tougan	3 125	3 597	3 281	3 207	4 597	3 452	6 214	7 791	9 432	10 639
Yako	2 420	2 801	3 854	4 643	4 689	4 189	6 924	6 816	6 666	8 381
Ziniaré	2 107	2 494	3 326	3 836	5 602	5 685	5 824	16 980	9 790	9 822

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA (timbre fiscal) au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : son extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents nés au Burkina ou son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux parents.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des parents.
- Pour l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : son extrait d'acte de naissance et l'acte de mariage et le certificat de nationalité burkinabé du conjoint ou de la conjointe.
- Pour l'apatride son extrait d'acte de naissance et un certificat de résidence sur le territoire burkinabè.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu d'apporter un timbre fiscal de 200 FCFA, au paiement de la somme de cinq cent (500) francs CFA pour l'original et de cent (100) francs CFA pour chaque copie.

Tableau III.90 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	85 424	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492	126 587	146 952	178 231	143 318
Banfora	2 699	2 086	2 585	2 418	3 193	4 739	4 197	6 950	8 345	5 620
Bobo-Dioulasso	13 269	10 178	12 322	10 102	10 050	11 095	17 205	16 023	19 296	17 918
Bogandé	389	338	548	657	647	1 010	1 110	1 698	2 114	1 112
Boromo	1 837	1 423	1 574	1 578	2 043	4 606	2 458	3 153	4 911	3 291
Dédougou	1 902	1 442	1 816	1 805	1 424	2 402	3 097	3 394	5 327	2 758
Diapaga	455	403	578	649	850	812	732	975	2 030	1 148
Diébougou	696	783	977	1 095	1 208	1 336	1 456	1 831	2 778	1 774
Djibo	663	710	838	937	922	815	962	963	963	818
Dori	898	809	1 292	1 448	1 279	1 339	1 626	2 433	1 682	3 821
Fada N'gourma	2 283	1 648	1 434	1 405	3 133	3 341	3 826	4 425	4 202	3 254
Gaoua	1 441	712	1 003	1 073	1 125	1 550	1 609	2 008	2 728	1 784
Kaya	3 861	2 723	2 998	2 927	3 130	3 215	4 556	6 423	7 628	6 520
Kongoussi	985	617	1 167	1 222	1 420	1 391	1 540	1 701	2 256	1 809
Koudougou	7 635	5 016	5 422	6 006	7 078	6 982	7 798	11 498	11 022	8 308
Koupéla	-	-	-	-	-	-	195	4 149	4 934	3 235
Léo	1 002	635	985	943	1 223	1 469	1 530	2 606	3 014	1 796
Manga	2 248	2 238	2 110	2 330	3 573	5 985	6 620	5 686	6 875	4 996
Nouna	432	528	937	986	1 528	1 576	1 574	1 771	2 306	1 984
Orodara	435	130	136	55	854	1 382	1 269	1 809	3 250	1 642
Ouagadougou	25 436	28 411	31 019	32 724	35 657	31 916	40 757	42 871	48 218	43 779
Ouahigouya	nd	3 309	4 358	4 162	4 680	6 132	5 473	6 717	10 434	6 680
Tenkodogo	7 234	6 786	10 280	8 352	10 874	9 302	8 818	8 188	10 703	10 567
Tougan	1 914	1 365	1 572	1 593	2 025	1 825	2 504	2 846	3 510	2 660
Yako	2 610	1 687	771	1 700	2 172	1 933	2 485	2 547	3 318	2 157
Ziniaré	5 100	5 693	5 940	3 975	6 600	3 339	3 190	4 287	6 387	3 887

Tableau III.91 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	5 020	1 253	1 446	1893	2 879	2 077	4 320	4 409	3 613	3 455
Banfora	61	73	67	115	159	167	244	273	200	281
Bobo-Dioulasso	469	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	18	27	17	22	44	54	123	80	77	41
Boromo	29	30	31	57	66	102	119	216	120	117
Dédougou	44	49	73	98	139	122	185	218	181	202
Diapaga	10	12	15	38	24	0	35	61	51	28
Diébougou	1	14	36	61	74	44	119	127	67	158
Djibo	21	23	32	54	54	35	91	118	118	-
Dori	56	72	64	91	141	115	172	254	260	158
Fada N'gourma	48	73	80	103	180	127	99	291	255	247
Gaoua	41	89	74	8	105	111	169	265	172	145
Kaya	96	94	101	126	164	109	265	245	171	182
Kongoussi	22	32	57	87	75	58	152	97	79	58
Koudougou	82	104	145	191	309	221	877	431	365	338
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	208	157	147
Léo	24	14	29	43	106	44	118	101	128	84
Manga	57	23	59	74	241	91	193	196	170	116
Nouna	20	20	22	37	30	14	34	38	37	33
Orodara	18	31	17	45	20	37	86	57	35	47
Ouagadougou	3 532	-	-	-	-	-	-	-	-	25
Ouahigouya	116	181	175	220	288	220	467	507	430	460
Tenkodogo	123	148	185	205	301	234	496	302	276	333
Tougan	25	32	33	51	52	48	88	89	94	63
Yako	27	28	38	69	128	26	31	54	28	25
Ziniaré	80	84	96	98	179	98	157	181	142	167

L'absence de RCCM à Bobo et Ouagadougou depuis 2011 s'explique par la création des tribunaux de commerce dans lesquelles, le RCCM est désormais traité.

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de sept mille cinq cent (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires du procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription et de versement ou une déclaration de conformité ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de douze mille cinq cent (12 500) FCFA.

Tableau III.92 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	3 942	1 157	1 393	1 823	2 782	1 965	3 739	4 190	3 373	3 116
Banfora	57	64	65	108	149	149	233	268	193	255
Bobo-Dioulasso	398	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	18	27	15	21	44	54	121	77	76	41
Boromo	28	30	31	52	64	96	114	211	114	109
Dédougou	40	43	73	96	138	122	172	203	175	188
Diapaga	8	11	14	36	23	0	0	61	47	25
Diébougou	0	14	36	57	70	41	115	124	65	85
Djibo	21	23	31	53	50	35	91	117	117	-
Dori	52	64	58	88	134	113	165	241	224	130
Fada N'gourma	45	71	75	102	168	113	89	255	220	206
Gaoua	40	81	73	4	99	106	166	259	160	139
Kaya	86	88	94	122	160	96	260	233	154	164
Kongoussi	21	32	56	86	74	56	146	96	71	53
Koudougou	73	88	139	191	298	212	446	394	342	313
Koupéla							0	194	145	141
Léo	22	13	29	40	105	41	116	96	123	80
Manga	56	23	59	71	239	87	189	186	154	101
Nouna	18	18	21	37	29	14	33	37	37	32
Orodara	18	31	16	42	20	36	83	55	33	46
Ouagadougou	2 609	-	-	-	-	-	-	-	-	17
Ouahigouya	106	178	170	214	276	208	453	482	407	453
Tenkodogo	119	124	179	194	288	219	485	295	262	303
Tougan	22	26	32	51	51	47	88	86	93	62
Yako	21	28	37	68	128	24	29	52	28	24
Ziniaré	64	80	90	90	175	96	145	168	133	149

Tableau III.93 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 078	96	53	70	97	112	581	219	240	339
Banfora	4	9	2	7	10	18	11	5	7	26
Bobo-Dioulasso	71	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	0	0	2	1	0	0	2	3	1	0
Boromo	1	0	0	5	2	6	5	5	6	8
Dédougou	4	6	0	2	1	0	13	15	6	14
Diapaga	2	1	1	2	1	0	35	0	4	3
Diébougou	1	0	0	4	4	3	4	3	2	73
Djibo	0	0	1	1	4	0	0	1	1	-
Dori	4	8	6	3	7	2	7	13	36	28
Fada N'gourma	3	2	5	1	12	14	10	36	35	41
Gaoua	1	8	1	4	6	5	3	6	12	6
Kaya	10	6	7	4	4	13	5	12	17	18
Kongoussi	1	0	1	1	1	2	6	1	8	5
Koudougou	9	16	6	0	11	9	431	37	23	25
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	14	12	6
Léo	2	1	0	3	1	3	2	5	5	4
Manga	1	0	0	3	2	4	4	10	16	15
Nouna	2	2	1	0	1	0	1	1	0	1
Orodara	0	0	1	3	0	1	3	2	2	1
Ouagadougou	923	-	-	-	-	-	-	-	-	8
Ouahigouya	10	3	5	6	12	12	14	25	23	7
Tenkodogo	4	24	6	11	13	15	11	7	14	30
Tougan	3	6	1	0	1	1	0	3	1	1
Yako	6	0	1	1	0	2	2	2	0	1
Ziniaré	16	4	6	8	4	2	12	13	9	18

III.1 Tribunaux de commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant au principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances ci-dessus citées

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plume des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, plume des référés des tribunaux de commerce.

Tableau III.94 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Affaires nouvelles	336	356	426	451	468	499	551	580
Bobo-Dioulasso	65	96	111	105	98	85	108	128
Ouagadougou	271	260	315	346	370	414	443	452
Décisions rendues	282	311	297	372	444	409	453	500
Bobo-Dioulasso	46	58	77	99	102	64	103	128
Ouagadougou	236	253	220	273	342	345	350	372
Décisions rédigées	277	302	283	372	442	423	454	500
Bobo-Dioulasso	41	49	70	99	99	66	103	128
Ouagadougou	236	253	213	273	343	357	351	372
Décisions rendues sur opposition	10	15	30	33	13	1	0	0
Bobo-Dioulasso	10	15	30	33	13	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	1	0	0

Tableau III.95 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Contradictoire	259	266	263	349	410	371	381	428
Réputé contradictoire	11	30	21	10	21	15	43	40
Défaut	12	15	13	13	13	23	26	32
Total	282	311	297	372	444	409	450	500

Tableau III.96 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Décisions au fonds	220	261	236	311	365	352	385	425
Acceptation	165	197	175	238	282	262	327	412
Rejet	55	64	61	73	83	90	58	13
Autres décisions	39	39	50	63	42	42	51	53
Incompétence		9	11	15	21	12	11	13
Irrecevabilité		18	14	23	30	15	18	23
Désistement		12	14	12	12	15	22	17
Radiations	4	4	7	0	2	2	5	4
Avant dire droit	14	11	22	11	16	16	17	22
Total	220	318	290	390	439	412	458	504

Tableau III.97 : Référé des tribunaux de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Affaires nouvelles	254	277	343	397	488	493	657	643
Bobo-Dioulasso	70	104	95	103	121	76	104	111
Ouagadougou	184	173	248	294	367	417	553	532
Décisions rendues	230	256	313	341	472	459	563	664
Bobo-Dioulasso	68	93	70	89	112	70	99	96
Ouagadougou	162	163	243	252	360	389	464	568
Décisions rédigées	226	244	313	249	477	459	617	643
Bobo-Dioulasso	64	81	70	86	112	70	102	96
Ouagadougou	162	163	243	163	365	389	515	547
Décisions rendues sur opposition	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de commerce.

Tableau III.98 : Ensemble des décisions de référés rendues par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Contradictoire	217	241	298	337	440	432	554	612
Réputé contradictoire	12	5	12	4	28	26	10	50
Défaut	1	10	3	0	4	1	50	2
Total	230	256	313	341	472	459	604	664

Tableau III.99 : Répartition des décisions de référés rendues des référés par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Acceptation	137	162	162	178	280	263	387	468
Rejet	46	52	60	72	94	67	71	46
Incompétence		22	30	26	33	62	51	31
Irrecevabilité		6	14	29	26	17	17	31
Désistement		6	31	25	36	34	15	68
Radiations	8	11	12	2	9	1	4	0
Avant dire droit	5	8	16	11	8	16	22	18

Tableau III.100 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 062	1 080	1 257	1 496	1 172	1 290	1 666	1 354
Bobo-Dioulasso	252	340	388	536	562	143	442	163
Ouagadougou	810	740	869	960	776	1147	1224	1191

Tableau III.101 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Injonction de payer	418	353	399	372	306	242	309	319
Bobo-Dioulasso	118	98	134	134	70	58	90	78
Ouagadougou	300	255	265	238	236	184	219	241
Autres ordonnances	644	727	858	1 124	1 102	1 048	1357	1 035
Bobo-Dioulasso	134	242	254	402	326	85	352	85
Ouagadougou	510	485	604	722	776	963	1 005	950

Tableau III.102 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	819	837	978	1 151	1 035	905	1 369	1 200
Bobo-Dioulasso	255	302	335	391	310	100	316	146
Ouagadougou	564	535	643	760	725	805	1053	1054

Tableau III.103 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Injonction de payer	251	251	281	268	230	157	249	241
Bobo-Dioulasso	75	81	116	108	54	48	72	65
Ouagadougou	176	170	165	160	176	109	177	176
Autres ordonnances	568	586	697	883	805	748	1 120	959
Bobo-Dioulasso	180	221	219	283	256	52	244	81
Ouagadougou	388	365	478	600	549	696	876	878

Tableau III.104 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

	<i>Immatriculations des personnes physiques</i>	<i>Immatriculations des personnes morales</i>	<i>Modifications du RCCM</i>	<i>Radiations du RCCM</i>	<i>Sûretés mobilières</i>	<i>Certificats de non faillite et autres</i>
2012	3 829	1 277	896	130	158	16 990
2013	4 577	1 372	1 260	151	63	18 469
2014	5 349	1 506	1 385	149	203	20 349
2015	4 471	1 666	1 286	155	288	12 486
2016	6 735	2 486	1 552	204	288	12 795
2017	6 740	2 929	1 733	218	350	11 970
2018	6 508	3 408	1 600	337	326	25 246
2019	6 498	3 802	1 781	257	877	25 927

Tableau III.105 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes par tribunal de commerce

		<i>Immatriculations des personnes physiques</i>	<i>Immatriculations des personnes morales</i>	<i>Modifications du RCCM</i>	<i>Radiations du RCCM</i>	<i>Sûretés mobilières</i>	<i>Certificats de non faillite et autres</i>
Bobo-Dioulasso	2012	505	92	176	4	8	1 240
	2013	622	93	199	18	11	1 236
	2014	941	148	172	12	0	1 299
	2015	893	93	258	9	0	938
	2016	1 566	170	272	27	0	1 247
	2017	1 376	202	239	27	0	1 844
	2018	1 325	201	248	24	0	1 295
	2019	1 229	223	208	24	0	1 603
Ouagadougou	2012	3 324	1 185	720	126	150	15 750
	2013	3 955	1 279	1 061	133	52	17 233
	2014	4 408	1 358	1 213	137	203	19 050
	2015	3 578	1 573	1 028	146	288	11 548
	2016	5 169	2 316	1 280	177	288	11 548
	2017	5 364	2 727	1 494	191	350	10 126
	2018	5 183	3 207	1 352	313	326	23 951
	2019	5 269	3 579	1 573	233	877	24 324

Tableau III.106 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2012	59	79	79	43	8	0	268
2013	84	77	102	37	8	2	310
2014	95	80	92	22	3	5	297
2015	110	100	125	20	8	7	370
2016	135	119	134	47	8	1	444
2017	167	96	99	29	10	8	409
2018	166	106	135	18	11	14	450
2019	174	96	174	40	8	8	500

Tableau III.107 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Bobo-Dioulasso	2012	24	8	8	3	0	0	43
	2013	30	12	9	4	2	0	57
	2014	46	15	10	4	1	1	77
	2015	45	22	19	7	3	1	97
	2016	62	27	10	2	0	0	101
	2017	38	14	11	0	1	0	64
	2018	49	17	26	6	1	0	99
	2019	75	25	24	2	1	1	128
Ouagadougou	2012	35	71	71	40	8	0	225
	2013	54	65	93	33	6	2	253
	2014	49	65	82	18	2	4	220
	2015	65	78	106	13	5	6	273
	2016	73	92	124	45	8	1	343
	2017	129	82	88	29	9	8	345
	2018	117	89	109	12	10	14	351
	2019	99	71	150	38	7	7	372

Tableau III.108 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 15 jours	De 15 jours à moins d'1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	4 mois et plus	Total
2012	22	19	15	3	0	3	62
2013	154	79	41	7	6	15	302
2014	138	47	63	13	16	6	283
2015	130	79	118	25	11	7	370
2016	193	137	65	37	7	3	442
2017	145	103	103	43	13	4	411
2018	209	79	80	57	21	8	454
2019	265	74	84	30	23	24	500

Tableau III.109 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) par TC

		Moins de 15 jours	De 15 jours à moins d'1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	4 mois et plus	Total
Bobo-Dioulasso	2012	9	6	8	3	0	3	29
	2013	16	9	3	2	4	15	49
	2014	38	5	10	3	8	6	70
	2015	47	22	15	7	2	4	97
	2016	84	13	2	0	0	0	99
	2017	45	12	5	1	3	0	66
	2018	103	0	0	0	0	0	103
	2019	119	8	1	0	0	0	128
Ouagadougou	2012	13	13	7	0	0	0	33
	2013	138	70	38	5	2	0	253
	2014	100	42	53	10	8	0	213
	2015	83	57	103	18	9	3	273
	2016	109	124	63	37	7	3	343
	2017	100	91	98	42	10	4	345
	2018	106	79	80	57	21	8	351
	2019	146	66	83	30	23	24	372

III.2 Tribunaux d'instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

Acceptation totale : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

Avant-dire-droit : Décision prise par le tribunal, pour ordonner soit une mesure provisoire soit une instruction complémentaire (voir cour d'appel).

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, **qui est** sanctionnée **par** une **amende** ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Décision sur le fond : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du tribunal sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond.

Jugement sur le fond : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à l'initiative du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rejet : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête écrite ou verbale.

Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

Sources statistiques :

Rôles, registre des plaintes, plumeurs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.

Tableau III.110 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance (hors contraventions)

Affaires nouvelles selon leur origine	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Saisines directes	466	577	559	511	486	303	404	399	540	747
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	0	0	0	0	0	0	1	4	1	2
Ensemble	466*	577*	559*	511*	486*	303	405	403	541	749

Affaires nouvelles selon leur nature

Injonction de payer	280	395	350	245	231	203	213	99	127	177
Affaires civiles	186	172	209	266	245	92	192	242	341	486
Affaires commerciales	0	10	0	0	10	0	0	23	22	11
Autres ordonnances								16	4	13
Référés								23	47	62
Contraventions	55	96	113	170	144	66	34	51	55	42
Ensemble	521	673	672	681	630	361	439	454	596	791

Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer et sans les décisions pénales)

Ensemble	160	158	189	259	311	343	144	348	385	478
Avant dire droit	4	1	0	0	0	2	4	1	4	5
Décisions sur le fond	121	135	116	178	207	197	90	203	258	219
<i>Acceptation totale</i>	66	79	40	77	84	100	52	145	137	105
<i>Acceptation partielle</i>	38	40	62	77	94	66	20	45	88	79
<i>Rejet</i>	17	16	14	24	29	30	18	13	33	35
Autres décisions	23	8	20	29	27	30	18	19	27	33
<i>Irrecevabilité</i>	12	3	6	8	8	4	1	2	10	9
<i>Désistement</i>	5	2	9	7	12	12	5	3	9	13
<i>Incompétence</i>	6	3	5	14	7	14	12	14	8	11
Radiations	9	12	28	32	36	42	6	71	56	200
Conciliations	3	2	25	20	41	72	26	54	40	21

Jugements rédigés (hors injonctions de payer et sans les décisions pénales)

Ensemble	112	122	113	163	182	319	129	233	290	261
-----------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------

Organisation et compétence des tribunaux d'instance

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau III.111 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	186	182	209	266	255	124	192	265	363	497
Bobo-Dioulasso	66	73	53	61	70	43	32	72	81	94
Ouagadougou	120	109	156	205	185	81	160	193	282	403

Tableau III.112 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	280	395	350	245	231	203	213	259	127	177
Bobo-Dioulasso	126	202	214	64	40	24	37	88	72	56
Ouagadougou	154	193	136	181	191	179	176	171	55	121

Tableau III.113 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	121	135	116	178	207	197	90	203	258	219
Bobo-Dioulasso	35	53	41	35	51	87	6	72	81	78
Ouagadougou	86	82	75	143	156	110	84	131	177	141

Sans les décisions pénales

Tableau III.114 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	112	122	113	163	182	319	129	233	290	261
Bobo-Dioulasso	46	56	44	43	60	128	7	76	93	90
Ouagadougou	66	66	69	120	122	191	122	157	197	171

Sans les décisions pénales

Tableau III.115 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2013	184	43		10	1	0	238
	2014	173	42		7	0	0	221
	2015	71	25		13	2	0	111
	2016	133	44		21	3	0	201
	2017	198	37		9	4	0	248
	2018	169	25		6	0	0	200
Civiles	2013	177	41		10	0	0	228
	2014	153	38		7	0	0	197
	2015	67	22		13	2	0	104
	2016	122	34		15	3	0	174
	2017	180	33		9	4	0	226
	2018	158	25		6	0	0	189
Commerciales	2013	7	2		0	1	0	10
	2014	20	4		0	0	0	24
	2015	4	3		0	0	0	7
	2016	11	10		6	0	0	27
	2017	18	4		0	0	0	22
	2018	11	0		0	0	0	11

Tableau III.116 : Activités des tribunaux de simple police

	Bobo-Dioulasso					Ouagadougou				
	2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires nouvelles	62	14	21	18	11	58	20	30	37	31
Décisions rendues	77	4	37	12	11	29	18	53	39	47
Décisions rédigées	122	4	16	12	11	34	16	23	39	46

III.3 Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal pour enfants (TPE) ou au cabinet du juge des enfants (JE).

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le juge des enfants devant le tribunal pour enfants pour qu'elle soit rejugée.

Autres : Décision autre que : placement, remise aux parents et emprisonnement.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Confirmation : Décision par laquelle le Tribunal pour enfants consolide et maintient la décision du juge des enfants.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps. voire de peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants ou le Tribunal pour enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant à l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Infirmerie : Annulation totale par le Tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Réformation : Infirmerie partielle par le tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Remise aux parents : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l' (le) (ré) intégrer dans sa famille.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le tribunal pour enfants sans passer par la juridiction de 1er degré qu'est le juge des enfants.

Sources statistiques

Rôles, plumeaux des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

Tableau III.117 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires nouvelles	98	89	72	73	103	202	257	298	324	241
<i>Contraventions</i>	0	0	1	0	0	2	1	2	0	1
<i>Délits</i>	98	89	66	67	98	190	231	263	301	227
<i>Crimes</i>	0	0	5	6	5	10	25	33	23	13
Décisions rendues	99	73	59	47	97	191	263	286	308	211
<i>Placements</i>	25	15	15	19	18	34	48	52	61	46
<i>Remises à parents</i>	13	17	6	6	8	19	34	36	33	47
<i>Emprisonnements</i>	47	41	38	22	26	81	107	95	78	42
<i>Sursis</i>	-	-	-	-	26	26	13	9	16	7
<i>TIG</i>	-	-	-	-	5	12	25	33	45	16
<i>Incompétence</i>	-	-	-	-	5	9	3	0	0	0
<i>Relaxe</i>	-	-	-	-	6	10	21	60	75	51
<i>Remise à personne digne de confiance</i>	-	-	-	-	1	0	1	1	0	2
<i>Amende</i>	-	-	-	-	2	0	11	0	0	0
<i>Autres</i>	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de mineurs impliqués	112	97	79	87	110	272	291	327	382	285
Affaires nouvelles en instruction	-	-	-	-	5	*12	13	33	23	13
Affaires dont l'instruction est clôturée	-	-	-	-	3	*2	5	5	9	14
Affaires en cours d'instruction au 31/12	15	21	20	29	27	*37	42	74	58	49

Tableau III.118 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires nouvelles	7	11	11	56	24	*16	28	10	39	105
Mineurs concernés	227	32	19	109	24	27	50	13	106	233
Décisions rendues	230	32	19	96	23	*13	31	13	37	184
<i>Placements</i>	230	30	18	93	22	8	31	9	12	103
<i>Remises à parents</i>	0	0	0	1	0	0	0	4	21	78
<i>Autres</i>	0	2	1	2	1	0	0	0	4	3

*Données définitives après l'atelier de validation

Tableau III.119 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	98	89	72	73	100	202	245	298	324	241
Banfora	-	-	-	-	-	8	14	23	14	23
Bobo-Dioulasso	26	21	33	23	31	32	33	59	51	41
Kaya	-	-	-	-	-	20	27	11	5	8
Koudougou	-	-	-	-	-	21	25	37	28	30
Ouagadougou	72	68	39	50	69	104	131	116	177	104
Ouahigouya	-	-	-	-	-	17	15	23	31	22
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	29	18	13

Tableau III.120 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	99	73	59	47	97	191	252	286	308	211
Banfora	-	-	-	-	-	8	11	18	22	21
Bobo-Dioulasso	28	22	27	17	35	38	42	37	42	40
Kaya	-	-	-	-	-	19	27	15	5	5
Koudougou	-	-	-	-	-	24	17	38	38	32
Ouagadougou	71	51	32	30	62	87	139	139	152	78
Ouahigouya	-	-	-	-	-	15	16	24	30	21
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	15	19	14

Tableau III.121 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	7	11	11	56	24	16	28	10	39	105
Banfora	-	-	-	-	-	0	0	1	1	1
Bobo-Dioulasso	0	5	4	3	6	6	1	0	2	19
Kaya	-	-	-	-	-	1	3	0	22	51
Koudougou	-	-	-	-	-	0	0	0	0	2
Ouagadougou	7	6	7	53	18	7	24	9	14	19
Ouahigouya	-	-	-	-	-	2	0	0	0	13
Tenkodogo								0	0	0

Tableau III.122 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	230	32	18	96	23	13	31	13	37	184
Banfora	-	-	-	-	-	0	0	1	1	3
Bobo-Dioulasso	3	6	3	3	5	5	4	0	2	82
Kaya	-	-	-	-	-	1	3	0	22	20
Koudougou	-	-	-	-	-	0	0	0	0	2
Ouagadougou	227	26	15	93	18	7	24	12	12	64
Ouahigouya	-	-	-	-	-	0	0	0	0	13
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0

Organisation et compétence des juridictions pour mineurs

Il existe deux types de juridictions pour mineurs:

Le tribunal pour enfants : Il est créé conformément à l'article 67 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004, au siège de chaque cour d'appel. Ils sont donc au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou).

Les tribunaux pour enfants sont composés d'un président, de deux juges, de deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers.

Les tribunaux pour enfants ont compétence pour :

- juger des crimes imputés aux mineurs de moins de dix-huit (18) ans ;
- connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants.

Les tribunaux pour enfants, en matière criminelle, statuent en premier et dernier ressort.

Le juge des enfants : Il est créé par l'article 63 de la loi n°028-2004/ AN du 8 septembre 2004 qui stipule qu' « il est institué au siège de chaque tribunal de grande instance un ou plusieurs juges des enfants ». Ils sont au nombre de sept (07) actuellement à être opérationnels.

La juridiction du juge des enfants est composée d'un président, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers. Elle est compétente pour :

- connaître des contraventions et délits commis par les mineurs de moins de 18 ans ;
- ordonner toute mesure utile lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger.

Le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle. Il statue en chambre de conseil, à charge d'appel devant le tribunal pour enfants.

Tableau III.123 : Activités des tribunaux pour enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires nouvelles	1	15	9	5	8	1	1	17	18	13
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	1	0	2	1	2	0	1	4	8	5
Crimes	0	15	7	4	6	1	0	13	10	8
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Décisions des juges des enfants frappées d'appel (affaires nouvelles de délits)	5	0	4	1	1	3	0	4	8	5
Placements	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0
Remise à parents	3	0	1	0	0	0	0	0	3	2
Emprisonnements	1	0	2	1	0	1	0	0	2	2
Remise à personne digne de confiance								0	0	0
TIG								0	1	0
Relaxe								0	1	0
Sursis								3	1	1
Autres	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Décisions des tribunaux pour enfants	5	0	12	1	14	2	0	4	5	3
Confirmation	2	0	0	1	0	0	0	1	2	2
Réformation	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Infirmation	0	0	0	0	0	1	0	2	2	1
Autres	1	0	12	0	14	1	0	1	0	0

Tableau III.124 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	1	15	9	5	8	1	1	17	18	13
Bobo-Dioulasso	1	3	4	1	3	0	0	15	15	9
Ouagadougou	0	12	5	4	5	1	1	2	3	4

Tableau III.125 : Décisions rendues par tribunal pour enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	5	0	12	1	14	2	4	4	5	3
Bobo-Dioulasso	5	0	0	1	3	2	2	2	2	2
Ouagadougou	0	0	12	0	11	0	2	2	3	1

III.4 Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non-paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non-paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejurer une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau III.126 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

Affaires nouvelles selon leur nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	739	756	1 104	996	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325
Rupture de contrat de travail	364	390	545	547	510	632	747	352	647	887
Non-paiement de salaire	143	163	234	234	241	224	182	162	370	241
Reconstitution de carrière	10	16	65	28	26	31	53	25	88	31
Référés	70	79	104	111	118	142	138	124	115	92
Sécurité sociale	5	11	33	18	24	50	32	23	47	40
Autres	147	97	123	58	58	146	89	100	193	34

Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	681	618	742	975	817	874	1 080	1 189	1 097	1 063
Décisions sur le fond	519	425	492	729	667	577	715	704	712	671
<i>Acceptation</i>	101	117	138	224	204	183	608	587	595	577
<i>Rejet</i>	103	70	91	79	76	60	107	117	117	94
Autres décisions	71	59	115	146	137	127	152	320	182	173
<i>Incompétence</i>	25	25	36	38	32	23	56	31	28	25
<i>Désistement</i>	10	4	9	24	48	45	50	49	77	64
<i>Irrecevabilité</i>	7	0	30	38	41	27	28	52	37	27
<i>Avant dire droit</i>	29	30	40	46	16	32	18	23	40	57
<i>Radiation</i>	91	134	135	100	13	170	213	165	203	219

Décisions rendues par type (y compris référés)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	590	484	607	875	804	704	866	859	894	787
Contradictoire	469	363	506	706	633	518	682	659	771	637
Réputé contradictoire	36	43	45	51	51	59	57	63	30	37
Par défaut	85	78	56	118	120	127	127	137	93	113

NB : Hors radiations

Recours	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Opposition	22	25	12	14	7	29	37	17	33	40
Appel	296	241	274	338	260	281	341	519	366	418
Ensemble	318	266	286	352	267	310	378	536	399	458

Décisions rédigées*	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	527	472	554	852	796	629	805	905	878	842

*Hors radiations

Décisions rendues selon la durée de la procédure*	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2012	21	63	158	190	43	25	500
2013	58	105	164	162	24	20	533
2014	85	116	212	184	49	45	691
2015	41	119	226	127	39	9	559
2016	34	144	269	228	42	9	726
2017	17	84	284	254	58	18	715
2018	74	81	205	256	67	47	730
2019	56	105	265	189	52	29	696

*hors référés

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°28-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (.promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009) et la LOI N°015-2019/AN PORTANT ORGANISATION JUDICIAIRE AU BURKINA FASO.

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, d'assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation et/ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau III.127 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	739	756	1 104	996	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325
Bobo-Dioulasso	130	127	220	224	184	277	247	198	363	490
Koudougou	53	49	156	71	68	83	43	61	149	122
Ouagadougou	556	580	728	701	725	865	951	527	948	713

Tableau III.128 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	424	390	545	547	510	632	747	352	647	887
Bobo-Dioulasso	83	17	149	153	118	202	138	111	242	275
Koudougou	34	30	61	35	30	30	16	38	66	69
Ouagadougou	307	343	335	359	362	400	593	203	339	543

Tableau III.129 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	143	163	234	234	241	224	182	162	370	241
Bobo-Dioulasso	83	78	25	38	41	37	48	46	62	148
Koudougou	16	11	33	23	26	22	14	12	55	42
Ouagadougou	44	74	176	173	174	165	120	104	253	51

Tableau III.130 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés, hors radiations)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	674	618	607	875	804	704	866	859	894	787
Bobo-Dioulasso	102	85	112	240	151	136	224	221	240	211
Koudougou	50	29	60	128	66	50	54	42	64	77
Ouagadougou	522	504	435	507	587	518	588	596	590	499

Tableau III.131 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	519	425	492	729	667	579	714	704	712	671
Bobo-Dioulasso	84	56	89	187	116	98	178	161	166	166
Koudougou	31	22	44	98	36	40	30	26	47	70
Ouagadougou	404	347	359	444	515	441	506	517	499	435

Tableau III.132 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	527	472	554	852	796	629	805	905	878	842
Bobo-Dioulasso	83	47	80	217	143	74	171	294	250	266
Koudougou	34	29	60	128	66	50	54	42	64	77
Ouagadougou	410	396	414	507	587	505	580	569	564	499

IV Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1 Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avance : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Faute de gestion : Irrégularité commise à l'occasion de l'engagement, de la liquidation ou de l'ordonnancement d'une dépense publique, par les comptables publics, les ordonnateurs ou les contrôleurs financiers. Poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non-respect de la réglementation en matière de recettes et de dépenses.

Lettre du Président : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.

CCOCT : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumeurs des audiences de la Cour des comptes.

Tableau IV.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Comptes de gestion reçus	234	399	344	318	235	202	294	290	240	243
CCOE	74	73	71	72	86	83	81	79	88	109
CCOCT	144	304	255	180	134	100	131	162	127	134
CCEP*	16	22	18	66	15	19	82	49	25	0
Comptes de gestion attendus	234	468	469	611	208	224	411	650	483	445
CCOE	74	71	72	73	74	75	77	85	94	94
CCOCT	144	364	364	364	116	116	116	116	364	351
CCEP*	16	33	33	174	18	33	218	449	25	0
Décisions rendues	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Arrêts provisoires	36	22	0	60	36	0	43	8	0	0
CCOE	1	3	0	3	0	0	3	0	0	0
CCOCT	35	19	0	57	36	0	40	8	0	0
Arrêts définitifs	18	117	0	2	59	1	3	0	3	0
Quitus	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0
Débet	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Décharge et amendes	18	116	0	2	59	1	3	0	1	0

* La CCEP reçoit les comptes mais n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau IV.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Contrôles effectués	3	8	5	7	11	11	39	27	17	25
CCOE	2	3	0	5	6	5	2	2	3	3
CCEP	1	4	2	1	3	4	3	3	9	17
CCOCT	0	1	3	1	2	2	34	22	5	5
Décisions rendues par chambre	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Référés	0	4	4	3	5	6	0	0	7	3
CCOE	0	2	0	0	4	2	0	0	0	0
CCEP	0	1	0	3	1	4	0	0	4	1
CCOCT	0	1	4	0	0	0	0	0	3	2
Lettres du président	0	1	0	4	1	1	5	2	17	10
CCOCT	0	0	0	0	1	1	3	0	5	2
CCEP	0	1	0	1	0	0	0	0	9	8
CCOE	0	0	0	3	0	0	2	2	3	0

Tableau IV.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Avis rendus	0	0	0	0	0	1	0	0	2	0
Rapports	2	2	2	2	2	2	2	2	1	2
Public	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Exécution de la LDF	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2 Conseil d'État

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée du greffe central et Rôles des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.

Tableau IV.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	87	94	172	103	120	149	277	137	299	276
Fonction publique	24	13	25	10	31	25	26	30	61	54
Marchés publics	10	12	13	10	24	21	23	15	42	22
Foncier	26	30	37	36	30	53	54	45	85	48
Fiscal	5	0	2	1	0	3	2	6	2	3
Électoral	0	0	62	14	2	1	134	1	0	0
Contrat administratif							3	0	0	0
Sentences arbitrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	22	39	33	32	33	46	35	40	109	149
Affaires jugées selon la nature de la saisine	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	27	57	126	45	42	36	175	66	88	72
Saisines directes	6	10	36	6	8	2	27	1	22	4
Appel	18	41	87	37	33	33	146	62	66	56
Cassation	3	6	3	2	1	1	2	3	0	12
Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en saisine directe	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	6	10	36	6	8	2	27	1	22	4
Acceptation	2	3	0	2	0	0	6	0	7	0
Rejet	2	1	14	0	4	1	13	1	4	4
Incompétence	1	1	7	3	3	1	7	0	5	0
Irrecevabilité	1	5	15	1	1	0	1	0	6	0
Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en appel	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	18	41	87	37	33	33	146	62	66	56
Confirmation (totale ou partielle)	11	26	48	27	22	22	106	40	39	29
Rejet	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Incompétence	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0
Irrecevabilité	3	4	13	1	4	3	6	0	9	15
Annulation	4	11	25	9	6	8	33	22	17	12
Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	3	6	3	2	1	1	2	3	0	12
Cassation	1	2	0	0	0	0	1	0	0	0
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incompétence	1	4	2	2	1	0	1	3	0	5
Irrecevabilité	1	0	1	0	0	1	0	0	0	3
Désistement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Arrêt rectificatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Non-lieu à statuer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Décisions rédigées	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	25	47	80	26	28	39	89	55	139	71

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Régi par loi 032-2018/ AN du 26 juillet 2018 le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef (chef de greffe), des greffiers en chef, des greffiers et des secrétaires de greffe et parquet.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

En attendant la mise en place effective des cours administratives d'appel, le Conseil d'Etat continu d'exercer les compétences dévolues à ces juridictions.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions administratives et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressorts des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs réglementaires dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation, en déclaration d'inexistence ou en appréciation de la légalité des actes relevant de sa compétence.

En matière électorale, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître du contentieux des élections locales, de la candidature et de la liste électorale.

Tableau IV.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2019

Décisions rendues	Moins de 15 jours	De 15 jours à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 an et plus	Total
Ensemble	1	11	12	12	8	12	56
Fonction publique	0	6	2	4	3	3	18
Marchés publics	1	1	2	2	1	1	8
Foncier	0	1	1	4	2	3	11
Fiscal	0	1	0	0	0	0	1
Électoral	0	0	0	0	0	3	3
Contrat administratif	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	2	7	2	2	2	15

Tableau IV.6 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	67	68	108	58	83	105	218	142	184	122
Fonction publique	25	16	9	6	19	21	27	25	37	25
Marchés publics	4	9	6	9	9	13	12	19	21	14
Foncier	24	21	17	10	31	29	17	40	55	37
Fiscal	3	2	0	1	2	2	2	2	5	3
Électoral	1	0	62	14	2	1	134	7	5	3
Contrat administratif	-	-	0	0	0	0	0	1	0	0
Autres	10	20	14	18	20	39	26	48	61	40

Tableau IV.7 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	42	65	96	50	30	12	152	45	122	88
Fonction publique	20	16	6	4	4	1	5	13	27	19
Marchés publics	3	8	4	7	4	4	4	3	19	14
Foncier	12	20	15	7	12	0	3	12	26	19
Fiscal	3	2	0	1	0	0	1	1	1	1
Électoral	0	0	62	14	0	1	134	7	7	5
Contrat administratif	-	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	4	19	9	17	10	6	5	9	42	30

IV.3 Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Commande publique : toutes les formes d'acquisition de biens, de services ou de prestations au profit des collectivités publiques, notamment le marché public, la délégation de service public et le partenariat public-privé.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau IV.8 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	18 4	19 4	43 4	31 4	30 9	33 0	87 4	58 4	74 2	70 2
Fonction publique	59	50	71	65	46	83	73	10 8	13 2	15 9
Commandes publique	23	42	61	60	30	39	77	72	95	52
Contrat administratif	-	-	5	6	64	43	5	43	92	8
Foncier	64	81	11 9	10 0	12 4	12 4	19 5	23 0	25 3	24 2
Fiscal	2	0	5	4	15	3	11	6	9	2
Électoral	1	0	12 7	32	5	8	42 3	21	2	10
Référé	-	-	-	-	-	-	-	65	13 3	12 5
Autres	35	21	46	47	25	30	90	39	26	10 4

Décisions rendues selon leur nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	19 3	12 8	31 7	25 8	18 8	25 3	68 7	42 8	61 5	50 9
Décisions sur le fond	10 5	73	17 9	13 5	10 9	14 0	41 3	22 8	33 8	27 1
<i>Acceptation totale</i>	62	31	63	41	29	51	16 7	93	12 9	12 9
<i>Acceptation partielle</i>	19	17	41	40	33	17	29	35	53	41
<i>Rejet</i>	24	25	75	54	47	72	21 7	10 0	15 6	10 1
Autres décisions	88	55	13 8	12 3	79	11 3	27 4	20 0	27 7	23 8
<i>Incompétence</i>	16	10	40	16	11	14	69	45	37	34
<i>Irrecevabilité</i>	43	19	56	62	34	45	10 8	71	84	63
<i>Désistement</i>	9	14	20	17	14	16	38	32	49	47
<i>Avant dire droit</i>	20	12	22	28	20	38	59	52	10 7	94

Décisions rédigées	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	14 6	87	24 6	15 6	10 8	15 6	49 4	38 2	52 4	45 2

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2013	20	9	33	97	22	24	205
2014	19	1	30	86	21	9	166
2015	35	6	29	86	39	25	220
2016	23	12	45	83	65	44	272
2017	19	10	79	96	60	43	307
2018	14	30	100	108	76	38	366
2019	8	16	69	74	73	51	291

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont régis par la loi N°011-2016/AN du 26 avril 2016 portant, création, composition attributions, fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux.

Le tribunal administratif comprend : un président, un vice-président, de juges, un commissaire du gouvernement, un premier commissaire du gouvernement adjoint, de commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef chef de greffe, de greffiers en chef, de greffiers, de secrétaires des greffes et parquets

Le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle ressortissant à la compétence des tribunaux administratifs.

Il est également compétent pour connaître des exceptions de la compétence de la juridiction administrative.

Tableau IV.9 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	184	194	434	314	309	330	874	584	742	702
Banfora	1	0	7	0	4	7	18	11	20	13
Bobo-Dioulasso	23	30	43	51	49	56	191	136	135	117
Bogandé	1	1	3	4	1	0	8	2	2	4
Boromo	0	3	3	5	2	1	8	2	8	4
Dédougou	2	4	6	4	3	3	18	4	7	8
Diapaga	0	2	2	0	2	0	6	0	2	3
Diébougou	-	0	7	1	2	0	12	3	5	0
Djibo	1	0	3	1	2	0	13	1	1	-
Dori	1	4	9	3	3	1	16	5	6	19
Fada N'gourma	2	0	1	0	3	4	24	5	9	7
Gaoua	0	5	4	3	6	1	12	15	5	19
Kaya	2	7	9	6	3	5	12	4	4	5
Kongoussi	0	0	1	4	1	2	20	0	5	3
Koudougou	5	3	15	15	3	4	45	9	12	12
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	9	3	13
Léo	2	0	15	1	1	1	7	0	7	1
Manga	4	0	9	0	3	1	11	4	10	2
Nouna	0	0	2	5	1	2	8	1	3	4
Orodara	0	0	6	0	3	1	6	2	2	2
Ouagadougou	127	126	262	193	206	221	304	343	455	419
Ouahigouya	4	2	10	6	3	7	31	6	2	3
Tenkodogo	5	5	4	4	5	8	51	15	20	33
Tougan	1	1	9	0	1	1	22	2	4	4
Yako	0	0	2	1	1	1	4	2	2	2
Ziniaré	3	1	2	7	1	3	27	3	13	5

Tableau IV.10 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	64	81	119	100	124	124	195	230	253	242
Banfora	0	0	3	0	1	6	0	8	11	7
Bobo-Dioulasso	17	21	15	25	29	41	70	97	80	92
Bogandé	0	1	0	0	1	0	0	2	0	0
Boromo	0	3	0	2	1	1	0	0	3	1
Dédougou	1	3	4	2	1	1	6	3	3	6
Diapaga	0	2	1	0	0	0	0	0	0	3
Diébougou	-	0	1	1	0	0	0	1	2	0
Djibo	0	0	1	1	2	0	0	0	0	-
Dori	0	2	3	0	2	1	0	2	1	4
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	4	1	2	1	2
Gaoua	0	2	0	0	3	1	1	7	3	8
Kaya	2	5	4	2	2	2	6	3	2	2
Kongoussi	0	0	0	2	0	0	2	0	2	2
Koudougou	5	2	12	12	1	1	7	3	7	4
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	1	1	8
Léo	0	0	1	0	0	0	0	0	6	1
Manga	0	0	1	0	3	0	2	2	5	1
Nouna	0	0	0	1	1	2	0	0	1	3
Orodara	0	0	0	0	1	1	1	0	1	0
Ouagadougou	35	35	69	49	67	52	87	90	100	81
Ouahigouya	2	0	2	1	2	4	1	2	1	0
Tenkodogo	1	3	0	0	5	7	7	6	12	16
Tougan	0	1	2	0	1	0	1	0	3	0
Yako	0	0	0	0	1	0	0	1	1	1
Ziniaré	1	1	0	2	0	0	3	0	7	0

Tableau IV.11 : Ensemble des affaires nouvelles de référé par tribunal administratif

	2017	2018	2019
Ensemble	65	133	125
Banfora	0	6	2
Bobo-Dioulasso	6	16	8
Bogandé	0	0	1
Boromo	0	2	2
Dédougou	0	0	0
Diapaga	0	0	0
Diébougou	0	0	0
Djibo	0	-	-
Dori	0	0	5
Fada N'gourma	0	0	1
Gaoua	0	0	3
Kaya	0	0	0
Kongoussi	0	0	1
Koudougou	0	0	3
Koupéla	0	0	3
Léo	0	0	0
Manga	0	0	0
Nouna	0	0	0
Orodara	0	0	1
Ouagadougou	59	109	83
Ouahigouya	0	0	0
Tenkodogo	0	0	11
Tougan	0	0	1
Yako	0	0	0
Ziniaré	0	0	0

Tableau IV.12 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	193	127	317	258	188	253	687	428	615	509
Banfora	1	0	4	0	2	0	13	0	2	0
Bobo-Dioulasso	21	22	44	51	29	80	137	143	240	170
Bogandé	1	1	3	3	2	1	7	1	0	0
Boromo	0	1	3	6	2	4	7	0	4	2
Dédougou	2	4	0	0	0	0	14	2	8	5
Diapaga	0	0	2	0	1	0	5	0	0	0
Diébougou	-	0	5	1	1	0	12	0	1	2
Djibo	0	0	3	0	0	0	13	1	1	-
Dori	0	2	5	2	0	0	16	3	0	2
Fada N'gourma	2	1	3	1	1	0	19	1	10	1
Gaoua	5	0	7	6	0	1	9	7	12	5
Kaya	1	3	2	5	1	0	3	8	2	4
Kongoussi	0	0	1	3	0	0	15	0	5	6
Koudougou	10	12	1	8	0	0	43	5	0	3
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	3	2	4
Léo	2	0	3	0	0	0	5	0	1	1
Manga	2	3	6	1	1	2	8	2	5	0
Nouna	0	0	2	2	0	0	7	0	0	3
Orodara	0	0	6	0	0	0	5	0	0	1
Ouagadougou	135	70	190	160	142	157	244	224	304	270
Ouahigouya	0	4	12	2	2	4	26	1	2	3
Tenkodogo	6	1	5	2	0	4	37	19	8	24
Tougan	3	0	8	0	2	0	23	0	2	3
Yako	0	0	1	1	0	0	3	3	4	0
Ziniaré	2	3	1	4	2	0	16	5	2	0

Tableau IV.13 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	105	73	179	135	109	140	413	228	338	271
Banfora	1	0	2	0	1	0	13	0	1	0
Bobo-Dioulasso	8	15	20	15	11	40	46	79	102	71
Bogandé	0	1	0	3	0	0	4	0	0	0
Boromo	0	0	1	5	1	3	1	0	2	1
Dédougou	1	3	0	0	0	0	12	0	4	4
Diapaga	0	0	0	0	1	0	5	0	0	0
Diébougou	-	0	3	1	1	0	5	0	0	1
Djibo	0	0	1	0	0	0	8	1	1	-
Dori	0	2	4	2	0	0	15	3	0	2
Fada N'gourma	1	0	2	1	1	0	13	1	4	1
Gaoua	1	0	4	3	0	1	5	2	4	5
Kaya	1	2	0	3	0	0	3	2	1	3
Kongoussi	0	0	0	1	0	0	13	0	2	5
Koudougou	5	4	0	4	0	0	31	4	0	1
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	2	2	4
Léo	0	0	1	0	0	0	1	0	1	1
Manga	2	2	6	1	1	0	5	1	3	0
Nouna	0	0	2	1	0	0	4	0	0	0
Orodara	0	0	6	0	0	0	3	0	0	0
Ouagadougou	78	40	107	90	88	92	155	128	204	156
Ouahigouya	0	2	8	1	2	3	17	0	2	2
Tenkodogo	4	1	3	2	0	1	21	2	0	11
Tougan	2	0	7	0	1	0	23	0	2	3
Yako	0	0	1	0	0	0	0	1	1	0
Ziniaré	1	1	1	2	1	0	10	2	2	0

Tableau IV.14 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	185	123	305	248	183	251	672	377	483	377
Banfora	1	0	4	0	2	0	13	0	2	0
Bobo-Dioulasso	21	22	44	50	28	79	157	118	155	93
Bogandé	1	1	0	3	2	1	6	1	0	0
Boromo	0	1	3	6	0	4	7	0	4	2
Dédougou	2	4	0	0	0	0	14	3	7	5
Diapaga	0	0	2	0	1	0	5	0	0	0
Diébougou	-	0	5	1	1	0	12	0	1	2
Djibo	0	0	3	0	0	0	13	1	1	-
Dori	0	2	5	2	0	0	17	3	0	2
Fada N'gourma	2	1	3	1	1	0	19	1	8	1
Gaoua	5	0	7	6	0	1	9	14	11	5
Kaya	1	3	2	5	1	0	3	6	1	4
Kongoussi	0	0	1	3	0	0	16	0	3	6
Koudougou	8	12	1	8	0	0	42	5	0	3
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	2	2	4
Léo	2	0	3	0	0	0	4	2	1	1
Manga	2	3	5	1	1	1	8	2	5	0
Nouna	0	0	2	2	0	0	7	0	0	3
Orodara	0	0	6	0	0	0	5	0	0	1
Ouagadougou	129	67	184	151	140	157	218	198	266	218
Ouahigouya	0	4	10	2	2	4	25	1	2	3
Tenkodogo	6	0	5	2	0	4	34	15	7	21
Tougan	3	0	8	0	2	0	22	0	2	3
Yako	0	0	1	1	0	0	2	0	3	0
Ziniaré	2	3	1	4	2	0	14	5	2	0

Tableau IV.15 : Décisions rendues en matière de référé par tribunal administratif

	2017	2018	2019
Ensemble	42	135	117
Banfora	0	2	0
Bobo-Dioulasso	4	16	8
Bogandé	0	0	0
Boromo	0	3	2
Dédougou	0	0	2
Diapaga	0	0	0
Diébougou	0	0	0
Djibo	0	0	-
Dori	0	0	2
Fada N'gourma	0	0	1
Gaoua	0	0	1
Kaya	0	0	0
Kongoussi	0	0	1
Koudougou	0	0	3
Koupéla	0	0	2
Léo	0	0	0
Manga	0	0	0
Nouna	0	0	0
Orodara	0	0	1
Ouagadougou	38	114	85
Ouahigouya	0	0	0
Tenkodogo	0	0	8
Tougan	0	0	1
Yako	0	0	0
Ziniaré	0	0	0

Tableau IV.16 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	158	151	295	336	205	271	735	424	547	609
Fonction publique	51	37	60	58	51	80	59	86	151	126
Commandes publiques	18	25	26	65	44	35	49	56	117	93
Contrat administratif	-	-	0	0		0	12	13	17	109
Foncier	54	64	71	109	55	89	148	195	220	150
Fiscal	5	1	1	4	7	3	4	6	5	6
Électoral	1	0	106	27	3	7	401	20	5	2
Autres	29	24	31	73	45	57	62	48	32	123

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	185	134	278	282	213	241	694	406	391	430
Fonction publique	50	42	43	56	45	68	68	82	90	87
Marchés publics	23	19	32	44	43	30	45	59	44	87
Contrat administratif	-	-	0	0	0	0	18	10	11	101
Foncier	60	51	70	104	70	95	136	175	208	88
Fiscal	14	1	2	3	6	2	8	0	3	2
Électoral	1	0	91	24	4	7	386	19	3	0
Autres	37	21	40	51	45	39	33	61	32	65

Tableau IV.17 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	158	151	295	336	205	271	735	424	547	609
Banfora	1	0	8	0	2	0	13	6	4	0
Bobo-Dioulasso	20	20	44	41	19	47	161	167	140	187
Bogandé	1	0	3	3	0	0	6	1	0	2
Boromo	0	5	3	6	1	0	8	0	1	5
Dédougou	3	0	2	7	1	0	15	0	7	0
Diapaga	0	2	1	0	0	0	5	0	0	3
Diébougou	0	0	5	1	1	0	12	3	1	0
Djibo	0	0	3	0	0	0	13	4	4	-
Dori	1	0	10	2	0	0	16	5	0	0
Fada N'gourma	0	0	2	0	1	0	19	0	4	0
Gaoua	0	4	3	6	0	0	9	15	5	3
Kaya	1	0	5	8	1	0	17	0	4	7
Kongoussi	0	0	1	2	1	0	19	0	5	2
Koudougou	17	0	3	17	0	0	43	5	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	5	0	10
Léo	1	0	5	0	0	0	7	0	3	0
Manga	4	4	6	1	0	1	10	3	3	0
Nouna	0	0	2	2	1	0	8	1	3	1
Orodara	0	0	6	0	3	0	6	2	0	0
Ouagadougou	101	109	163	226	166	221	236	177	328	360
Ouahigouya	0	3	12	4	4	1	26	5	5	3
Tenkodogo	5	0	5	4	0	1	34	19	20	22
Tougan	3	1	0	0	2	0	21	1	2	0
Yako	0	0	2	1	0	0	4	0	2	0
Ziniaré	0	3	1	5	2	0	27	5	6	4

Tableau IV.18 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	185	134	278	282	213	241	694	406	391	430
Banfora	1	0	4	0	2	0	13	3	4	0
Bobo-Dioulasso	21	19	42	51	37	73	151	158	179	144
Bogandé	1	0	3	3	0	1	6	0	0	0
Boromo	0	2	0	6	0	0	7	0	1	3
Dédougou	3	1	0	2	1	0	16	0	10	0
Diapaga	0	2	2	0	0	0	5	0	0	0
Diébougou	0	0	5	1	1	0	12	3	1	2
Djibo	0	0	3	0	0	0	13	1	1	-
Dori	0	0	6	2	0	0	16	5	0	0
Fada N'gourma	0	2	2	0	0	0	19	2	6	0
Gaoua	1	0	3	6	0	0	9	7	0	2
Kaya	1	3	5	0	1	0	17	0	3	6
Kongoussi	0	0	1	2	1	0	11	0	2	0
Koudougou	17	0	2	25	0	0	43	5	0	6
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	3	3	2
Léo	1	0	3	0	0	0	10	0	1	0
Manga	4	6	6	1	0	1	9	4	2	0
Nouna	0	0	2	2	0	0	8	0	0	0
Orodara	0	0	6	0	0	0	5	0	0	0
Ouagadougou	128	91	163	172	163	163	224	195	159	245
Ouahigouya	0	4	12	2	4	2	26	0	5	3
Tenkodogo	5	1	5	2	0	0	34	14	8	13
Tougan	2	0	0	0	2	1	22	0	2	1
Yako	0	0	2	1	0	0	4	0	4	0
Ziniaré	0	3	1	4	1	0	14	6	0	3

V Établissements pénitentiaires

V.1 Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention dans un établissement pénitentiaire en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au Directeur d'un établissement pénitentiaire de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des mis en examen, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note :

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, les données des maisons d'arrêt de Ziniaré et de Yako sont intégrées dans celles des maisons d'arrêt de Ouagadougou et de Ouahigouya respectivement. En effet, les premières maisons d'arrêt et de correction, bien qu'ayant une existence officielle et effective, n'avaient pas encore intégré leurs locaux propres en 2009 et 2010.

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, Baporo désigne le Centre pénitentiaire agricole de Baporo.

Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble des détenus	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359
Détenus en attente de jugement	1 849	1 618	1 684	2 185	2 578	3 242	3 201	2 681	2 866	2 979
<i>Inculpés</i>	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914
<i>Prévenus</i>	689	522	615	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065
<i>OMD</i>	170	262	67	47	75	109	17	11	0	0
Condamnés	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380

Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Capacité d'accueil	3 260	3 380	3 500	3 500	4 000	4 000	4 120	4 120	4 120	4 698
Nombre de détenus au 31 décembre	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359
Taux d'occupation (en %)	159,4	149,1	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6

Tableau V.3 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble des entrées	10 122	8 257	8 876	10 008	10 335	9 601	7 998	8 653	7 025	5 231
Hommes	9 813	8 032	8 653	9 666	9 970	9 284	7 762	8 342	6 776	5 067
Femmes	309	225	223	342	365	317	236	311	249	164

Répartition des entrées selon l'âge	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Mineurs	540	483	501	545	673	536	529	563	446	217
<i>moins de 13 ans</i>	19	23	12	13	33	13	11	8	3	4
<i>13 ans à moins de 16 ans</i>	177	140	168	193	236	194	153	219	150	88
<i>16 ans à moins de 18 ans</i>	344	320	321	339	404	329	365	336	293	125
Majeurs	9 582	7 774	8 375	9 463	9 662	9 065	7 469	8 090	6 579	5 014
<i>18 ans à moins de 21 ans</i>	1 227	966	1 086	1 118	1 216	1 275	810	934	752	493
<i>21 ans à moins de 25 ans</i>	1 615	1 446	1 365	1 542	1 632	1 653	1 147	1 236	980	827
<i>25 ans à moins de 30 ans</i>	2 251	1 888	1 870	2 117	2 211	2 111	1 788	1 727	1 393	1 087
<i>30 ans à moins de 40 ans</i>	2 728	2 119	2 427	2 747	2 815	2 441	2 262	2 314	1 899	1 565
<i>40 ans à moins de 60 ans</i>	1 601	1 219	1 427	1 657	1 594	1 360	1 299	1 581	1 349	911
<i>60 ans et plus</i>	160	136	200	282	194	225	163	298	206	131

Tableau V.4 : Autres mouvements, évènements

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Évasions	88	41	30	44	42	19	21	93	60	63
Décès	119	79	47	68	73	76	54	38	50	36
Hospitalisations	301	287	220	221	295	267	244	305	266	129
Sorties autorisées	722	688	693	617	516	655	636	578	415	298

Tableau V.5 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359
Banfora	195	185	211	250	248	306	329	301	245	241
Baporo	43	48	39	34	16	32	28	17	15	59
Bobo-Dioulasso	552	487	477	571	604	656	746	712	720	673
Bogandé	136	125	128	176	333	342	288	275	254	145
Boromo	148	144	145	200	254	235	253	253	238	243
Dédougou	180	157	176	171	189	174	194	183	222	220
Diapaga	105	98	120	158	194	194	219	265	227	272
Diébougou	0	72	79	100	131	129	144	195	194	223
Djibo	97	105	115	110	102	119	171	156	147	40
Dori	144	141	132	161	194	212	161	118	138	110
Fada N'gourma	333	328	315	248	268	335	343	356	307	261
Gaoua	185	115	135	118	126	149	176	228	240	234
Kaya	245	224	212	309	353	365	267	202	161	169
Kongoussi	86	74	67	69	84	94	111	66	68	74
Koudougou	239	202	192	223	224	288	298	278	258	225
Koupéla	-	-	-	-	-	-	2	84	106	106
Léo	126	125	125	145	169	165	154	124	102	129
Manga	176	159	234	236	241	265	202	162	116	126
Nouna	57	54	41	71	94	72	109	105	116	82
Orodara	36	46	72	71	163	91	133	143	136	126
Ouagadougou (MACO)*	1 540	1 536	1 439	1 621	1 738	2 178	2 154	2 329	2 364	1929
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	231	198	232	353	667	933
Ouahigouya*	170	109	111	189	206	218	222	248	237	205
Tenkodogo	292	293	243	521	435	381	368	300	217	236
Tougan	113	82	77	68	55	88	105	127	114	105
Yako	-	48	45	57	61	123	102	91	64	68
Ziniaré	-	82	105	99	114	135	159	169	139	125

Tableau V.6 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 868	1 622	1 684	2 187	2 578	3 242	3 201	2 681	2 866	2 979
Banfora	48	41	64	73	79	140	173	125	74	81
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	209	150	146	150	257	336	388	233	227	206
Bogandé	62	59	88	104	238	230	196	181	154	83
Boromo	62	76	51	56	57	69	83	53	63	54
Dédougou	47	52	49	71	56	58	82	56	64	41
Diapaga	39	39	70	114	115	106	121	139	108	168
Diébougou	0	41	25	35	46	47	52	53	60	74
Djibo	25	26	43	40	45	51	70	37	37	0
Dori	28	43	24	50	74	88	60	38	81	26
Fada N'gourma	195	175	122	89	95	117	150	136	127	96
Gaoua	80	50	45	37	46	71	52	73	96	112
Kaya	90	63	51	86	106	132	91	55	38	34
Kongoussi	31	17	23	26	35	41	43	13	13	13
Koudougou	97	81	71	98	71	126	71	78	61	75
Koupéla	-	-	-	-	-	-	2	20	28	29
Léo	29	40	41	78	91	62	61	54	28	35
Manga	51	44	83	95	88	84	33	44	26	13
Nouna	30	27	17	38	45	38	33	33	22	9
Orodara	13	12	22	39	109	60	66	77	72	62
Ouagadougou (MACO)*	503	400	468	498	562	988	972	668	742	708
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	13	54	195	540	867
Ouahigouya*	58	33	39	76	48	65	61	65	59	36
Tenkodogo	115	73	65	239	218	206	174	127	66	83
Tougan	56	39	30	32	27	30	34	39	31	32
Yako	-	10	4	9	23	30	15	26	22	17
Ziniaré	-	31	43	54	47	54	64	63	27	25

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.7 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	170	262	67	47	75	109	17	11	0	0
Banfora	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	7	8	0	7	0	2	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	1	1	11	0	0	0	0
Diapaga	18	7	12	2	5	0	3	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	1	2	1	0	0	0	9	0	0
Dori	2	3	5	1	2	2	0	0	0	0
Fada N'gourma	3	14	7	4	11	2	0	0	0	0
Gaoua	4	0	5	0	2	0	0	0	0	0
Kaya	0	3	0	3	5	8	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Koudougou	7	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Léo	0	11	9	2	2	0	0	0	0	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	3	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	1	11	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)**	106	210	15	20	30	27	0	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	9	2	0	0
Ouahigouya**	2	4	0	2	0	4	1	0	0	0
Tenkodogo	0	0	4	0	2	53	1	0	0	0
Tougan	0	1	1	0	1	0	3	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	17	0	3	0	2	0	0	0	0	0

Tableau V.8 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	10122	8 257	8 876	10008	10335	9 601	7 998	8 653	7 025	5 231
Banfora	335	303	312	335	285	269	283	287	189	138
Baporo*	86	59	76	58	49	71	44	0	50	84
Bobo-Dioulasso	926	672	640	913	669	647	720	646	614	464
Bogandé	292	310	375	347	390	361	170	110	87	51
Boromo	348	298	298	313	339	260	290	310	259	165
Dédougou	293	227	286	283	272	209	241	240	222	158
Diapaga	241	251	263	232	193	247	179	152	145	178
Diébougou	0	173	163	197	223	192	169	209	177	146
Djibo	159	199	163	183	160	136	186	374	374	2
Dori	298	244	280	276	371	368	207	278	185	69
Fada N'gourma	533	465	502	414	424	645	404	379	222	138
Gaoua	363	225	241	199	236	283	243	313	253	177
Kaya	431	366	396	503	590	442	262	220	198	168
Kongoussi	155	114	136	121	125	115	122	81	60	57
Koudougou	545	292	343	464	426	399	369	451	397	294
Koupéla	-	-	-	-	-	-	2	164	120	98
Léo	235	244	291	340	275	208	101	118	125	78
Manga	296	271	355	389	386	322	176	161	109	104
Nouna	118	107	113	205	161	124	128	94	108	47
Orodara	119	92	133	151	264	147	125	167	150	84
Ouagadougou (MACO)**	2 974	2 264	2 173	2 516	2 768	2 573	2 393	2 691	1918	1486
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	246	20	96	163	393	411
Ouahigouya**	378	273	221	311	401	375	256	349	248	168
Tenkodogo	793	450	695	863	672	688	457	290	124	206
Tougan	204	185	192	154	157	144	117	161	107	89
Yako	-	52	47	59	70	169	96	79	58	52
Ziniaré	-	121	182	182	183	187	162	166	133	119

* Toutes les entrées de Baporo sont des transfèrements entrants.

** Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.9 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	88	112	147	156	146	122	75	99	70	63
Banfora	2	2	4	8	8	5	3	3	1	4
Baporo	8	10	18	25	27	29	9	15	21	7
Bobo-Dioulasso	4	7	11	15	7	6	2	19	9	1
Bogandé	4	0	6	6	6	6	3	3	0	1
Boromo	1	8	2	4	4	3	2	1	3	1
Dédougou	0	4	6	8	2	6	6	10	8	10
Diapaga	0	2	4	8	3	1	1	0	2	0
Diébougou	0	4	5	2	1	2	5	1	0	2
Djibo	2	2	9	5	4	2	5	3	3	0
Dori	0	5	5	3	3	1	1	1	3	0
Fada N'gourma	0	5	15	2	5	4	1	1	1	2
Gaoua	1	7	3	3	4	5	0	0	1	2
Kaya	30	4	4	9	6	4	8	5	1	2
Kongoussi	1	0	1	0	1	0	0	2	0	0
Koudougou	0	7	6	2	10	14	1	3	1	2
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	0	1	0
Léo	0	4	6	5	1	3	0	1	0	1
Manga	3	3	7	11	18	2	9	5	3	4
Nouna	0	2	1	7	4	7	1	7	2	0
Orodara	3	4	4	1	1	0	0	2	2	0
Ouagadougou (MACO)*	16	16	6	9	7	3	7	5	3	6
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	1	1	0	0	0	0
Ouahigouya*	0	6	3	2	2	2	1	1	0	4
Tenkodogo	13	4	13	8	16	10	3	2	0	5
Tougan	0	4	3	8	2	0	1	4	2	4
Yako	-	2	1	4	2	5	6	4	2	1
Ziniaré	-	0	4	1	1	1	0	1	1	4

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.10 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	119	79	47	68	73	76	54	38	50	36
Banfora	0	0	3	4	2	1	2	1	0	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	5	1	6	5	4	3	3	2	1
Bogandé	5	1	1	0	2	5	1	0	1	0
Boromo	5	6	2	3	0	4	5	0	3	2
Dédougou	0	1	1	1	3	4	1	2	2	2
Diapaga	1	4	2	1	2	3	1	4	3	0
Diébougou	-	0	1	0	0	1	1	0	2	0
Djibo	3	2	1	1	1	4	5	8	8	0
Dori	3	15	3	5	7	9	3	2	0	2
Fada N'gourma	24	13	12	19	14	7	5	1	1	2
Gaoua	4	2	1	0	1	4	1	1	3	4
Kaya	1	0	0	1	2	1	2	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
Koudougou	1	1	5	0	0	1	0	1	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	0	1	0
Léo	5	7	3	0	2	2	0	0	3	0
Manga	4	1	1	3	5	3	1	3	3	1
Nouna	3	0	1	0	0	1	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	1	0	1	2	1	1	1
Ouagadougou (MACO)*	43	13	6	11	17	8	15	8	13	5
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	1	2	0	3	0	11
Ouahigouya*	12	2	0	0	0	4	0	0	3	2
Tenkodogo	3	5	1	8	8	2	1	0	0	0
Tougan	1	0	1	1	0	1	3	0	0	2
Yako	-	0	0	2	0	2	1	0	1	0
Ziniaré	-	1	1	1	1	1	0	0	0	0

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.2 Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.11 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble des prévenus	689	522	615	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065
Répartition selon le sexe										
Hommes	675	517	607	771	950	1 430	1 289	765	966	1 039
Femmes	14	5	8	6	19	25	29	23	28	26
Répartition selon l'âge										
Moins de 18 ans	37	38	54	53	84	122	97	67	78	51
18 ans à moins de 21 ans	105	58	82	100	161	193	155	75	110	103
21 ans à moins de 25 ans	126	109	108	138	161	252	256	133	165	159
25 ans à moins de 30 ans	157	120	128	167	207	313	260	173	212	262
30 ans à moins de 40 ans	171	141	144	222	248	376	361	236	287	333
40 ans et plus	93	56	99	97	108	199	189	104	142	157
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	518	407	433	518	634	1 069	920	460	649	650
Dont les plus récurrents										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	459	355	381	458	568	937	745	371	520	507
<i>Abus de confiance</i>	45	34	22	49	43	101	67	31	72	54
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	10	13	24	4	8	23	22	11	10	10
Crimes et délits contre les particuliers	92	68	112	160	177	184	176	131	171	194
Dont les plus récurrents										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	44	30	49	52	70	56	99	57	45	57
<i>Vols aggravés</i>	12	14	34	54	43	66	7	8	10	35
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	59	28	37	53	81	98	161	141	118	166
Dont les plus récurrents										
<i>Consommation et trafic de stupéfiants</i>	30	12	11	29	48	61	121	106	85	61
<i>Mutilations génitales féminines</i>	7	0	1	3	9	2	0	2	9	0
<i>Enlèvement d'enfant</i>	8	9	10	11	15	7	12	12	5	11
<i>Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur</i>	12	5	8	4	9	20	4	13	2	8
Crimes et délits contre la chose publique	17	17	28	27	52	87	39	52	38	35
Dont les plus récurrents										
<i>Faux et usage de faux</i>	9	7	4	15	20	26	25	32	14	17
<i>Evasion</i>	2	1	1	3	9	4	3	1	0	1
Infractions en matière d'armes et de munitions	3	2	5	19	26	17	12	4	17	8
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	1	0	1	0
Répartition selon la durée de détention préventive										
Moins de 1 mois	390	310	324	497	458	655	439	431	11	417
De 1 mois à moins de 2 mois*	163	106	172	134	158	109	362	142	1	271
De 2 mois à moins de 3 mois	67	49	41	52	169	358	234	66	321	193
De 3 mois à moins de 6 mois	61	45	28	53	89	243	162	99	393	84
De 6 mois à moins de 12 mois	6	8	28	25	68	76	76	42	238	51
12 mois et plus	2	4	22	16	27	14	45	8	30	49

*Les données de 2008 à 2011 prennent en compte l'intervalle [Moins de 3 mois]

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.12 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	689	522	615	777	969	1 455	1 318	788	994	1065
Banfora	10	12	13	34	27	14	56	32	26	25
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	87	53	44	35	120	178	235	93	100	66
Bogandé	6	11	29	20	54	45	16	8	2	3
Boromo	21	15	12	12	6	21	40	16	30	17
Dédougou	18	19	17	22	10	20	16	18	35	6
Diapaga	17	14	27	46	48	33	19	25	26	97
Diébougou	0	15	8	12	9	15	8	3	8	28
Djibo	2	11	22	13	14	13	11	3	3	0
Dori	13	15	9	25	35	52	33	15	41	7
Fada N'gourma	53	45	47	35	48	47	58	33	15	27
Gaoua	6	14	10	9	9	17	13	29	38	41
Kaya	29	22	13	32	27	56	29	16	23	23
Kongoussi	6	2	6	11	7	17	22	7	8	7
Koudougou	35	28	15	24	30	80	11	28	23	51
Koupéla	-	-	-	-	-	-	1	1	0	3
Léo	13	26	7	28	29	6	3	4	5	7
Manga	6	4	22	23	24	26	10	7	9	4
Nouna	16	4	4	8	17	15	13	11	4	2
Orodara	6	3	4	17	47	12	9	15	30	28
Ouagadougou (MACO)*	284	170	256	262	289	654	594	299	494	514
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	13	3	0	0	0
Ouahigouya*	9	6	13	37	20	35	36	35	29	19
Tenkodogo	35	21	20	45	73	44	54	42	25	70
Tougan	17	5	7	8	10	14	9	6	5	8
Yako	-	3	0	3	8	12	3	11	8	4
Ziniaré	-	4	10	16	8	16	16	31	7	8

Tableau V.13 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	37	38	54	53	102	122	97	67	78	51
Banfora	0	0	0	1	4	2	1	0	3	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Bobo-Dioulasso	7	9	7	6	24	11	13	4	14	3
Bogandé	0	0	2	2	1	6	1	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	1	1	1	2	0
Dédougou	1	0	3	1	0	2	0	0	2	0
Diapaga	2	3	1	0	2	1	0	0	1	3
Diébougou	0	1	1	1	1	0	0	0	5	6
Djibo	0	2	3	0	3	2	0	0	0	0
Dori	0	0	1	1	1	2	0	0	3	0
Fada N'gourma	4	1	7	0	4	4	10	0	2	0
Gaoua	1	0	0	0	2	1	1	0	0	3
Kaya	2	3	0	5	10	5	9	4	3	2
Kongoussi	0	0	0	1	0	3	0	0	3	0
Koudougou	5	4	3	3	3	12	1	1	3	4
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	1	0	0
Léo	2	0	2	0	0	0	0	1	1	0
Manga	0	1	2	2	1	4	6	0	1	1
Nouna	0	2	0	1	0	0	3	0	1	0
Orodara	0	1	2	4	11	0	2	4	5	6
Ouagadougou (MACO)*	7	6	15	13	28	57	36	40	22	13
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	0	2	3	3	2	3	4	4	6	2
Tenkodogo	5	1	2	3	2	6	8	2	0	6
Tougan	1	0	0	1	0	0	1	1	0	0
Yako	-	2	0	0	1	0	0	2	0	0
Ziniaré	-	0	0	5	2	0	0	2	1	0

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.14 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	278	205	244	291	406	567	508	275	353	313
Banfora	2	2	6	6	11	7	28	10	12	13
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	35	24	19	14	72	49	89	22	46	16
Bogandé	2	7	16	6	26	21	12	3	1	1
Boromo	20	9	3	6	0	3	11	6	10	8
Dédougou	4	7	10	11	5	6	4	3	17	0
Diapaga	5	9	8	20	17	13	4	7	8	23
Diébougou	0	5	3	3	3	4	4	0	5	12
Djibo	2	5	5	1	4	5	5	1	1	0
Dori	2	2	3	17	11	24	11	3	21	3
Fada N'gourma	31	18	30	11	20	18	30	13	6	6
Gaoua	3	4	1	0	6	7	5	6	10	15
Kaya	13	15	8	13	15	30	13	5	7	7
Kongoussi	4	1	4	5	4	9	1	3	4	5
Koudougou	21	17	9	10	9	38	3	10	7	20
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	1	0	1
Léo	5	10	2	11	9	5	0	2	3	2
Manga	4	1	10	7	12	12	6	1	2	1
Nouna	7	2	0	1	3	3	4	2	2	1
Orodara	1	2	3	8	25	4	7	9	10	9
Ouagadougou (MACO)*	92	50	85	104	110	264	224	105	159	118
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	1	0	0	0	0
Ouahigouya*	4	4	6	4	5	15	14	17	9	5
Tenkodogo	16	6	8	21	28	14	23	25	6	41
Tougan	5	1	0	3	1	6	3	3	3	2
Yako	-	3	0	0	5	5	0	8	1	1
Ziniaré	-	1	5	9	5	4	7	10	3	3

Tableau V.15 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	390	310	111	497	458	655	439	431	11	417
Banfora	10	2	2	24	20	13	8	21	0	15
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	34	32	12	24	0	97	4	30	0	56
Bogandé	4	10	13	8	25	30	6	4	0	2
Boromo	19	11	2	11	6	16	29	12	0	5
Dédougou	0	14	1	17	10	10	10	14	0	6
Diapaga	1	6	3	6	8	25	6	16	0	16
Diébougou	0	12	2	10	7	10	8	2	0	22
Djibo	2	0	1	8	10	11	7	1	1	0
Dori	4	9	1	16	26	32	12	13	0	5
Fada N'gourma	26	18	9	14	29	19	20	22	0	6
Gaoua	6	12	1	3	8	11	11	15	2	25
Kaya	27	15	3	23	18	18	16	6	0	17
Kongoussi	6	1	0	11	6	8	12	2	0	7
Koudougou	28	21	7	9	25	33	8	19	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	1	0	0	3
Léo	2	9	2	20	8	1	3	2	0	7
Manga	4	2	3	19	7	16	9	6	0	3
Nouna	5	0	1	2	9	14	10	9	0	2
Orodara	0	2	0	5	3	2	3	5	0	4
Ouagadougou (MACO)*	179	111	35	172	164	217	207	159	0	169
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	13	1	0	0	0
Ouahigouya*	2	2	4	35	17	28	14	30	8	16
Tenkodogo	22	19	6	40	34	10	14	23	0	17
Tougan	9	0	1	7	6	7	5	5	0	7
Yako	-	0	0	3	6	9	0	7	0	0
Ziniaré	-	2	2	10	6	5	15	8	0	7

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.16 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	518	407	433	518	634	1 069	920	460	649	650
Banfora	5	11	11	21	15	12	46	25	14	12
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	69	45	38	28	93	145	198	69	73	43
Bogandé	2	8	24	8	35	27	0	0	0	0
Boromo	12	13	4	10	4	11	26	14	16	5
Dédougou	12	13	15	12	8	20	8	8	26	4
Diapaga	9	9	14	31	22	7	16	10	13	21
Diébougou	0	9	4	10	3	11	4	3	6	22
Djibo	1	9	11	5	9	9	6	1	1	0
Dori	10	11	2	23	24	32	10	9	34	5
Fada N'gourma	43	29	36	16	22	19	44	20	8	4
Gaoua	4	13	9	4	6	15	12	20	27	29
Kaya	24	7	8	17	14	43	22	6	10	8
Kongoussi	4	1	4	9	6	15	10	5	2	2
Koudougou	30	22	12	19	25	68	6	21	16	38
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	1	0	2
Léo	11	19	4	14	11	1	0	2	0	2
Manga	6	3	16	20	21	18	10	2	4	1
Nouna	3	4	2	6	13	14	5	4	4	1
Orodara	4	2	3	12	17	6	6	6	17	13
Ouagadougou (MACO)	221	144	180	200	209	502	433	163	328	386
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	2	0	0	0
Ouahigouya	7	5	8	4	12	28	25	24	24	12
Tenkodogo	27	19	15	32	42	33	26	20	15	31
Tougan	14	5	6	2	9	10	3	5	2	5
Yako	-	3	0	2	7	10	1	6	3	3
Ziniaré	-	3	7	13	7	13	1	16	6	1

Les données de 2009 et 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.17 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	92	68	112	160	177	184	176	131	171	194
Banfora	5	0	1	4	1	0	6	2	6	8
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	10	6	2	3	6	10	21	16	16	10
Bogandé	4	0	2	1	4	2	11	5	1	2
Boromo	3	1	7	2	2	3	7	1	12	9
Dédougou	5	3	1	4	2	0	4	5	5	2
Diapaga	7	5	5	12	22	23	2	7	3	9
Diébougou	0	6	4	1	2	4	0	0	0	0
Djibo	1	2	4	3	3	4	4	2	2	0
Dori	3	4	7	1	11	18	20	4	4	1
Fada N'gourma	7	8	4	12	13	7	5	11	4	14
Gaoua	2	1	1	5	3	2	1	6	5	12
Kaya	4	11	2	11	5	8	6	2	3	11
Kongoussi	2	1	1	2	1	1	7	1	3	0
Koudougou	4	6	1	2	5	9	2	6	7	12
Koupéla	-	-	-	-	-	-	1	0	0	1
Léo	2	1	2	11	16	5	1	2	3	2
Manga	0	1	5	2	2	1	0	1	4	1
Nouna	5	0	1	1	2	1	8	2	0	1
Orodara	0	0	1	2	29	5	3	7	13	14
Ouagadougou (MACO)	20	9	54	38	26	66	44	24	65	70
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	1	0	2	33	5	6	11	10	1	4
Tenkodogo	7	2	1	8	16	3	6	6	6	9
Tougan	0	0	1	0	0	2	5	0	3	0
Yako	-	0	0	1	0	2	1	4	4	1
Ziniaré	-	1	3	1	1	2	0	7	1	1

Les données de 2009 et 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.18 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	59	28	37	53	81	98	161	141	118	166
Banfora	0	1	1	3	8	2	2	2	4	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	7	0	4	1	14	20	9	1	8	9
Bogandé	0	3	2	1	8	6	5	1	1	0
Boromo	6	0	1	0	0	6	6	1	0	0
Dédougou	0	3	0	5	0	0	2	5	4	0
Diapaga	1	0	1	3	0	3	1	7	4	65
Diébougou	0	0	0	1	4	0	4	0	2	6
Djibo	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	2	1	2	2	0
Fada N'gourma	1	5	3	5	6	1	8	2	2	1
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	2	5	0
Kaya	1	1	2	2	6	4	0	6	7	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	5	0	0	5
Koudougou	1	0	1	1	0	1	2	1	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Léo	0	4	0	1	1	0	1	0	2	2
Manga	0	0	0	1	0	2	0	3	1	1
Nouna	8	0	1	0	0	0	0	3	0	0
Orodara	0	0	0	3	1	1	0	1	0	0
Ouagadougou (MACO)*	31	10	19	19	27	48	88	87	69	37
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	1	1	1	0	1	0	0	1	4	2
Tenkodogo	0	0	1	1	3	0	12	13	2	27
Tougan	2	0	0	4	0	0	0	1	0	3
Yako	-	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Ziniaré	-	0	0	2	0	1	15	2	0	4

Tableau V.19 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	17	17	28	27	52	98	39	52	38	35
Banfora	0	0	0	4	3	2	2	3	2	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	1	0	3	8	20	4	7	0	4
Bogandé	0	0	0	0	2	6	0	0	0	0
Boromo	0	1	0	0	0	6	0	0	2	3
Dédougou	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0
Diapaga	0	0	7	0	2	3	0	1	6	1
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	6	5	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	2	1	0	0	1
Fada N'gourma	0	3	4	0	7	1	0	0	1	3
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Kaya	0	3	1	2	2	4	1	2	2	1
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	0	1	3	0
Koudougou	0	0	1	2	0	1	0	0	0	1
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Léo	0	1	1	2	1	0	1	0	0	1
Manga	0	0	0	0	1	2	0	1	0	1
Nouna	0	0	0	1	2	0	0	2	0	0
Orodara	2	1	0	0	0	1	0	1	0	0
Ouagadougou (MACO)*	12	7	3	2	11	48	19	24	19	17
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	0	3	4	10	0	10	3	2	0
Tougan	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Yako	-	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Ziniaré	-	0	0	0	0	1	0	6	0	2

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.3 Caractéristiques des mis en examen

Concepts

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Terrorisme : Ensemble d'infractions énumérées dans le code pénal, qualifiées ainsi lorsqu'elles sont en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation et la terreur. Au Burkina Faso, les actes terroristes sont énumérés par les articles 361-1 et 361-2 du code pénal.

Tableau V.20 : Effectifs des mis en examen, dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble des mis en examen	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 116	1 066	1 039	1 369	1 557	1 734	1 824	1 829	1 804	1 860
Femmes	44	30	30	39	52	53	59	64	68	54
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	14	24	24	38	47	63	47	27	17	28
18 ans à moins de 21 ans	97	87	71	91	126	132	82	82	85	60
21 ans à moins de 25 ans	185	177	158	175	187	199	215	213	182	151
25 ans à moins de 30 ans	266	246	218	280	326	395	386	368	307	307
30 ans à moins de 40 ans	374	363	384	476	573	568	650	640	655	687
40 ans et plus	224	199	214	348	350	430	503	563	626	681
Répartition selon la catégorie et la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les particuliers	837	759	787	1 066	1 081	1 210	1 148	1 150	896	690
Dont les plus récurrents										
<i>Vols aggravés</i>	164	115	146	118	133	177	111	99	92	24
<i>Viols</i>	188	137	149	182	176	226	195	84	19	38
<i>Coups mortels</i>	119	109	133	126	165	169	178	212	162	90
<i>Homicides volontaires, Assassinats</i>	328	325	320	562	498	518	514	650	534	468
<i>Coups et blessures volontaires</i>	32	35	27	31	31	77	107	55	38	15
Crimes et délits contre les biens	102	121	72	79	131	133	283	184	160	130
Dont les plus récurrents										
<i>Vols, recels, extorsion, Escroquerie</i>	67	69	47	52	69	62	71	75	64	39
<i>Destructions, dégradations, Dommages</i>	27	45	8	6	23	36	88	28	31	14
<i>Abus de confiance</i>	7	7	17	19	24	25	15	8	14	8
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	39	34	29	42	44	58	48	66	60	58
Crimes et délits contre la chose publique	167	156	175	125	213	274	185	228	163	41
Dont les plus récurrents										
<i>Faux et usage de faux</i>	41	29	45	52	47	79	91	91	47	24
Crimes et délits contre la sécurité publique	110	115	100	51	121	160	190	317	628	966
Dont les plus récurrents										
<i>Associations de malfaiteurs</i>	110	115	100	51	121	160	131	115	79	79
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	58	202	549	842
Infractions en matière d'armes et de munitions	10	26	6	59	134	100	68	62	48	28
Répartition selon la durée de la détention préventive										
Moins de 3 mois	173	227	229	264	236	192	205	181	129	311
3 mois à moins de 6 mois	127	167	136	214	197	264	227	206	319	226
6 mois à moins de 12 mois	276	178	219	442	415	331	275	404	357	274
1 an à moins de 2 ans	327	225	206	252	461	545	516	418	439	500
2 ans à moins de 3 ans	143	151	118	87	145	253	324	253	212	289
3 ans à moins de 4 ans	67	74	74	68	53	85	177	213	163	133
4 ans et plus	47	74	87	81	102	117	159	218	253	181

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.21 : Ensemble des mis en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914
Banfora	38	29	51	39	52	126	117	93	48	56
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	122	97	102	115	137	158	153	140	127	140
Bogandé	56	48	59	84	184	185	180	173	152	80
Boromo	41	61	39	44	51	48	43	37	33	37
Dédougou	29	33	32	49	46	38	66	38	29	35
Diapaga	22	25	43	68	67	73	102	114	82	71
Diébougou	0	26	17	23	37	32	44	50	52	46
Djibo	23	15	21	27	31	38	59	34	34	0
Dori	15	28	15	25	39	36	27	23	40	19
Fada N'gourma	142	130	75	54	47	70	92	103	112	69
Gaoua	74	36	35	28	37	54	39	44	58	71
Kaya	61	41	38	54	79	76	62	39	15	11
Kongoussi	25	15	17	15	28	24	21	6	5	6
Koudougou	62	53	56	74	41	46	60	50	38	24
Koupéla	-	-	-	-	-	-	1	19	28	26
Léo	16	14	34	50	62	56	58	50	23	28
Manga	45	40	61	72	64	58	23	37	17	9
Nouna	14	23	13	30	28	23	20	22	18	7
Orodara	7	9	18	22	62	48	57	62	42	34
Ouagadougou (MACO)	202	230	212	236	273	334	378	369	248	194
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	51	195	540	867
Ouahigouya	47	23	26	37	28	30	25	30	30	17
Tenkodogo	80	52	45	194	145	162	120	85	41	13
Tougan	39	34	23	24	17	16	25	33	26	24
Yako	-	7	4	6	15	18	12	15	14	13
Ziniaré	-	27	33	38	39	38	48	32	20	17

Les données de 2009 et 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.22 : Mineurs mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	14	24	24	38	47	63	46	27	17	28
Banfora	1	2	3	1	1	8	5	4	0	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	0	6	5	2	7	2	0	4	4
Bogandé	0	0	1	2	7	7	3	4	1	2
Boromo	0	0	0	0	2	1	0	1	0	0
Dédougou	0	1	4	7	2	1	2	2	0	0
Diapaga	0	0	1	2	1	3	3	1	0	0
Diébougou	0	0	0	2	1	0	2	1	0	1
Djibo	2	1	0	1	1	2	4	1	1	0
Dori	1	2	0	0	1	2	0	0	4	0
Fada	1	2	0	0	2	2	4	2	2	0
Gaoua	1	4	1	0	2	2	0	0	0	1
Kaya	0	0	0	1	8	5	0	0	0	0
Kongoussi	2	0	0	0	2	2	0	0	0	0
Koudougou	0	2	1	0	0	2	1	0	0	4
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	1	0	0
Léo	0	1	0	1	1	1	1	1	0	1
Manga	1	1	1	0	1	0	0	0	0	0
Nouna	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	1	3	3	4	1	1	0
Ouagadougou (MACO)	0	3	2	5	5	7	4	3	4	3
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	0	0	0	3
Ouahigouya	0	1	0	3	2	1	0	0	0	0
Tenkodogo	3	3	4	3	3	6	8	2	0	0
Tougan	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Ziniaré	0	0	0	1	0	1	3	1	0	8

Tableau V.23 : Mis en examen de moins de 25 ans, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	296	286	253	304	360	394	344	322	284	239
Banfora	8	9	19	11	14	33	22	18	12	12
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	28	18	21	29	25	24	16	12	26	15
Bogandé	17	13	9	12	45	45	33	29	26	12
Boromo	11	12	8	4	5	13	6	6	5	5
Dédougou	8	10	8	13	18	15	12	7	3	6
Diapaga	4	3	7	13	15	19	23	20	14	5
Diébougou	-	2	2	8	5	1	7	10	8	6
Djibo	13	8	11	13	15	18	23	17	17	0
Dori	4	3	4	10	10	13	4	9	14	4
Fada N'gourma	29	32	17	7	9	14	15	18	22	7
Gaoua	19	10	9	3	8	10	5	5	15	17
Kaya	17	11	7	13	21	20	9	5	0	0
Kongoussi	4	2	4	6	11	8	6	2	0	0
Koudougou	11	16	11	15	11	14	14	4	5	8
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	4	4	5
Léo	10	6	8	10	12	8	8	6	6	8
Manga	7	13	27	14	10	6	1	6	2	0
Nouna	5	16	1	17	10	4	5	2	3	1
Orodara	1	2	5	5	24	29	29	19	10	6
Ouagadougou (MACO)*	47	49	36	37	47	50	52	57	37	35
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	2	14	36	65
Ouahigouya*	17	11	10	7	8	6	2	8	3	4
Tenkodogo	24	19	16	42	30	34	31	25	6	3
Tougan	12	13	5	5	2	1	4	5	3	3
Yako	-	1	0	2	1	1	3	5	2	3
Ziniaré	-	7	8	8	4	8	12	9	5	9

Tableau V.24 : Mis en examen pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	837	759	787	1 066	1 081	1 210	1 149	1 150	896	690
Banfora	25	24	37	35	45	123	92	82	41	53
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	83	84	86	91	103	112	108	92	81	86
Bogandé	24	19	44	28	57	58	62	66	59	47
Boromo	40	39	34	48	37	42	36	28	27	35
Dédougou	27	27	29	48	41	36	37	38	29	32
Diapaga	19	21	27	65	61	68	63	68	46	29
Diébougou	0	18	13	22	32	30	39	45	47	43
Djibo	23	15	21	24	30	37	47	31	31	0
Dori	10	19	11	23	39	36	27	18	24	9
Fada N'gourma	106	94	55	46	35	42	57	84	93	40
Gaoua	65	28	33	27	30	32	33	37	43	52
Kaya	37	27	31	48	53	66	59	35	13	6
Kongoussi	16	11	14	14	16	14	14	6	5	6
Koudougou	47	35	39	48	30	34	43	41	28	17
Koupéla							1	13	16	19
Léo	14	9	24	26	44	44	47	32	22	27
Manga	23	29	46	59	39	46	21	32	16	6
Nouna	13	22	13	26	22	19	19	17	10	6
Orodara	7	7	12	14	36	43	46	50	27	20
Ouagadougou (MACO)*	111	104	111	141	166	196	171	186	131	87
Ouagadougou (PHS)*	-	-	-	-	0	0	0	0	1	0
Ouahigouya	38	20	25	34	25	23	23	29	23	16
Tenkodogo	72	43	34	141	88	52	45	60	25	8
Tougan	37	34	23	23	16	14	19	28	25	22
Yako	-	7	3	6	7	11	9	10	11	9
Ziniaré	-	23	22	29	29	32	31	22	22	15

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.25 : Mis en examen pour crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	102	121	72	79	131	133	283	184	160	130
Banfora	4	1	0	1	0	2	2	7	2	3
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	7	3	3	3	11	11	20	18	31	25
Bogandé	1	1	1	1	6	6	43	6	7	3
Boromo	0	8	1	1	7	2	4	2	0	1
Dédougou	0	0	0	1	1	0	27	0	0	1
Diapaga	0	1	2	1	0	1	17	20	6	3
Diébougou	0	7	2	1	4	0	2	4	2	1
Djibo	0	0	0	0	1	0	2	2	2	0
Dori	2	1	0	0	0	0	0	4	10	3
Fada N'gourma	21	10	5	2	1	5	29	8	2	1
Gaoua	0	0	0	0	3	6	0	0	8	15
Kaya	11	7	2	0	14	5	3	3	2	5
Kongoussi	4	2	0	1	1	0	7	0	0	0
Koudougou	6	7	2	13	4	7	8	1	5	4
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	2	8	4
Léo	0	3	0	7	9	9	9	15	0	0
Manga	13	6	11	4	5	4	0	3	1	1
Nouna	0	0	0	1	1	0	0	4	7	0
Orodara	0	1	2	0	2	1	2	0	5	6
Ouagadougou (MACO)*	31	63	35	32	50	50	85	74	53	50
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	2	0	1	2	1	4	1	0	2	0
Tenkodogo	0	0	3	3	5	16	5	1	1	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	2	2	1	1
Yako	-	0	0	0	0	1	1	1	3	2
Ziniaré	-	0	2	5	5	3	14	7	2	1

Tableau V.26 : Mis en examen pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	167	156	175	125	213	274	274	228	163	41
Banfora	8	2	13	2	6	0	23	2	3	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Bobo-Dioulasso	26	3	11	17	19	31	21	27	11	19
Bogandé	28	20	8	2	8	31	25	40	39	0
Boromo	0	5	3	4	2	2	2	0	0	0
Dédougou	2	6	3	0	1	2	2	0	0	0
Diapaga	0	2	14	0	6	0	19	26	27	3
Diébougou	0	1	1	0	1	2	2	0	2	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0
Dori	3	8	4	2	0	0	0	1	6	0
Fada N'gourma	8	21	14	4	10	17	5	1	2	3
Gaoua	4	5	0	0	1	10	2	3	1	0
Kaya	11	7	5	5	8	5	0	1	0	0
Kongoussi	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	7	6	15	11	5	4	6	7	4	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	2	1	0
Léo	2	2	10	13	4	2	1	0	0	0
Manga	4	1	4	2	16	8	2	1	0	0
Nouna	1	1	0	2	0	4	1	1	1	1
Orodara	0	1	3	6	22	1	2	5	2	0
Ouagadougou (MACO)*	50	53	56	51	46	67	89	81	44	11
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	1	3	4	0
Ouahigouya*	5	0	0	1	0	3	0	0	1	1
Tenkodogo	6	8	6	2	47	81	59	22	15	2
Tougan	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Yako	-	0	1	0	7	4	1	1	0	0
Ziniaré	-	4	3	1	4	0	2	3	0	1

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.27 : Mis en examen dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	257	299	279	236	300	455	660	684	628	603
Banfora	3	6	6	9	12	19	13	48	19	16
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	59	53	53	46	47	83	96	82	67	57
Bogandé	23	31	16	3	19	33	105	139	125	67
Boromo	15	10	11	14	16	21	17	15	14	25
Dédougou	6	3	6	7	9	9	13	13	12	23
Diapaga	3	10	6	7	6	30	33	49	56	40
Diébougou	0	2	3	4	5	7	16	20	30	30
Djibo	4	2	4	5	6	15	16	11	11	0
Dori	3	0	2	6	0	4	16	5	5	3
Fada N'gourma	29	50	41	15	11	6	10	28	41	24
Gaoua	18	10	9	9	14	8	7	10	3	8
Kaya	23	23	18	18	18	20	39	28	11	0
Kongoussi	5	5	4	2	3	8	1	2	1	2
Koudougou	8	8	16	12	13	11	15	17	11	4
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	0	4	4
Léo	1	6	2	3	21	28	36	22	5	8
Manga	6	8	12	5	25	20	6	7	9	6
Nouna	6	3	2	4	3	7	12	15	9	1
Orodara	0	0	1	1	7	3	27	27	13	23
Ouagadougou (MACO)*	28	37	38	39	32	70	116	111	104	63
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	1	2	40	165
Ouahigouya*	9	5	5	6	5	7	8	8	5	4
Tenkodogo	5	10	2	0	7	31	39	2	8	3
Tougan	3	12	11	7	5	5	7	5	14	21
Yako	-	2	1	1	2	1	3	5	3	0
Ziniaré	-	3	10	13	14	9	8	13	8	6

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.4 Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.28 : Effectifs des condamnés dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble des condamnés	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380
Répartition selon le sexe										
Hommes	3 137	3 126	3 258	3 690	4 129	4 158	4 409	5 074	4 857	4 316
Femmes	42	33	26	54	45	35	43	74	89	64
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	59	47	50	62	107	53	87	118	61	46
18 ans à moins de 21 ans	379	347	318	348	406	455	495	453	398	302
21 ans à moins de 25 ans	608	649	573	648	827	839	817	931	921	782
25 ans à moins de 30 ans	843	831	889	982	991	1 064	1 117	1 137	1 178	1 045
30 ans à moins de 40 ans	902	891	996	1 158	1 267	1 238	1 316	1 737	1 585	1 405
40 ans et plus	388	394	458	546	576	544	620	772	803	800
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	2 450	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952	3 447	3 710	3 326	2 733
Dont les plus récurrents										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	2 303	2 266	2 280	2 461	2 702	2 728	2 754	2 922	2 520	1 950
<i>Abus de confiance</i>	113	103	103	150	163	176	170	188	166	135
<i>Destruction, dégradation, dommages</i>	13	30	52	28	29	25	29	72	32	30
Crimes et délits contre les particuliers	314	336	454	557	565	548	418	591	742	894
Dont les plus récurrents										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	106	113	119	135	161	117	135	170	150	172
<i>Vols aggravés</i>	100	104	202	263	266	301	113	128	96	104
<i>Homicides volontaires Assassinsats</i>	37	44	55	47	38	31	47	52	80	100
<i>Viols</i>	12	13	14	9	13	4	36	155	303	327
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	259	213	204	332	353	347	364	531	529	476
Dont les plus récurrents										
<i>Consommation et trafic de stupéfiants</i>	161	125	116	198	243	237	266	379	408	347
<i>Mutilations génitales féminines</i>	20	16	13	33	22	19	16	28	45	19
<i>Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur</i>	56	49	60	62	72	60	41	41	31	26
Crimes et délits contre la chose publique	123	148	136	137	289	314	172	247	282	130
Dont les plus récurrents										
<i>Discrédit sur une décision de justice</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17
<i>Faux et usage de faux</i>	46	50	46	61	75	54	43	76	77	56
Crime et délit contre la sécurité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	66
Dont les plus récurrents										
<i>Association de malfaiteurs</i>	8	32	41	15	112	166	39	63	129	42
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Infractions en matière d'armes et de munitions	33	45	32	56	44	32	48	68	67	71
Répartition selon la durée de la peine prononcée										
Moins de 3 mois	9	8	28	42	47	17	5	7	0	3
3 mois à moins de 6 mois	149	89	76	141	96	69	41	27	26	44
6 mois à moins de 12 mois	465	399	338	374	374	310	322	286	147	186
1 an à moins de 2 ans	1 027	905	1 001	1 099	1 224	1 197	1 230	1 357	1 219	698
2 ans à moins de 3 ans	579	601	552	622	814	873	793	900	942	785
3 ans à moins de 5 ans	529	611	613	693	759	817	910	1 212	1 097	997
5 ans à moins de 10 ans	313	397	468	522	560	521	689	828	898	1 014
10 ans à 20 ans	72	102	136	172	211	279	318	360	464	493
Plus de 20 ans	17	24	47	47	63	78	110	131	96	104
Perpétuité	12	13	14	21	16	21	22	27	45	56
Peine de mort	7	10	11	11	10	11	12	13	12	0

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.29 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380
Banfora	146	144	147	177	169	166	156	176	171	160
Baporo	43	48	39	34	16	32	28	17	15	59
Bobo-Dioulasso	343	337	331	421	347	320	358	479	493	467
Bogandé	67	58	40	65	95	110	92	94	100	62
Boromo	86	68	94	143	196	166	170	200	175	189
Dédougou	133	105	127	99	132	105	112	127	158	179
Diapaga	48	52	38	42	74	88	95	126	119	104
Diébougou	0	31	54	65	85	82	92	142	134	149
Djibo	72	78	70	69	57	68	101	110	110	40
Dori	114	95	103	110	118	122	101	80	57	84
Fada N'gourma	135	139	186	155	162	216	193	220	180	165
Gaoua	101	65	85	81	78	78	124	155	144	122
Kaya	155	158	161	220	242	225	176	147	123	135
Kongoussi	55	57	43	42	49	53	68	53	55	61
Koudougou	135	121	119	125	153	162	227	200	197	150
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	64	78	77
Léo	97	74	75	65	76	103	93	70	74	94
Manga	125	115	151	141	153	181	169	118	90	113
Nouna	24	27	23	32	49	34	76	72	94	73
Orodara	23	34	50	31	43	31	67	66	64	64
Ouagadougou (MACO)*	931	926	956	1 103	1 146	1 163	1 173	1 661	1 622	1 221
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	231	185	177	156	127	66
Ouahigouya*	112	76	72	113	158	149	160	183	178	169
Tenkodogo	177	220	174	282	215	122	191	173	151	153
Tougan	57	42	46	36	27	58	71	88	83	73
Yako	-	38	41	48	38	93	87	65	42	51
Ziniaré	-	51	59	45	65	81	95	106	112	100

Tableau V.30 : Mineurs condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	59	47	50	62	107	53	87	118	61	46
Banfora	0	1	0	1	2	0	3	4	2	0
Baporo	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	3	3	2	5	1	4	11	1	2	2
Bogandé	2	0	0	1	0	0	2	0	1	0
Boromo	0	0	1	3	10	1	8	6	2	1
Dédougou	0	0	1	3	0	5	0	0	1	0
Diapaga	1	0	0	0	0	0	0	0	3	1
Diébougou	0	0	3	3	4	0	1	2	2	6
Djibo	0	3	0	0	0	0	1	0	0	0
Dori	0	1	3	1	5	1	0	0	1	1
Fada N'gourma	7	4	5	6	4	0	4	2	4	4
Gaoua	1	2	1	0	1	1	1	0	1	0
Kaya	4	6	5	3	5	1	5	0	0	0
Kongoussi	0	2	1	1	2	0	0	0	0	0
Koudougou	3	2	2	3	8	3	7	2	1	2
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	3	4	1
Léo	1	5	3	1	1	1	0	1	0	0
Manga	3	1	3	2	2	3	5	4	2	4
Nouna	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Orodara	2	1	1	0	3	0	0	2	1	1
Ouagadougou (MACO)*	26	11	11	18	40	19	20	79	22	9
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	0	2	0	2	6	1	10	8	7	11
Tenkodogo	4	1	5	6	8	4	2	0	1	0
Tougan	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Yako	-	0	2	3	1	3	2	1	1	0
Ziniaré	-	2	0	0	2	5	5	3	3	3

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.31 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 046	1 043	941	1 058	1 340	1 347	1 399	1 502	1 380	1 130
Banfora	42	46	36	49	53	57	63	45	42	53
Baporo	12	21	11	10	2	7	4	2	4	22
Bobo-Dioulasso	95	120	77	113	104	81	94	111	120	85
Bogandé	23	13	12	19	29	34	22	30	22	10
Boromo	24	22	25	39	84	53	60	51	53	40
Dédougou	27	30	26	23	39	40	37	43	40	61
Diapaga	19	20	13	10	24	27	33	30	27	21
Diébougou	0	8	18	29	34	28	27	46	36	47
Djibo	28	41	22	18	21	33	49	55	55	18
Dori	39	42	29	31	35	30	26	16	14	27
Fada N'gourma	49	36	65	39	51	80	64	68	67	49
Gaoua	25	23	26	22	14	26	40	47	43	28
Kaya	54	47	46	67	87	74	44	40	23	27
Kongoussi	18	22	17	18	17	14	17	10	15	13
Koudougou	51	45	49	44	53	61	78	65	68	58
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	15	22	22
Léo	36	33	27	23	32	32	31	18	22	18
Manga	40	40	44	47	52	56	40	31	19	29
Nouna	6	8	5	9	15	5	14	5	13	13
Orodara	7	5	6	9	15	7	16	17	23	22
Ouagadougou (MACO)*	319	268	251	306	332	382	397	553	496	301
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	52	42	39	14	10	3
Ouahigouya*	28	27	26	8	62	62	65	72	59	62
Tenkodogo	71	79	64	81	84	43	63	56	33	46
Tougan	33	10	10	11	13	21	21	21	23	15
Yako	-	15	17	16	13	30	26	17	11	16
Ziniaré	-	22	19	17	23	22	29	24	20	24

Tableau V.32 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	2 303	2 266	2 280	2 461	2 702	2 728	2 754	2 922	2 520	1 950
Banfora	122	119	104	124	122	125	93	128	107	89
Baporo	33	37	33	29	15	27	23	13	14	48
Bobo-Dioulasso	223	217	202	262	201	208	236	315	300	273
Bogandé	45	39	16	42	73	75	36	29	29	9
Boromo	53	40	62	97	128	127	124	132	100	101
Dédougou	102	76	80	75	99	76	82	93	101	119
Diapaga	23	23	25	21	36	59	38	56	40	29
Diébougou	0	23	41	48	58	64	61	82	70	66
Djibo	52	46	47	55	45	60	84	85	85	30
Dori	85	56	64	70	74	89	78	48	35	44
Fada N'gourma	101	102	121	103	87	103	78	73	66	50
Gaoua	72	43	40	39	53	48	83	87	66	52
Kaya	120	124	129	169	175	156	119	88	62	44
Kongoussi	47	43	29	28	34	43	45	35	28	20
Koudougou	107	94	96	97	116	130	171	147	135	107
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	27	28	18
Léo	78	63	58	47	55	61	51	28	15	26
Manga	89	89	123	107	106	121	103	73	43	37
Nouna	19	23	18	21	27	26	63	55	50	37
Orodara	14	31	31	19	27	22	48	38	29	25
Ouagadougou (MACO)*	665	663	673	660	691	722	734	936	775	469
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	141	74	47	27	18	6
Ouahigouya*	81	54	47	98	106	113	116	122	138	112
Tenkodogo	126	148	126	163	138	73	102	78	75	40
Tougan	46	35	35	20	20	34	48	55	61	44
Yako	-	37	36	37	31	55	54	38	15	21
Ziniaré	-	41	44	30	44	37	37	34	35	34

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.33 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	2 450	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952	3 447	3 710	3 326	2 733
Banfora	129	123	119	133	133	136	122	139	128	102
Baporo	39	40	36	30	15	30	24	13	14	49
Bobo-Dioulasso	230	226	217	280	220	239	265	355	343	321
Bogandé	47	42	16	44	76	76	60	34	31	11
Boromo	67	44	70	102	147	132	138	140	109	111
Dédougou	106	81	104	78	104	79	86	98	103	128
Diapaga	28	32	29	22	38	67	68	84	49	51
Diébougou	-	23	42	53	65	67	72	98	83	81
Djibo	55	51	50	62	47	61	89	92	92	35
Dori	91	61	71	73	84	92	81	51	45	55
Fada N'gourma	102	111	135	107	93	116	173	181	150	125
Gaoua	75	47	42	47	61	53	99	93	88	73
Kaya	131	128	132	174	180	160	122	103	68	58
Kongoussi	48	44	31	30	35	44	48	44	33	26
Koudougou	113	102	104	106	123	139	182	165	149	121
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	34	45	45
Léo	86	66	60	49	56	65	69	51	43	56
Manga	97	95	130	116	113	131	125	91	54	51
Nouna	20	23	18	23	27	26	63	57	56	45
Orodara	18	33	43	26	28	25	52	54	40	37
Ouagadougou (MACO)*	695	712	701	732	770	797	940	1 209	1 183	805
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	143	75	127	87	18	19
Ouahigouya*	84	58	49	100	115	120	131	144	151	119
Tenkodogo	136	161	137	182	152	86	112	97	83	58
Tougan	53	36	39	23	20	38	58	73	64	51
Yako	-	37	37	39	31	61	78	59	33	38
Ziniaré	-	41	46	31	47	37	63	64	71	62

Tableau V.34 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	314	336	454	557	565	548	418	591	742	894
Banfora	9	7	5	16	15	8	15	14	16	26
Baporo	3	2	2	1	0	1	0	3	0	7
Bobo-Dioulasso	62	69	78	99	73	32	56	75	103	107
Bogandé	17	3	18	6	4	8	14	33	35	22
Boromo	12	8	14	19	21	14	15	37	46	60
Dédougou	19	18	16	18	20	18	21	27	40	35
Diapaga	14	16	3	10	21	14	7	13	27	22
Diébougou	0	3	8	7	10	6	10	16	24	45
Djibo	13	24	13	7	6	6	10	12	12	3
Dori	13	22	14	31	18	22	16	23	8	23
Fada N'gourma	13	11	22	9	35	40	7	11	17	21
Gaoua	16	14	39	20	10	10	6	14	25	30
Kaya	7	8	16	27	37	43	45	35	42	50
Kongoussi	4	5	4	6	9	5	16	8	17	32
Koudougou	10	9	14	7	19	14	11	13	28	17
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	20	22	23
Léo	1	3	4	6	6	29	9	10	11	15
Manga	11	8	9	15	15	9	14	9	13	19
Nouna	0	3	4	4	4	4	9	10	30	26
Orodara	3	0	3	2	7	3	6	7	21	25
Ouagadougou (MACO)*	53	61	142	174	133	158	56	103	112	188
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	17	24	28	37	33	4
Ouahigouya*	14	14	11	9	31	12	9	21	18	30
Tenkodogo	19	16	7	50	34	9	13	17	9	23
Tougan	1	5	0	5	5	15	7	11	17	13
Yako	-	0	0	0	1	5	2	2	2	8
Ziniaré	-	7	8	9	14	39	16	10	14	20

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.35 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	259	213	204	332	353	347	364	531	529	476
Banfora	7	6	20	15	9	11	9	10	11	11
Baporo	1	5	1	2	0	1	4	1	1	3
Bobo-Dioulasso	37	24	23	26	28	40	29	33	31	28
Bogandé	3	0	1	0	0	1	6	10	10	5
Boromo	4	7	3	15	16	13	13	11	6	8
Dédougou	7	5	7	2	6	5	3	1	9	13
Diapaga	5	3	1	5	8	7	13	20	13	17
Diébougou	0	3	2	4	9	9	6	24	21	19
Djibo	4	2	3	0	2	0	2	4	4	1
Dori	5	11	8	6	12	4	3	2	2	5
Fada N'gourma	14	13	6	25	8	8	8	11	8	2
Gaoua	7	1	3	10	1	6	9	23	21	18
Kaya	11	16	9	11	16	11	7	6	7	15
Kongoussi	1	5	4	3	2	2	4	1	2	2
Koudougou	5	2	0	4	1	2	6	2	5	8
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	2	7	7
Léo	4	3	8	9	11	5	11	6	16	22
Manga	11	4	5	7	19	16	12	11	17	38
Nouna	4	0	0	2	0	1	2	4	7	2
Orodara	2	0	3	1	2	1	3	5	3	2
Ouagadougou (MACO)*	105	90	74	137	160	140	141	260	251	159
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	23	20	15	9	3	0
Ouahigouya*	9	2	3	2	11	15	7	8	9	13
Tenkodogo	13	10	10	29	6	17	33	36	44	61
Tougan	0	1	5	5	1	3	3	1	0	6
Yako	-	0	3	8	1	5	4	2	5	3
Ziniaré	-	0	2	4	1	4	11	28	16	8

Tableau V.36 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	123	148	136	137	289	314	172	247	282	130
Banfora	1	7	2	10	12	11	10	8	11	19
Baporo	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	14	12	13	16	26	9	3	12	10	6
Bogandé	0	2	5	3	2	12	1	10	8	0
Boromo	3	9	7	6	8	6	3	10	13	7
Dédougou	1	1	0	1	2	3	2	1	4	3
Diapaga	1	1	5	4	6	0	6	9	30	5
Diébougou	-	1	2	1	0	0	4	3	5	2
Djibo	0	1	4	0	2	1	0	0	0	0
Dori	5	1	10	0	4	4	1	4	1	1
Fada N'gourma	2	3	3	8	26	52	3	17	5	17
Gaoua	2	2	1	4	3	9	9	25	10	0
Kaya	6	6	4	4	7	9	2	2	4	5
Kongoussi	2	3	1	0	1	0	0	0	3	1
Koudougou	4	4	1	3	6	7	25	8	6	4
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	6	4	0
Léo	3	1	2	1	3	3	1	2	1	1
Manga	4	7	7	3	4	22	18	7	6	5
Nouna	0	1	0	2	17	3	1	0	1	0
Orodara	0	1	0	2	6	2	6	0	0	0
Ouagadougou (MACO)*	60	52	39	50	75	66	28	78	63	36
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	48	62	3	6	68	0
Ouahigouya*	5	2	5	2	1	2	10	10	0	1
Tenkodogo	8	29	20	14	23	10	31	22	15	5
Tougan	2	0	2	2	0	1	2	2	2	2
Yako	-	0	0	0	3	20	1	2	2	0
Ziniaré	-	2	3	1	3	0	2	3	10	10

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.37 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	33	45	32	56	44	32	48	68	67	71
Banfora	0	1	1	3	0	0	0	5	5	0
Baporo	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	6	0	0	0	0	5	4	6	5
Bogandé	0	11	0	12	13	13	11	7	16	20
Boromo	0	0	0	1	4	1	1	2	1	3
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0
Diapaga	0	0	0	1	1	0	1	0	0	3
Diébougou	-	1	0	0	1	0	0	1	1	2
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	2	2	1
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Fada N'gourma	4	1	20	6	0	0	2	0	0	0
Gaoua	1	1	0	0	3	0	1	0	0	1
Kaya	0	0	0	4	2	2	0	1	2	4
Kongoussi	0	0	3	3	2	2	0	0	0	0
Koudougou	3	4	0	5	4	0	3	12	9	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	1	0	1
Léo	3	1	1	0	0	1	3	1	3	0
Manga	2	1	0	0	2	3	0	0	0	0
Nouna	0	0	1	1	1	0	1	1	0	0
Orodara	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)*	18	11	0	10	8	2	5	11	13	6
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	4	4	17	5	14
Ouahigouya*	0	0	4	0	0	0	3	0	0	6
Tenkodogo	1	4	0	7	0	0	2	1	0	2
Tougan	1	0	0	1	1	1	1	1	0	1
Yako	-	1	1	1	2	2	2	0	0	2
Ziniaré	-	1	0	0	0	1	3	1	1	0

Tableau V.38 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP

	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	1 529	1 758	1 841	2 088	2 403	2 600	2 816	3 471	3 554	3 449
Banfora	88	112	112	135	123	62	75	117	111	104
Baporo	28	25	21	10	11	20	18	11	13	51
Bobo-Dioulasso	143	157	183	239	244	170	223	311	374	397
Bogandé	19	20	20	26	55	67	58	53	70	51
Boromo	26	23	40	80	64	92	95	116	130	133
Dédougou	84	77	68	56	67	79	83	93	123	144
Diapaga	19	21	20	32	44	47	77	88	90	102
Diébougou	0	18	26	30	40	48	50	91	87	114
Djibo	24	34	36	47	31	36	55	72	72	37
Dori	46	66	69	67	64	77	62	46	46	73
Fada N'gourma	46	49	86	79	115	123	141	156	143	141
Gaoua	42	31	35	51	48	60	82	124	113	108
Kaya	76	99	93	117	147	152	124	110	102	99
Kongoussi	34	29	23	17	0	34	41	46	44	55
Koudougou	55	67	69	17	18	91	92	103	115	104
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	45	62	55
Léo	36	37	34	33	33	71	63	50	55	67
Manga	74	73	99	88	95	130	123	88	75	78
Nouna	4	12	9	7	19	26	38	44	67	64
Orodara	2	8	19	5	15	20	20	28	45	54
Ouagadougou (MACO)*	542	578	599	692	692	718	785	1150	1 132	956
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	66	177	155	156	127	66
Ouahigouya*	46	33	39	33	194	71	70	92	114	126
Tenkodogo	80	119	79	150	140	51	108	97	98	110
Tougan	15	24	28	27	21	45	50	62	50	39
Yako	-	25	22	25	28	77	69	55	32	40
Ziniaré	-	21	12	25	29	56	59	67	64	81

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.5 Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi des services sociaux des MAC

Tableau V.39 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées et clôturées par année et selon le sexe

sexe	2017			2018			2019		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Nombre concerné	10	356	366	8	315	323	8	206	214
dont enquête clôturée	9	341	350	7	278	285	7	180	187

Tableau V.40 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le sexe

	2017			2018			2019		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Nombre enquêtes clôturées	9	338	347	7	276	283	7	174	181
Nombre d'enquêtes clôturées avec durée indeter*	0	3	3	0	2	2	0	6	6
Durée moyenne (en jour)	12	15	15	16	19	19	24	27	27

*indeter: indéterminée, ces valeurs ne sont pas pris en compte lors des calculs des durées moyennes

Tableau V.41 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours

	2017			2018			2019		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Inférieur à 15 jours	6	238	244	4	151	155	4	92	96
Supérieur à 15 jours	3	100	103	3	125	128	3	82	85
Ensemble	9	338	347	7	276	283	7	174	181

Tableau V.42 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le service social

Service social	2017		2018		2019	
	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)
Banfora	24	12	19	9	4	15
Bobo-Dioulasso	44	17	38	26	27	36
Bogandé	3	11	5	17	3	17
Boromo	12	18	8	13	4	40
Diapaga	1	8	5	12	5	17
Diébougou	8	11	22	10	13	56
Djibo	14	12	ND	ND	0	
Dori	14	17	24	29	1	28
Fada n'gourma	16	27	7	28	11	39
Gaoua	6	15	8	10	8	10
Kaya	6	25	6	18	10	53
Kongoussi	6	13	7	18	6	23
Koudougou	36	10	32	22	13	13
Koupéla	0		0		6	17
Léo	11	8	6	17	9	13
Ouagadougou (MACO)	54	10	32	20	27	12
Manga	8	11	2	8	5	15
Nouna	2	18	3	8	3	10
Orodara	13	14	1	15	0	
Ouahigouya	31	23	23	16	9	58
Tenkodogo	14	20	13	26	4	14
Dédougou	3	31	2	8	4	14
Tougan	8	17	7	16	6	15
Yako	10	13	7	22	0	
Ziniaré	3	9	6	20	3	38
Ensemble	347	15	283	19	181	27

Tableau V.43 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2019 selon l'infraction

INFRACTION		Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)
Crimes et délits contre la chose publique	Autres crimes et délits contre la chose publique	1	56
Crimes et délits contre les particuliers	Coups et blessures volontaires	11	11
	Homicides et blessures involontaires	1	7
	Homicides volontaires (meurtres, Assassinats, parricides, infanticides, empoisonnements)	3	52
	Viol	31	35
	Menaces sous condition	5	18
	Coups mortels	8	17
	Vols aggravés	3	15
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	Autres crimes et délits contre la famille et les mœurs	4	19
	Stupéfiants	6	17
Crimes et délits contre les biens	Destructions, dégradations, dommages	1	6
	Vols, extorsion, recel, escroqueries	103	29
Crime et délits contre la sécurité publique	Terrorisme	1	30
Indéterminé	Indéterminé	3	29
Total		181	27

Tableau V.44 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2019 selon le service social et la durée

Service social	Inférieur à 15 jours	Supérieur à 15 jours	Ensemble
Banfora	3	1	4
Bobo-Dioulasso	10	17	27
Bogandé	1	2	3
Boromo	1	3	4
Diapaga	3	2	5
Diébougou	5	8	13
Djibo	ND	ND	ND
Dori	0	1	1
Fada n'gourma	5	6	11
Gaoua	8	0	8
Kaya	2	8	10
Kongoussi	1	5	6
Koudougou	8	5	13
Koupéla	2	4	6
Léo	6	3	9
Ouagadougou (MACO)	25	2	27
Ouagadougou (PHS)	-	-	-
Manga	1	4	5
Nouna	3	0	3
Orodara	0	0	
Ouahigouya	1	8	9
Tenkodogo	3	1	4
Dédougou (TGI)	2	2	4
Tougan	5	1	6
Yako	0	0	0
Ziniaré	1	2	3
Ensemble	96	85	181

Tableau V.45 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2019 par infractions et selon la durée

	INFRACTION	Inférieur à 15 jours	Supérieur à 15 jours
Crimes et délits contre la chose publique	Autres crimes et délits contre la chose publique	0	1
Crimes et délits contre les particuliers	Coups et blessures volontaires	9	2
	Homicides et blessures involontaires	1	0
	Homicides volontaires (meurtres, Assassinats, parricides, infanticides, empoisonnements)	1	2
	Viol	14	17
	Menaces sous condition	2	3
	Coups mortels	4	4
	Vols aggravés	2	1
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	Autres crimes et délits contre la famille et les mœurs	2	2
	Stupéfiants	3	3
Crimes et délits contre les biens	Destructions, dégradations, dommages	1	0
	Vols, extorsion, recel, escroqueries	56	47
Crime et délits contre la sécurité publique	Terrorisme	0	1
Indéterminé	Indéterminé	1	2
Total		96	85

V.6 Activités des centres de réinsertion sociale

Données globales des centres de réinsertion sociale

Tableau V.46 : Personnel et capacités d'accueil des centres de réinsertion sociale en 2019

	Personnel				F	G	T
	F	H	T				
Gardes de sécurité pénitentiaire	11	18	29	Capacité d'accueil	36	461	497
<i>Dont</i>	0	6	6	Effectif réel au 31 Décembre	14	432	446
Travailleurs sociaux	11	49	60	<i>Taux d'occupation au 31/12</i>	38,9	93,7	89,7
<i>Dont</i>	4	4	8				
Encadreurs	12	21	33				
Personnel d'appui	6	26	32				
Autre personnel	0	21	21				
Ensemble	40	135	175				

Tableau V.47 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion social et leur capacité d'accueil en 2019

Type d'atelier	Nombre	Capacité d'accueil
Maçonnerie	4	40
Mécanique auto	7	55
Menuiserie bois	6	50
Menuiserie métallique	6	55
Electricité bâtiment	6	55
Couture	4	35
Autre	4	20
Ensemble	37	310

Mineurs en conflit avec la loi

Tableau V.48 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2019 par sexe et selon l'année d'entrée.

Sexe	2015	2016	2017	2018	2019	Total
F	2	1	1	5	0	9
M	8	12	57	32	16	125
Total	10	13	58	37	16	134

Tableau V.49 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2019 par juridiction de provenance et selon l'année d'entrée.

Juridiction de provenance	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Banfora	0	0	1	3	1	5
Bobo-Dioulasso	1	1	4	2	3	11
Boromo	0	0	1	4	2	7
Dédougou	0	1	0	0	0	1
Diapaga	0	0	1	0	0	1
Diébougou	0	0	2	2	3	7
Djibo	0	1	0	1	0	2
Dori	1	1	5	1	1	9
Fada n'gourma	0	0	1	2	0	3
Gaoua	0	0	0	0	1	1
Kaya	1	0	1	5	1	8
Koudougou	0	1	10	2	1	14
Koupéla	0	0	1	0	0	1
Leo	1	0	2	1	2	6
Nouna	0	1	0	0	0	1
Orodara	2	1	5	0	0	8
Ouagadougou	4	1	17	9	1	32
Ouahigouya	0	0	1	0	0	1
Tenkodogo	0	2	3	4	0	9
Tougan	0	1	0	0	0	1
Yako	0	2	0	0	0	2
Ziniaré	0	0	3	1	0	4
Total	10	13	58	37	16	134

Tableau V.50 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2019 par âge et selon l'année d'entrée.

Age	2015	2016	2017	2018	2019	Total
12	0	0	0	0	0	0
13	0	0	2	0	1	3
14	0	0	0	3	4	7
15	0	0	6	2	1	9
16	0	1	6	10	2	19
17	0	2	10	11	3	26
18	2	1	18	6	4	31
19	3	6	8	3	0	20
20	1	2	4	1	0	8
21	2	0	2	0	0	4
22	1	0	1	0	0	2
Indéterminé	1	1	1	1	1	5
Total	10	13	58	37	16	134

Tableau V.51 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2019 par niveau d'instruction et selon l'année d'entrée.

Cycle d'éducation	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Primaire	4	7	23	13	13	60
Post Primaire	0	0	0	0	0	0
Secondaire	1	3	14	16	1	35
Coranique	0	0	2	3	0	5
Sans niveau	5	3	19	3	0	30
Nd	0	0	0	2	2	4
Total	10	13	58	37	16	134

Tableau V.52 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12

		2018		2019		
Cycle d'éducation	Nombre	Durée moyenne effective (en jours)	Durée moyenne prévue (en jours)	Nombre	Durée moyenne effective (en jours)	Durée moyenne prévue (en jours)
Primaire	38	584	676	17	501	646
Post Primaire	27	458	566	11	621	679
Secondaire	1	400	-	0	0	-
Coranique	5	297	778	1	419	778
Sans niveau	29	620	1110	11	869	1110
Nd	1	250	329	2	387	511
Total	101	541	660	42	622	681

Tableau V.53 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi sortis des centres de réinsertions sociale selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue et la durée moyenne effective

Motif de sortie	2018			2019		
	Nombre	Durée moyenne effective (en jours)	Durée moyenne prévue (en jours)	Nombre	Durée moyenne effective (en jours)	Durée moyenne prévue (en jours)
Fugue	35	96	435	12	420	670
Fin de placement	25	579	403	15	685	586
Abandon	3	-	968	0	-	-
Référencement	2	-	1056	0	-	-
Décès	1	779	-	0	-	-
Réincarcération	1	-	540	0	-	-
Remise au juge	1	930	1440	0	-	-
Autre	3	257	208	0	-	-
Nd	19	781	1250	0	-	-
Total	90	468	541	27	567	623

Les chiffres clés de la justice (1/2)

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3
Tribunaux de grande instance	24	24	24	24	24	24	25	25	25	25
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	2	7	7	7	7	7	0
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	19	19	19	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	24	24	24	24	24	24	25	25	25	25
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	24	24	24	24	25	25	26	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	8 931	8 204	11 534	15 307	13 619	17 086	19 136	29 115	31 275	32 248
Effectifs des magistrats au Ministère	369	391	415	409	428	449	480	508	505	575
Effectif du personnel greffier au Ministère	300	352	343	340	372	414	419	430	460	529
Assistance judiciaire	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre d'hommes assistés	-	-	-	-	-	-	37	181	172	170
Nombre de femmes assistées	-	-	-	-	-	-	27	63	115	144
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	158	169	206	236	225	167	231	263	280	214
Décisions rendues	122	112	159	152	138	108	161	184	213	183
Décision rédigées	100	108	130	125	105	117	106	157	162	172
Conclusions rendues par le parquet général	76	133	137	128	96	57	179	243	228	241
Cours d'appel										
Affaires nouvelles	997	890	1107	1 612	1 207	1 265	1 641	2 245	2 386	2 176
Décisions rendues	944	876	1183	1 233	1 347	871	1 372	1 707	1 992	1 914
Décision rédigées	588	543	910	983	851	846	1 096	1 153	1 614	1 428
Affaires nouvelles pénales	371	530	585	634	434	639	492	821	1 236	1 039
Décisions des chambres d'accusation	260	153	168	205	222	110	399	562	1 274	605
Décisions des chambres criminelles	201	167	123	99	54	39	52	35	199	107
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	6 494	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation)	5 220	5 741	5 718	7 869	8 293	7 036	10 082	11 470	15 172	12 669
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	3mois	2mois 26jours	2mois 21jours	2mois 18 jours	3 mois 9 jours	2 mois 21 jours	2 mois 7 jours	2mois	1 mois 21 jours	1 mois 27 jours
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	1 mois 24jours	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours	1 mois 16 jours	1 mois 23 jours	1 mois 21 jours	3 mois 6 jours	2 mois 20 jours	2 mois 02 jours	3 mois 19 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	11 mois	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours	13 mois 16 jours	10 mois 12jours	10 mois 12 jours	12 mois 29 jours	14 mois 13 jours	12 mois 13 jours	14 mois 4 jours
Affaires nouvelles en instruction	900	754	893	1 000	1 123	936	875	974	805	803
Affaires en instruction clôturées	438	934	690	442	291	363	417	1 298	1 084	1 194
Affaires en cours d'instruction	7 586	7 401	7 657	7 830	8 924	8 881	9 171	8 043	8 068	6 761
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction	3 ans 8 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3ans 11 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans
Temps moyens des affaires clôturées à l'instruction	3 ans 9 mois	4 ans	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois	4 ans 2 mois	4 ans 5 mois
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	278	322	436	399	158	226	316	465	614	-
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	229	261	259	311	343	144	348	385	478	-
Décision rédigées	362	227	163	182	319	129	233	290	-	-
Temps moyen pour rendre une décision		2 mois 11 jrs	1 mois 12 jrs	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jours	3 mois 1 jour	2mois	2 mois	-

Les chiffres clés de la justice (2/2)

Juges des enfants	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	89	72	73	103	202	257	298	324	241	-
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	73	59	47	97	191	263	286	308	221	-
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	11	11	56	24	16	28	10	39	105	-
Décisions rendues (mineurs en danger)	32	18	96	23	13	31	13	37	184	-
Tribunaux pour enfants										
Affaires nouvelles	15	9	5	8	1	1	17	18	13	-
Affaires clôturées	0	12	1	14	2	4	4	5	3	-
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles (hors référés)	-	339	336	356	426	451	468	499	551	580
Décisions rendues (hors référés)	-	319	282	311	297	372	444	409	453	500
Décisions rédigées (hors référés)	-	199	277	302	283	372	442	423	454	500
Temps moyen pour une décision commerciale		9 mois 6 jours	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours	6 mois 27 jours	7 mois 02 jours	7 mois 3 jours
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	739	756	1 104	996	977	1 225	1 241	786	1 460	1325
Décisions rendues	681	618	742	975	817	874	1 080	1189	1 097	844
Décision rédigées	527	471	554	852	796	629	805	905	878	842
Temps moyen pour rendre une décision	-	1 an 3 mois	1 an 3 mois	1 an	1 an 7 mois	1 an 3 mois	1 an 2 mois	1 an 2 mois	1 an 2 mois	1 an 1 mois
Activités des juridictions de l'ordre administratif	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2018
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	234	399	344	318	235	202	294	290	240	243
Arrêts provisoires et définitifs rendus	54	139	0	62	95	1	46	8	3	0
Contrôles de gestion effectués	3	8	5	7	11	11	39	27	17	25
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	87	94	172	103	120	149	277	137	299	173
Affaires jugées	27	57	126	45	42	36	175	66	88	53
Décision rédigées	25	47	80	26	28	39	89	55	139	71
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	184	194	434	314	309	330	874	584	742	702
Décisions rendues	193	127	317	258	188	255	687	428	615	509
Décision rédigées	146	87	246	156	108	156	494	382	524	452
Temps moyens pour rendre une décision	-	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 10 mois	1 an 7 mois	1 an 7 mois	1 an 10 mois
Établissements pénitentiaires	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble de détenus au 31 décembre	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359
Nombre de mis en examen au 31 décembre	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914
Nombre de prévenus au 31 décembre	689	522	615	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065
Nombre d'OMD	170	262	67	47	75	109	17	11	0	0
Nombre de condamnés au 31 décembre	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5148	4 946	4 380
Taux d'occupation (100%)	159,4	154,5	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6

Liste des tableaux

Tableau II.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels.....	24
Tableau II.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2019 par localité	24
Tableau II.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel	26
Tableau II.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA).....	28
Tableau II.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA).....	28
Tableau II.6 : Dotations budgétaires par programme	28
Tableau II.7 : Consommations budgétaires par programme.....	28
Tableau II.8 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)	29
Tableau II.9 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)	30
Tableau II.10 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA).....	30
Tableau II.11 : Personnel du MJ par sexe et par corps	32
Tableau II.12 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position	33
Tableau II.13 : Magistrats par type de juridiction	33
Tableau II.14 : Magistrats par juridiction	34
Tableau II.15 : Personnel du corps des greffiers par sexe	36
Tableau II.16 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	36
Tableau II.17 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite):	37
Tableau II.18 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	39
Tableau II.19 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)	40
Tableau II.20 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	42
Tableau II.21 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite).....	43
Tableau II.22 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe.....	45
Tableau II.23 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires.....	45
Tableau II.24 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre.....	47
Tableau II.25 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre.....	48
Tableau II.26 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12	49
Tableau II.27 : Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre	50
Tableau II.28 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon par sexe	50
Tableau II.29 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe	51
Tableau II.30 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position	53
Tableau II.31 : Huissiers de justice par sexe, par ancienneté et par position.....	53
Sources : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso ;	53
Tableau II.32 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position	53
Tableau III.1 : Activités du siège de la Cour de cassation	57
Tableau III.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation.....	57
Tableau III.3 : Affaires nouvelles du parquet général de la Cour de cassation	58
Tableau III.4 : Conclusions rendues par le parquet général de la Cour de cassation	58
Tableau III.6 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel.....	62
Tableau III.7 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel.....	62
Tableau III.8 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations)	62
Tableau III.9 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel	62
Tableau III.10 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel	62
Tableau III.11 : Décisions rédigées par Cour d'appel	62
Tableau III.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel.....	63
Tableau III.13 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine	63
Tableau III.14 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel.....	63
Tableau III.15 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel	63
Tableau III.16 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres	63
Tableau III.17 : Nature des décisions rendues par les chambres de l'instruction.....	63
Tableau III.18 : Décisions rendues par chambre de l'instruction	64
Tableau III.19 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles	64
Tableau III.20 : Décisions rendues par chambre criminelle	64
Tableau III.21 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2019	64
Tableau III.22 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la rédaction en 2019.....	64
Tableau III.23 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance ...	66

Tableau III.24 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)	66
Tableau III.25 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance	68
Tableau III.26 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance	68
Tableau III.27 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance	70
Tableau III.28 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, radiations, jonctions, ordonnances et injonctions de payer)	71
Tableau III.29 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	71
Tableau III.30 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	72
Tableau III.31 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance	72
Tableau III.32 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	74
Tableau III.33 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	74
Tableau III.34 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) (suite)	75
Tableau III.35 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance	78
Tableau III.36 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance	80
Tableau III.37 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI	80
Tableau III.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance	82
Tableau III.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la sécurité publique par Tribunal de grande instance	82
Tableau III.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI	84
Tableau III.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI	84
Tableau III.42 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des TGI	86
Tableau III.43 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI	86
Tableau III.44 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI	87
Tableau III.45 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI	87
Tableau III.46 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets TGI	88
Tableau III.47 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par TGI	88
Tableau III.48 : Mineurs concernés par les activités des parquets	90
Tableau III.49 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par TGI	90
Tableau III.50 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par l'ensemble des parquets selon la nature de l'affaire	92
Tableau III.51 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par parquet	92
Tableau III.52 : Affaires nouvelles enregistrées en matière civiles selon leur nature par parquet	94
Tableau III.53 : Conclusions rendues en matière civile selon la nature des affaires par parquet	94
Tableau III.54 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	97
Tableau III.55 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance	99
Tableau III.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance	99
Tableau III.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance	101
Tableau III.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance	101
Tableau III.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance	102
Tableau III.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance	102
Tableau III.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance	103
Tableau III.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance	103
Tableau III.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure	104

Tableau III.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure	104
Tableau III.65 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	104
Tableau III.66 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)	105
Tableau III.67 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	105
Tableau III.68 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)	106
Tableau III.69 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par tribunal de grande instance	106
Tableau III.70 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance	108
Tableau III.71 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2019 selon le motif de clôture	110
Tableau III.72 : Affaires dont l'instruction est clôturée par tribunal de grande instance	110
Tableau III.73 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2019 par tribunal de grande instance et selon le motif de clôture	111
Tableau III.74 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance	113
Tableau III.75 : détenus mis en examen libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire.....	115
Tableau III.76 : détenus mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance.....	115
Tableau III.77 : détenus mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance	116
Tableau III.78 : détenus mis en examen libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois	116
Tableau III.79 : détenus mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance	117
Tableau III.80 : détenus mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance	117
Tableau III.81 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure.....	118
Tableau III.82 : Nombre d'affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	118
Tableau III.83 : Nombre d'affaires dont l'instruction est clôturée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)	119
Tableau III.84 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure TGI.....	119
Tableau III.85 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite)	120
Tableau III.86 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI	120
Tableau III.87 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2014 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite).....	121
Tableau III.88 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance	123
Tableau III.89 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance.....	123
Tableau III.90 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance	125
Tableau III.91 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI.....	125
Tableau III.92 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI....	127
Tableau III.93 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance.....	127
Tableau III.94 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce.....	129
Tableau III.95 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type	129
Tableau III.96 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	129
Tableau III.97 : Référé des tribunaux de commerce	129
Tableau III.98 : Ensemble des décisions de référés rendues par type	131
Tableau III.99 : Répartition des décisions de référés rendues des référés par tribunal de commerce	131
Tableau III.100 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce	131
Tableau III.101 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type	131
Tableau III.102 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce	131
Tableau III.103 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce	131
Tableau III.104 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce	132
Tableau III.105 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes par tribunal de commerce	132
Tableau III.106 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	132
Tableau III.107 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	133

Tableau III.108 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	133
Tableau III.109 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) par TC	133
Tableau III.110 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance (hors contraventions)	135
Tableau III.111 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance	137
Tableau III.112 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance	137
Tableau III.113 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance ..	137
Tableau III.114 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)	137
Tableau III.115 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance	137
Tableau III.116 : Activités des tribunaux de simple police	137
Tableau III.117 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi	139
Tableau III.118 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger	139
Tableau III.119 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants	139
Tableau III.120 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants	139
Tableau III.121 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants	140
Tableau III.122 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants	140
Tableau III.123 : Activités des tribunaux pour enfants	142
Tableau III.124 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants	142
Tableau III.125 : Décisions rendues par tribunal pour enfants	142
Tableau III.126 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail	144
Tableau III.127 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail	146
Tableau III.128 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail	146
Tableau III.129 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail	146
Tableau III.130 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés, hors radiations)	146
Tableau III.131 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail	146
Tableau III.132 : Décisions rédigées par tribunal du travail	146
Tableau IV.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes	149
Tableau IV.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes	149
Tableau IV.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes	149
Tableau IV.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat	152
Tableau IV.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2019	154
Tableau IV.6 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat	154
Tableau IV.7 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat	154
Tableau IV.8 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs	156
Tableau IV.9 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif	158
Tableau IV.10 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif	158
Tableau IV.11 : Ensemble des affaires nouvelles de référé par tribunal administratif	159
Tableau IV.12 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif	159
Tableau IV.13 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif	160
Tableau IV.14 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif	160
Tableau IV.15 : Décisions rendues en matière de référé par tribunal administratif	161
Tableau IV.16 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs	161
Tableau IV.17 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement	162
Tableau IV.18 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement	162
Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre	165
Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre	165
Tableau V.3 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge	165
Tableau V.4 : Autres mouvements, événements	165
Tableau V.5 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire	166
Tableau V.6 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire	166
Tableau V.7 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire	167
Tableau V.8 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire	167
Tableau V.9 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	168
Tableau V.10 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	168
Tableau V.11 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive	170
Tableau V.12 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	172
Tableau V.13 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire	172
Tableau V.14 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire	173
Tableau V.15 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire	173

Tableau V.16 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	174
Tableau V.17 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire ...	174
Tableau V.18 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire	175
Tableau V.19 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire	175
Tableau V.20 : Effectifs des mis en examen, dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive.	177
Tableau V.21 : Ensemble des mis en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	179
Tableau V.22 : Mineurs mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire	179
Tableau V.23 : Mis en examen de moins de 25 ans, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	180
Tableau V.24 : Mis en examen pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	180
Tableau V.25 : Mis en examen pour crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire	181
Tableau V.26 : Mis en examen pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	181
Tableau V.27 : Mis en examen dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	182
Tableau V.28 : Effectifs des condamnés dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée.....	184
Tableau V.29 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	186
Tableau V.30 : Mineurs condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire	186
Tableau V.31 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	187
Tableau V.32 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par établissement pénitentiaire..	187
Tableau V.33 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire ...	188
Tableau V.34 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	188
Tableau V.35 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	189
Tableau V.36 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	189
Tableau V.37 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP.....	190
Tableau V.38 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP.....	190
Tableau V.39 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées et clôturées par année et selon le sexe	191
Tableau V.40 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le sexe	191
Tableau V.41 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours	191
Tableau V.42 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le service socia.....	191
Tableau V.43 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2019 selon l'infraction	192
Tableau V.44 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2019 selon le service social et la durée	192
Tableau V.45 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2019 par infractions et selon la durée	193
Tableau V.46 : Personnel et capacités d'accueil des centres de réinsertion sociale en 2019	194
Tableau V.47 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil en 2019	194
Tableau V.48 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2019 par sexe et selon l'année d'entrée.	195
Tableau V.49 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2019 par juridiction de provenance et selon l'année d'entrée.....	195
Tableau V.50 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2019 par âge et selon l'année d'entrée.	196
Tableau V.51 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2019 par niveau d'instruction et selon l'année d'entrée.....	196
Tableau V.52 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12	196
Tableau V.53 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi sorties des centres de réinsertions sociale selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue et la durée moyenne effective	197
Les chiffres clés de la justice (1/2)	198